

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2899

[C — 2010/27184]

22 JUILLET 2010. — Décret-programme portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Mesures en matière de bonne gouvernance et de simplification administrative*

Article 1^{er}. A l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, le § 5 suivant est ajouté :

« § 5. Le conseil d'administration d'un port autonome est composé de maximum quinze membres. »

Art. 2. A l'article 4, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5°, les mots « l'organisme. » sont remplacés par les mots « l'organisme »;

b) la disposition est complétée par le 6° suivant :

« 6° que le candidat n'a pas atteint l'âge de septante ans au moment de sa désignation; »;

c) la disposition est complétée par le 7° suivant :

« 7° que le candidat est domicilié au sein de l'Union européenne. »

Art. 3. Le deuxième alinéa de l'article 100 du Code wallon du Logement est abrogé.

Art. 4. Le § 3 de l'article 175.5 du Code wallon du Logement est abrogé.

Art. 5. Le dernier alinéa de l'article 184 du Code wallon du Logement est abrogé.

Art. 6. Dans le décret du 21 décembre 1989 relatif au transport public de personnes en Région wallonne, les termes « Exécutif régional » sont remplacés par les termes « Gouvernement wallon » et le terme « Exécutif » est remplacé par le terme « Gouvernement ».

A l'article 5, § 4, du même décret, les termes « Directeur général de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports » sont remplacés par les termes « le fonctionnaire dirigeant au sein du Service public de Wallonie en charge des Transports ».

Art. 6bis. A l'article 5, § 2, premier tiret, du décret du 21 décembre 1989 relatif au transport public de personnes en Région wallonne, modifié par le décret du 6 décembre 2007, le mot « neuf » est remplacé par le mot « sept ».

Au deuxième tiret du § 2 du même article et après les mots « desdites sociétés » sont ajoutés les mots « parmi les membres visés à l'article 21, alinéa 3 ».

Art. 7. A l'alinéa 1^{er} de l'article 21 du décret du 21 décembre 1989 relatif au transport public de personnes en Région wallonne, modifié par le décret du 6 décembre 2007, le chiffre « 18 » est remplacé par le chiffre « 14 ».

A l'alinéa 3 du même article, les mots « la Société régionale » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

A l'alinéa 4 du même article les mots « de la Société régionale » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 8. Au § 1^{er} de l'article D. 366 du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1^{er}, les termes « dix-sept » sont remplacés par le terme « quinze »;

- à l'alinéa 4, le terme « huit » est remplacé par le terme « six ».

Art. 9. La dernière phrase du § 2 de l'article D. 367 du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, est supprimée.

Art. 10. A l'article 11 du décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest, les termes « dix-huit » sont remplacés par le terme « quinze » et le terme « huit » est remplacé par le terme « cinq ».

Art. 11. A l'article 5.2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, le chiffre « quatre » est remplacé par « cinq ».

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à codifier toutes les dispositions législatives relatives aux administrateurs publics, aux contrats de gestion et aux commissaires du Gouvernement, ainsi que les modifications que ces dispositions auront subies au moment de leur codification.

§ 2. A cette fin, il peut, sans apporter de modifications de fond aux législations à codifier :

1° modifier la forme, notamment la syntaxe et la terminologie, la présentation, l'ordre et la numérotation des dispositions à codifier;

2° modifier la numérotation, l'ordre et les intitulés des parties, livres, chapitres, sections et sous-sections sous lesquels les dispositions à codifier sont rangées et créer si nécessaire de nouvelles divisions;

3° scinder une disposition à codifier afin de répartir son contenu dans deux ou plusieurs articles;

4° reproduire partiellement ou totalement une disposition à codifier dans deux ou plusieurs articles;

5° mettre les références contenues dans les dispositions à codifier en concordance avec la numérotation nouvelle et avec la réglementation en vigueur.

Art. 13. La codification portera l'intitulé suivant « Code wallon de la transparence, de l'autonomie et du contrôle des organismes d'intérêt public ».

Art. 14. L'arrêté de codification fera l'objet d'un projet de décret de confirmation qui sera soumis sans délai au Parlement wallon.

La codification n'aura d'effet qu'à la date fixée par le décret de confirmation pour l'entrée en vigueur du Code wallon de la transparence, l'autonomie et le contrôle des organismes publics.

Art. 15. Le chapitre 1^{er}, contenant les articles 1^{er} et 2, du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative est abrogé.

CHAPITRE II. — Mesures en matière d'énergie

Art. 16. L'article 7, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les parts détenues par les communes et les provinces, en application du présent paragraphe, peuvent l'être, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une intercommunale pure de financement. »

Art. 17. L'article 45 du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, est modifié comme suit :

1° au § 1^{er}, alinéa 4, la phrase « En cas de démission, de décès ou de révocation du président ou d'un directeur, le Gouvernement nomme son remplaçant qui achève le mandat de son prédécesseur » est supprimée;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les mandats du président et des directeurs du Comité de direction de la CWaPE sont des fonctions à temps plein. Ils prennent fin lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans accomplis. Toutefois, le Gouvernement peut autoriser, pour une durée qu'il détermine, un titulaire à prolonger le mandat en cours, sans que cette prolongation puisse excéder la durée du mandat en cours. »;

3° un alinéa 6, rédigé comme suit, est ajouté in fine du § 1^{er} :

« En cas de vacance d'un poste de président ou de directeur en cours de mandat, le Gouvernement nomme un remplaçant sur base de la procédure visée au § 3.

Par dérogation à l'alinéa premier, celui-ci achève le mandat de son prédécesseur. Ce mandat n'est pas pris en considération dans le cadre du renouvellement.

Dans l'attente de cette nomination, le président, ou lorsque c'est le poste de celui-ci qui est vacant, un directeur choisi par ses pairs, peut exercer transitoirement les attributions relevant du poste vacant. »;

4° Au § 2, les mots « ainsi que la qualité de membre du personnel de la CWaPE, engagé dans les termes d'un contrat de travail » sont supprimés.

Art. 18. Dans l'article 46 du même décret, le § 3 abrogé par le décret du 19 décembre 2002, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 3. A la fin du mandat d'un directeur ou du président, un engagement comme membre du personnel de la CWaPE ne peut être décidé par un Comité de direction au sein duquel la personne concernée est encore en fonction. »

Art. 19. A l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 17 juillet 2008 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les mots « dans un délai de vingt-quatre mois suivant l'entrée en vigueur dudit décret » sont remplacés par les mots « dans un délai fixé par le Gouvernement wallon et, au plus tard, le 3 mars 2011 ».

Art. 20. L'article 6, § 1^{er}, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les parts détenues par les communes et les provinces, en application du présent paragraphe, peuvent l'être, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une intercommunale pure de financement. »

Art. 21. A l'article 62, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 17 juillet 2008 modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les mots « dans un délai de vingt-quatre mois suivant l'entrée en vigueur dudit décret. » sont remplacés par les mots « dans un délai fixé par le Gouvernement wallon et, au plus tard, le 3 mars 2011 ».

Art. 22. A l'article 237/7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, inséré par le décret du 19 avril 2007, il est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités d'application du présent article. »

Art. 23. L'article 237/33 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vue de promouvoir la performance énergétique des bâtiments, inséré par le décret du 19 avril 2007, est modifié comme suit :

1° les mots « , lorsque leur placement est techniquement justifié et qu'un rendement minimal est assuré » sont ajoutés après les mots « par la pose de ces panneaux »;

2° un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit « Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article. » est ajouté in fine.

CHAPITRE III. — Mesures en matière de logement

Art. 24. A l'article 200bis du Code wallon du Logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le dernier alinéa du § 1^{er} est supprimé;

2° au § 4, alinéa 3, et au § 8, les mots « rapport d'enquête » sont remplacés par le mot « constat »;

3° le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« § 7. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, l'agent désigné par le Gouvernement peut décerner une contrainte.

La contrainte est visée et rendue exécutoire par l'agent désigné par le Gouvernement.

La contrainte est signifiée au débiteur par exploit de huissier avec commandement de payer sous peine d'exécution par voie de saisie.

La saisie s'opère de la manière prévue dans la cinquième partie du Code judiciaire relative à la saisie conservatoire et aux voies d'exécution. »

Art. 25. A l'article 30 du Code wallon du Logement, entre les mots « équipements d'intérêt collectif » et « faisant partie intégrante », les mots suivants sont insérés « en ce compris les éléments constitutifs d'un réseau de chaleur ».

Art. 26. A l'article 44, § 1^{er}, du Code wallon du Logement, le 4° suivant ajouté :

« 4° le coût des éléments constitutifs d'un réseau de chaleur desservant l'ensemble de logements. »

Art. 27. A l'article 55 du Code wallon du Logement, entre les mots « équipements d'intérêt collectif » et « faisant partie intégrante », les mots suivants sont insérés « en ce compris les éléments constitutifs d'un réseau de chaleur ».

Art. 28. A l'article 69, § 1^{er}, du Code wallon du Logement, le 4° suivant est ajouté :

« 4° le coût des éléments constitutifs d'un réseau de chaleur desservant l'ensemble de logements. »

Art. 29. L'alinéa 1^{er} de l'article 9 du Code wallon du Logement, tel que modifié par le décret du 15 mai 2003 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La présente section s'applique aux logements collectifs et aux petits logements individuels loués ou mis en location à titre de résidence principale ou avec la vocation principale d'hébergement d'étudiants. »

Art. 30. A l'article 10 du Code wallon du Logement, les modifications suivantes sont effectuées :

1° le 1°*bis* suivant est inséré après le 1° :

« 1°*bis* respecter l'obligation d'équipement en matière de détecteurs d'incendie; »;

2° le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° garantir l'inviolabilité du domicile et le respect de la vie privée, notamment :

a) par un système de fermeture à clé des locaux à usage individuel;

b) par des boîtes aux lettres fermant à clé, à l'exception des logements dont la vocation principale est l'hébergement d'étudiants. »

Art. 31. L'alinéa 1^{er} de l'article 11 du Code wallon du Logement est remplacé par la disposition suivante :

« Le permis de location est délivré au bailleur dans les quinze jours du dépôt de sa déclaration de mise en location, à condition que cette déclaration soit accompagnée d'une attestation établissant qu'après enquête le logement faisant l'objet de la demande de permis de location réponde aux conditions fixées par l'article 10.

Cette attestation :

- émane d'une personne agréée à cet effet par le Gouvernement pour les conditions visées aux 1°, 1°*bis* et 3° de l'article 10;

- émane de la commune pour les conditions visées aux 2° et 4° de l'article 10. »

Art. 32. Il est créé un Fonds de gestion énergétique immobilière, lequel constitue un Fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant des investissements immobiliers réalisés dans les bâtiments gérés par le Service public de Wallonie et des remboursements effectués par les tiers responsables de dommages éventuels causés à ces investissements.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1^{er}, sont imputées les dépenses, dans le cadre de la gestion des bâtiments du Service public de Wallonie, relatives aux études, investissements immobiliers générateurs de recettes ou d'économies d'énergie et à leur entretien, maintenance et réparation des dommages survenus.

Art. 33. Le dernier alinéa de l'article 200 du Code wallon du logement, tel que modifié, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Conseil supérieur du logement comprend deux représentants de la Société wallonne du Logement, deux représentants de la Société wallonne du Crédit social, deux représentants du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, deux représentants des sociétés de logement de service public, deux représentants des Guichets du Crédit social, trois représentants des organismes à finalité sociale agréés, cinq représentants des pouvoirs locaux, trois représentants des universités, deux représentants des propriétaires et locataires, deux représentants du monde associatif, deux représentants des partenaires sociaux, deux représentants des notaires, deux représentants des architectes, deux représentants des associations actives dans le secteur des aînés, désignés sur la proposition de la Commission wallonne des aînés visée à l'article 63 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ainsi qu'un représentant de la Communauté germanophone, désigné sur la proposition du Gouvernement de la Communauté germanophone. »

CHAPITRE IV. — Mesures en matière d'emploi

Section 1^{re}. — Modifications apportées au décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand

Art. 34. L'article 3, § 2, 7°, du décret, est remplacé par ce qui suit :

« 7° les employeurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, qui ne tiennent pas une comptabilité simplifiée conformément aux articles 17, §§ 2 et 3, 37 et 53 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et

aux établissements d'utilité publique, ou qui n'ont pas une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, alors que celle-ci leur est imposée; ».

Art. 35. A l'article 15, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, les mots « six ans » sont remplacés par « huit ans ».

Art. 36. A l'article 15, § 4, alinéa 1^{er}, du décret, les mots « les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale » sont insérés entre les mots « centre public d'aide sociale, » et les mots « en fonction : ».

Art. 37. § 1^{er}. A l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o et 8^o, et alinéa 3, les mots « centre public d'aide sociale » sont remplacés par les mots « centre public d'action sociale ».

§ 2. Aux articles 2, § 1^{er}, 1^o, et § 4, 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, 9^o et 10^o, § 2, 3^o, 5^o à 10^o, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2, § 4, alinéa 1^{er}, § 6, 22, § 1^{er} et 42, alinéa 1^{er} et 2, les mots « centres publics d'aide sociale » sont remplacés par les mots « centres publics d'action sociale ».

Art. 38. L'article 19, du décret est complété par l'alinéa qui suit :

« Par année reconduite, un système dégressif pour l'attribution de points peut être institué.

Le Gouvernement établit les modalités d'application du système dégressif, notamment selon les critères suivants :

- a) la taille de l'entreprise;
- b) la localisation du siège principal en zone de développement ou non;
- c) les types de fonctions demandées visées à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3^o;
- d) le nombre d'années pendant lesquelles l'employeur a bénéficié de l'aide prévue par le présent décret pour un ou plusieurs postes dans l'une des fonctions demandées visées à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3^o;
- e) le nombre de postes déjà subventionnés au sens du présent décret;
- f) le cumul avec d'autres aides publiques.

Le Gouvernement peut compléter la liste des critères et préciser le champ d'application de ceux-ci. »

Art. 39. L'article 32, alinéa 4, 13^o, du décret est remplacé comme suit :

« 13^o le cas échéant, le rapport du réviseur d'entreprise ou d'un expert comptable ou d'un consultant agréé par la Région wallonne lorsque le chiffre d'affaire, déduction faite des subventions de pouvoirs publics de l'employeur, est d'au moins 247.893,52 euros ou du collège des commissaires aux comptes lorsque ce chiffre est inférieur à 247.893,52 euros. »

Section 2. — Modifications apportées au décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Art. 40. A l'article 6, alinéa 3, du décret, les mots « pour cinq ans. » sont remplacés par les mots « pour une durée de trois ans au moins et cinq ans au plus. »

Art. 41. L'alinéa 5 du même article est abrogé.

Art. 42. A l'article 34, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret, les mots « de l'Association wallonne des régies de quartier » sont remplacés par les mots « du Fonds du Logement wallon ».

CHAPITRE V. — Mesures en matière d'environnement

Section 1^{re}. — Modifications apportées au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement

Art. 43. A l'article D. 6, 13^o, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, il est ajouté une phrase, rédigée comme suit :

« Les plans et programmes visés par le présent décret comprennent également ceux qui sont cofinancés par la Communauté européenne. »

Art. 44. Dans le même Livre, il est inséré un nouvel article D. 51/1 rédigé comme suit :

« Le présent décret transpose partiellement la Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »

Art. 45. A l'article D. 59, du même Livre, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er} :

- a) les mots « de l'enquête publique et » sont insérés entre le mot « résultats » et les mots « des avis »;
- b) les mots « l'article D. 58 » sont remplacés par les mots « l'article D. 29-11 »;

2^o l'article D. 59 est complété par l'alinéa suivant :

« Sur la base de ces éléments, le plan ou programme est soumis à adoption. »

Art. 46. A l'article D. 60, du même Livre, les mots « Lorsqu'il adopte le plan ou le programme, l'auteur du plan ou du programme produit », sont remplacés par les mots « Lors de l'adoption du plan ou du programme, l'auteur du plan ou du programme rédige » et le mot « 58 » est remplacé par les mots « D. 29-11 ».

Art. 47. A l'article D. 68 du même Livre, les mots « l'article D. 49, 1^o », sont remplacés par les mots « l'article D. 6, 2^o » et les mots « D. 49, 4^o » sont remplacés par les mots « D. 49 ».

Art. 48. A l'article D. 131, alinéa 2, du même Livre, les mots « au sens de l'alinéa 1^{er}, 1^o » sont remplacés par les mots « au sens de l'alinéa 1^{er}, 2^o ».

Art. 49. A l'article D. 134, du même Livre, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le dernier alinéa est complété comme suit :

« Si l'autorité compétente ne notifie pas sa décision sur la demande d'action dans les délais prévus à cet effet à l'alinéa précédant, la demande est réputée rejetée. »;

2° au § 2, alinéa 2, les mots « aux articles D. 127 et D. 128. » sont remplacés par les mots « à l'article D. 134, § 1^{er}, alinéa 2. »

Art. 50. A l'article D. 138, du même Livre, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« La présente partie comporte également les dispositions de surveillance, de contrainte et de sanctions nécessaires à l'application des règlements et décisions européens visés par ou en vertu du Titre 3, Chapitre II, de la présente partie. »

Art. 51. A l'article D. 139, 5°, du même Livre, les termes « lois et décrets visés à l'article D. 138 » sont remplacés par « dispositions visées à l'article D. 138 ».

Art. 52. A l'article D. 140, § 1^{er}, du même Livre, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « lois et décrets visés à l'article D. 138 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138 et les dispositions prises en vertu de celles-ci ».

2° l'article D. 140, § 1^{er}, est complété comme suit :

« Le Gouvernement peut, en outre, désigner parmi ces agents statutaires ou contractuels ceux ayant la qualité d'officiers de police judiciaire et d'officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi pour contrôler le respect des dispositions visées à l'article D. 138, du Code forestier, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale. Ne sont désignés officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du Roi, que les agents, qui en fonction de leurs attributions spécifiques, sont amenés à poser des actes nécessitant cette qualité. Ces officiers de police judiciaire, auxiliaires du Procureur du roi doivent suivre avec succès la formation dont le contenu est déterminé par le Gouvernement.

Ils prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence administrative. Le greffier en chef communique à ses collègues de tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels l'officier doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment. »;

3° à l'article D. 140, §§ 2 et 3, alinéa 1^{er}, les mots « lois et décrets visés à l'article D. 138, alinéa 1^{er}, et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3, et les dispositions prises en vertu de celles-ci »;

4° à l'article D. 140, § 3, alinéa 2, les mots « lois et décrets visés à l'article D. 138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 53. A l'article D. 142, du même Livre, les mots « lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 54. A l'article D. 146, 1° et 6°, du même Livre, les mots « l'article D. 138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 55. A l'article D. 149, § 1^{er}, du même Livre, les mots « décrets et lois visés à l'article D. 138, alinéa 1^{er}, sans préjudice des actions prévues dans lesdits décrets et lois » sont remplacés par « les dispositions visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3, sans préjudice des actions prévues dans lesdites dispositions ».

Art. 56. A l'article D. 150 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase rédigée comme suit :

« Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du premier jour suivant la réception du recours. »;

3° un dernier alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut déterminer les modalités du recours. »

Art. 57. Sous le Titre 3 – « Disposition pénales », et avant l'article D. 151, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Dispositions générales ».

Sous le même Titre, et après l'article D. 155, il est inséré un Chapitre II intitulé « Infractions aux règlements et décisions européens ».

Art. 58. A l'article D. 151, § 1^{er}, du même Livre, les mots « lois et décrets visés à l'article D 138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

A l'article D. 151, § 2, du même Livre, les mots « lois et décrets visés à l'article D. 138 » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138 ».

Art. 59. A l'article D. 152 du même Livre, les mots « à la même loi ou au même décret, parmi ceux visés à l'article D. 138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « à la même disposition parmi celles visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 60. A l'article D. 154 du même Livre, les mots « article D. 138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 61. Sous le nouveau Chapitre II du Titre 3, inséré par le présent décret, il est inséré un article D. 155bis, rédigé comme suit :

« Art. D. 155bis. § 1^{er}. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement 1907/2006 du Parlement et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la Directive 1999/45/CE et abrogeant le Règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le Règlement 1488/94 de la Commission ainsi que la Directive 76/769/CEE du Conseil et les Directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (ci-après le « Règlement REACH ») :

- l'article 5;
- l'article 6, §§ 1^{er} et 3^o;
- l'article 7, § 1^{er};
- l'article 9, §§ 5 ou 6;
- l'article 14, §§ 1^{er}, 6 ou 7;
- l'article 37, §§ 4, 5, 6 ou 7;
- l'article 38, §§ 1^{er}, 3 ou 4;
- l'article 39, §§ 1^{er} ou 2;
- l'article 40, § 4;
- l'article 50, § 4;
- l'article 56, §§ 1^{er} ou 2;
- l'article 60, § 10;
- l'article 67.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions du règlement visé à l'alinéa premier.

§ 2. Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement REACH :

- l'article 6, § 4;
- l'article 7, § 2;
- l'article 9, § 2;
- l'article 12, §§ 2 ou 3;
- l'article 17, § 1^{er};
- l'article 18, § 1^{er};
- l'article 22, §§ 1^{er}, 2 ou 4;
- l'article 24, § 2;
- l'article 36, §§ 1^{er} et 2;
- l'article 41, § 4;
- l'article 46, § 2;
- l'article 49;
- l'article 50, § 2;
- l'article 61, § 1^{er} ou § 3;
- l'article 63, § 3;
- l'article 66, § 1^{er};
- l'article 105.

Il en est de même pour les infractions à une décision de l'Agence européenne des produits chimiques ou de la Commission européenne relative à l'une des dispositions visées à l'alinéa premier.

§ 3. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient aux dispositions suivantes du Règlement (CE) n° 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés :

- l'article 3, §§ 1^{er}, 2, 3, 4, 5 ou 6;
- l'article 4;
- l'article 5, §§ 3 ou 4;
- l'article 8.

§ 4. Commet une infraction de troisième catégorie celui qui contrevient à l'article 6, §§ 1^{er} et 2 du Règlement (CE) 842/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, ou des dispositions adoptées en vertu de celui-ci. »

Art. 62. A l'article D. 159, § 2, 4^o, du même Livre, les mots « article D. 138, alinéa 1^{er} » doivent être remplacés par les mots « article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 63. A l'article D. 167, § 1^{er}, 3^o, du même Livre, les mots « lois et décrets visés à l'article D. 138, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 64. A l'article D. 170 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article D. 170, § 2, 3^o, les mots « lois et décrets visés à l'article D. 138 » sont remplacés par les mots « dispositions visées à l'article D. 138 »;

2° l'article D. 170, § 2, 5°, est abrogé;

3° l'article D. 170, § 3, alinéa 2, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° les droits de dossier prévus par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. »

Art. 65. Dans le même Livre, les mots « collège des bourgmestre et échevins », sont remplacés par les mots « collège communal ».

Section 2. — Modifications apportées au Livre 2 du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Art. 66. A l'article D. 2, 71°, du Livre 2 du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, après les mots « toute personne » sont insérés les mots, « y compris les intercommunales, à l'exception des missions liées au statut d'organisme d'assainissement agréé. »

Art. 67. A l'article D. 276, 1°, 3° et 4°, du même Livre sont insérés après les mots « personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, » les mots « , y compris les intercommunales, à l'exception des missions liées au statut d'organisme d'assainissement agréé, ».

Art. 68. A l'article D. 192, § 1^{er}, alinéa 2, du même Livre, après les mots « Le Gouvernement peut accorder une seconde dérogation pour une durée de trois ans » sont insérés les mots « Celle-ci est octroyée après que ce bilan et les motifs justifiant cette seconde dérogation ont été communiqués à la Commission européenne. »

Art. 69. L'alinéa 3 de l'article D. 228 du Livre 2 du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est remplacé comme suit :

« Le CVD est déterminé par le distributeur sur la base d'une projection pluriannuelle et prospective élaborée au départ d'une situation comptable connue et établie dans le respect des règles d'évaluation fixées au plan comptable uniformisé arrêté par le Gouvernement. Le Gouvernement peut déterminer la méthode et la forme de calcul du CVD. »

Art. 70. L'article D. 379, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement et à l'assemblée générale.

Deux des membres du collège aux comptes sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du code des sociétés. Ils ont la qualité de commissaire-réviseur.

Le troisième membre est nommé par le Gouvernement.

Le président du collège est nommé par l'assemblée générale parmi les trois membres du collège.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans.

§ 2. L'assemblée générale détermine la rémunération des commissaires-réviseurs qu'elle désigne. La rémunération du membre du collège des commissaires nommé par le Gouvernement est identique à celle des commissaires du Gouvernement visé à l'article D. 377.

Ces montants sont à charge de la société. »

Art. 71. L'article D. 408, 2°, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« 2° celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture et que la partie de la clôture située en bordure du cours d'eau se trouve à une distance de 0,75 mètre à 1 mètre mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres et n'ait pas une hauteur supérieure à 1,5 mètre au dessus du sol, sans créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation des cours d'eau, sous réserve de l'existence d'un arrêté du Gouvernement wallon soustrayant l'ensemble ou partie du territoire d'une commune à l'application de cette mesure; ».

Section 3. — Modifications apportées au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 72. A l'article 10, § 1^{er}, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots « et de l'alinéa 4 et 5 » sont insérés entre les mots « règlements, » et « la procédure »;

2° à l'alinéa 3, la phrase suivante est ajoutée in fine :

« Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une transformation ou d'une extension de nature à aggraver directement ou indirectement des dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, la procédure d'instruction du permis est celle applicable aux établissements de classe 2. »;

3° un alinéa 4 est ajouté comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'il s'agit d'une transformation ou d'une extension d'un établissement où se trouvent des substances dangereuses en quantités égales ou supérieures aux seuils figurant aux colonnes 2 et 3 des parties 1 et 2 de l'annexe I^{re} de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, les délais de la procédure d'instruction du permis sont ceux applicables aux établissements de classe 1. »;

4° un alinéa 5 est ajouté comme suit :

« Dans le cas où une étude d'incidences sur l'environnement a été imposée en application des articles D. 66, § 2 et D. 68 du livre 1^{er} du Code de l'Environnement, la procédure d'instruction de la demande est celle applicable aux établissements de classe 1. »

Art. 73. A l'article 37 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , que le fonctionnaire technique envoie au demandeur » sont supprimés;

2° un dernier alinéa est ajouté comme suit :

« A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 35 et lorsque le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 32, celui-ci est envoyé au demandeur par le fonctionnaire technique. »

Art. 74. A l'article 40, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, les mots « ou document en tenant lieu. » sont remplacés par les mots « ou du rapport de synthèse qui est envoyé au demandeur en application de l'article 37, alinéa 4. »

Art. 75. A l'article 58, § 2, 3^o, du même décret, les mots « 61, § 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o » sont remplacés par les mots « D. 146, 1^o, 2^o, et 3^o du Code de l'Environnement ».

Art. 76. A l'article 65, § 1^{er}, alinéa 6, du même décret les mots « la clôture de l'enquête publique » sont remplacés par les mots « la réception du procès-verbal de clôture de l'enquête publique ».

Art. 77. A l'article 70 du même décret, le mot « 38 » est remplacé par le mot « D. 29-22, § 2, du Code de l'Environnement ».

Art. 78. A l'article 71, § 3, du même décret, les mots « 74, § 4 » sont remplacés par les mots « D. 149, § 5, du Code de l'Environnement ».

Art. 79. A l'article 94 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, la dernière phrase est supprimée;

2^o un dernier alinéa est ajouté comme suit :

« A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 93 et lorsque le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 92, celui-ci est envoyé au demandeur par le fonctionnaire technique. »

Art. 80. A l'article 95, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « tenant lieu de décisions » sont supprimés;

2^o les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 4 ».

Art. 81. L'article 96 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 96. § 1^{er}. Lorsque le projet mixte porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale au sens de l'article 129bis, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué le précisent dans la décision par laquelle le caractère complet et recevable de la demande est reconnu conformément à l'article 86 ou dans toute autre décision conjointe prise avant l'échéance des délais visés à l'article 93. Ils soumettent, le même jour, la demande relative à la voirie communale à la procédure prévue à l'article 129bis, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Lorsque le projet mixte porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale au sens de l'article 129bis, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie nécessitant une modification du plan d'alignement, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué le précisent dans la décision par laquelle le caractère complet et recevable de la demande est reconnu conformément à l'article 86 ou dans toute autre décision conjointe prise avant l'échéance des délais visés à l'article 93. Ils envoient, le même jour, la demande relative à la voirie communale et le projet de plan d'alignement élaboré par le demandeur, conformément à l'article 129ter du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

L'envoi de la demande relative à la voirie communale au collège communal a pour effet d'interrompre les délais de procédure.

La procédure recommence selon les modalités prévues par l'article 86, § 3, alinéa 1^{er}, à dater de la réception par le fonctionnaire technique de la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, l'arrêté relatif au plan d'alignement. Si un rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 92, avant la mise en œuvre de la procédure visée aux alinéas 1^{er} ou 2, ce rapport ne peut produire les effets visés aux articles 93, § 1^{er}, alinéa 2, 94 et 95, § 8.

Lorsque le Gouvernement est saisi d'un recours portant sur un projet mixte visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 et constate que la procédure prévue par ces alinéas n'a pas été mise en œuvre, le Gouvernement ou, conjointement, les administrations chargées de rédiger le rapport de synthèse soumettent la demande relative à la voirie communale à la procédure prévue à l'article 129bis, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ou, le cas échéant, à celle prévue à l'article 129ter du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

L'envoi de la demande relative à la voirie communale au collège communal a pour effet d'interrompre les délais visés à l'article 95, §§ 3 et 7.

La procédure recommence selon les modalités prévues par l'article 95, § 3, à dater de la réception par l'administration de l'environnement de la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, de l'arrêté relatif au plan d'alignement. Si un rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 95, § 3, avant la mise en œuvre de la procédure visée à l'alinéa 5, ce rapport ne peut produire les effets visés à l'article 95, § 7, alinéa 3 et 95, § 8.

Par dérogation aux articles 87, alinéa 1^{er}, 3^o, et 90, l'enquête publique organisée dans le cadre de la demande relative à la voirie communale et, le cas échéant, au projet de plan d'alignement, porte également sur le projet mixte visé à l'alinéa 1^{er}. Par dérogation à l'article 129bis, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et, le cas échéant, à l'article 129ter, alinéa 2, l'enquête publique organisée dans le cadre de la demande relative à la voirie communale, ainsi que, le cas échéant, relative au projet de plan d'alignement, l'est selon les modalités définies au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement. La durée de l'enquête publique conjointe correspond à la durée maximale requise par les différentes procédures concernées.

§ 2. Lorsque le projet mixte est situé le long d'une voie de la Région ou de la province, l'avis de l'administration intéressée est sollicité. »

Art. 82. A l'article 97, alinéa 3, troisième tiret, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le mot « 86, » est omis;

2^o le mot « 89, 94, 95, 96 » est inséré entre les mots « 87, » et les mots « 110 à 114 »;

3^o le mot « 126, » est omis;

4^o le mot « , 128 » est inséré entre les mots « 127, § 3 » et les mots « , 129bis, »;

5° les mots « 129bis, §§ 1^{er} et 3 » sont remplacés par les mots « 129, 129bis, §§ 1^{er} à 3, 129ter ».

Art. 83. A l'article 177 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « relative à un établissement » sont remplacés par les mots « portant sur des installations et activités »;

2° il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3 rédigé comme suit :

« Si une même demande porte sur plusieurs installations et activités, le montant des droits de dossier est unique et est fonction de la classe la plus élevée. »

Section 4. — Modifications apportées au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols

Art. 84. § 1^{er}. L'article 2 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols est complété comme suit :

« 28° « laboratoire » : le laboratoire agréé pour réaliser les analyses prévues par le présent décret; »

§ 2. Au même article, à l'alinéa 27°, le point en fin de phrase est remplacé par un point virgule.

Art. 85. A l'article 19, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « article 39 » sont remplacés par « article 38 ».

Art. 86. A l'article 34, § 2, du même décret, le dernier alinéa est supprimé.

Art. 87. Au dernier alinéa de l'article 45 du même décret, les mots « d'orientation » sont remplacés par les mots « de caractérisation ».

Art. 88. A l'article 53, alinéa 2, 10°, du même décret, les mots « d'évaluation » sont insérés entre le mot « notice » et les mots « des incidences ».

Art. 89. L'article 58 du même décret est modifié comme suit :

1° le signe « § 1^{er} » est ajouté au début de l'alinéa 1^{er};

2° le paragraphe 2 suivant est ajouté :

« § 2. Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie à l'administration, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D. 29-19 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 90. A l'article 62, § 1^{er}, 2°, c), du même décret, les mots « article 40 » sont remplacés par les mots « article 39 ».

Art. 91. L'article 69, § 4, du même décret est modifié comme suit :

1° le mot « ou » entre les mots « d'incidences » et « d'une » est supprimé et remplacé par une virgule;

2° les mots « ou dans le cadre de toute autre étude de la qualité du sol » sont insérés entre les mots « indicative » et « effectuée »;

3° les mots « dans l'étude d'orientation » sont remplacés par les mots suivants « dans l'étude d'orientation ou dans l'étude de caractérisation ».

Art. 92. Dans le même décret relatif à la gestion des sols, il est inséré un nouvel article 92bis, rédigé comme suit :

« Art. 92bis. § 1^{er}. Jusqu'à la publication par l'administration, du Code wallon de bonnes pratiques visé à l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols et au plus tard le 31 décembre 2010, et par dérogation aux articles 37 à 46 et 53, la personne physique ou morale qui a l'intention d'exécuter volontairement des actes et travaux d'assainissement sur un terrain affecté d'une pollution historique, introduit directement un projet d'assainissement dont le contenu est défini au § 2, par notification à l'administration. Par dérogation à l'article 62, § 1^{er}, 2°, c), aucune sûreté n'est constituée.

§ 2. Dans ce cas, le projet d'assainissement contient :

1° l'identité du demandeur, du (des) propriétaire(s) et, le cas échéant, du (des) exploitant(s);

2° un état des lieux du terrain pour lequel est sollicitée l'approbation du projet, en ce compris :

a) la description et l'identification des déchets présents et des polluants présumés;

b) la description du terrain, son histoire et l'origine de la pollution;

c) le rapport des travaux d'observation et d'analyse ainsi qu'un tableau récapitulatif d'analyse des échantillons;

d) la délimitation des déchets et des panaches de pollution, notamment sur la base de plans mentionnant la localisation des relevés, les concentrations en polluants dans le sol, la profondeur atteinte par ces pollutions, ainsi que les panaches de pollution attendus;

e) le volume total et les pourcentages respectifs des déchets et des sols pollués;

f) des photos récentes et précises du terrain prises à partir de chaque point cardinal ou des points de vue les plus sensibles;

g) l'occupation actuelle du terrain et des alentours immédiats (habitat, type de végétation, etc.) et, le cas échéant, la description précise du projet de réaffectation et de revitalisation à court, moyen et long termes;

3° la localisation du terrain :

a) l'adresse, le lieu-dit et la superficie;

b) un plan cadastral et la liste des propriétaires des parcelles situées dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles concernées par le projet;

c) le libellé des parcelles cadastrales concernées par le projet et l'indication de la superficie concernée par chacune d'elle;

d) l'affectation planologique au plan de secteur et/ou au plan communal d'aménagement, le terrain étant repéré sur photocopie couleur;

e) un plan de situation reprenant les parcelles concernées par le projet sur une carte topographique exécutée à l'échelle 1/10 000^e ainsi que leurs coordonnées Lambert géoréférencées;

f) un plan de localisation de zones particulières ou sensibles dont notamment les périmètres Natura 2000 présents à proximité (300 m du terrain);

4° l'évaluation de l'impact des déchets et des pollutions :

I. sur la base d'une étude pédologique, géologique, hydrogéologique, géomorphologique et hydrographique pertinente, l'évaluation de l'impact sur les nappes phréatiques et les éventuels captages ainsi que sur les eaux de surface;

II. l'évaluation des impacts sur l'environnement, dont la faune et la flore environnantes ainsi que les sites Natura 2000;

Si le projet est susceptible d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000, il comprend également, une évaluation appropriée des incidences qui aborde notamment les points suivants :

- a) impacts potentiels sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire du site;
- b) impacts potentiels du projet sur les habitats d'intérêt communautaire prioritaires.

Pour a) et b) seront notamment envisagés la destruction directe des habitats ou espèces, le bruit, le dérangement, le risque de pollution des eaux, des sols, etc.;

c) dans le cas où les impacts de ce projet sur le site Natura 2000 sont défavorables au maintien de l'état de conservation des habitats naturels et/ou espèces d'intérêt communautaire, le demandeur devra annexer à cette évaluation un complément précisant :

c1. qu'il n'y a pas d'alternative à ce projet;

c2. les raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique pour sa réalisation malgré les impacts négatifs sur le site sachant que lorsque le site concerné abrite un type d'habitat naturel prioritaire, seules peuvent être invoquées des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou à des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ou, après avis de la Commission des Communautés européennes, à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur;

c3. les mesures prises pour limiter ces impacts négatifs :

- sur le projet lui-même;
- lors de la phase de réalisation;
- lors de la phase d'exploitation;

5° le processus d'assainissement :

I. un descriptif des différents procédés techniques d'assainissement pertinents accompagnés pour chacun :

- a) d'une estimation des résultats attendus par référence aux articles 51 à 52;
- b) d'une estimation de son coût, en ce compris le coût des mesures de suivi éventuelles;

II. une justification du procédé d'assainissement ou, le cas échéant, de la combinaison de procédés préconisés par l'expert et des variantes éventuelles;

III. une description des travaux, de leur phasage éventuel, des délais dans lesquels ils sont réalisés incluant le mode de traitement ou de transformation des substances ou parties du sol ou bâtiments à enlever à titre temporaire ou définitif;

Si le projet implique une modification du relief du sol, il doit contenir notamment :

a) une vue en plan de la modification du relief à l'échelle la plus appropriée. La vue en plan englobe une partie du relief des parcelles environnantes;

b) des profils ou coupes longitudinales et transversales, idéalement à la même échelle que la vue en plan (s'il échet, les échelles verticales pourront être légèrement exagérées par rapport aux échelles horizontales) repérés par rapport à des points fixes, les profils et coupes sont localisés sur une vue en plan;

c) des croquis ou des images de synthèse d'intégration ou de « signalement » dans le paysage du terrain assaini;

d) le volume, la nature et l'origine des matériaux de remblais utilisés strictement pour l'assainissement;

Si le processus comporte une mise en place de plantations, il y aura également lieu de joindre :

- a) une vue en plan des masses végétales à l'échelle la plus appropriée;
- b) une vue en plan des zones plus spécifiques (plantées d'essences spécifiques) à l'échelle la plus appropriée;

c) sur la base du ou des croquis précités au point 5°, I., des croquis ou une image de synthèse soulignant l'apport de plantations dans l'intégration ou le signalement du dépotoir dans le paysage;

Dans les vues en plan des plantations doivent figurer les alignements, les masses végétales, les associations végétales, les équidistances entre les plantations, la nature des essences, leur force et leur densité ainsi que les endroits, les types et procédés d'engazonnement;

IV. la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;

V. l'impact des actes et travaux d'assainissement du terrain sur les parcelles avoisinantes;

VI. un descriptif des risques résiduels et le cas échéant, des restrictions d'utilisation, pour l'usage futur du terrain faisant l'objet des actes et travaux;

VII. les mesures de suivi à prendre après l'assainissement du terrain, le délai pendant lequel elles sont maintenues et une estimation de leur coût;

VIII. une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux dispositions du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

IX. un résumé non technique des données précitées;

X. le cas échéant, le projet comporte :

1° les mesures de sécurité auxquelles sera soumis le terrain après assainissement;

2° les mentions précisées par le Gouvernement requises par ou en vertu de l'article 115, alinéa 2, du CWATUPe, des articles 17 et 83, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Le rapport et une synthèse de données sont également fournis sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

§ 3. Par dérogation à l'article 55, le délai pour la déclaration du caractère complet et recevable du projet d'assainissement est porté à 45 jours.

Par dérogation aux articles 61 et 62, § 3, le délai pour l'approbation du projet d'assainissement est porté à 180 jours.

Art. 93. A l'article 93 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, les termes « Pour une période d'un an à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon pris sur pied de l'article 27, § 2 » sont remplacés par « jusqu'au 31 mars 2011 ».

Art. 94. A l'article 99 du même décret, les termes « trois mois après sa publication au *Moniteur belge* » sont remplacés par « le 6 juin 2009 ».

Art. 95. Il est inséré un nouvel article 93bis dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 93bis. L'agrément délivré en qualité de laboratoire agréé pour l'analyse des déchets octroyé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques et de l'article D. 147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est assimilé à l'agrément en qualité de laboratoire agréé au sens des articles 27 à 35 pour réaliser les analyses prévues par le présent décret jusqu'au 31 mars 2011.

Les analyses réalisées par des laboratoires agréés pour l'analyse des déchets en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques et de l'article D. 147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et les prélèvements sont réputés conformes au présent décret. »

Art. 96. Il est inséré un nouvel article 96bis dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 96bis. Le délai visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, est porté à 60 jours pour les études d'orientation introduites avant le 31 mars 2011.

Le délai visé à l'article 45, alinéa 1^{er}, est porté à 90 jours pour les études de caractérisation introduites avant le 30 juin 2011. »

Art. 97. Il est inséré un nouvel article 98bis dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 98bis. Les délais de notification dont question aux articles 29, 30, 39, 40, 45, 55, 58, 59, 61, 65, et 67 sont suspendus du 16 juillet au 15 août inclus et du 24 décembre au 1^{er} janvier inclus. »

Art. 98. A l'annexe 1^{re} du décret, les modifications suivantes sont apportées dans le tableau « Annexe 1^{re} – Normes » :

1° à la rubrique « Cyanures », pour le paramètre « Cyanures libres » :

- la VR pour les sols de « 0,05 » est remplacée par « 1 » pour les cinq types d'usage;
- la VS pour les sols de « 1 » est remplacée par « 2 » pour les cinq types d'usage;
- la VI pour les sols de « 2 » est remplacée par « 5 » pour les types d'usage I, II et III;
- la VI pour les sols de « 5 » est remplacée par « 10 » pour le type d'usage V;

2° à la rubrique « Hydrocarbures pétroliers » :

- les termes « Fraction > 5-8 » sont remplacés par les termes « Fraction EC > 5-8 »;
- pour le paramètre « Fraction EC > 10-12 », la valeur d'intervention VI de « 160 » correspondant au type d'usage Sol V Industriel est remplacée par « 260 ».

Section 5. — Modifications apportées au décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires

Art. 99. L'article 6 du décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. D'initiative ou à la demande de la ou des communes concernées ou du fonctionnaire technique, l'ISSEP ou le service désigné par le Gouvernement réalise, aux frais de l'exploitant, un rapport établissant si est respectée la limite d'immission visée à l'article 4.

Avant que ne soit établi le rapport, l'ISSEP ou le service désigné par le Gouvernement donne à l'exploitant la possibilité de faire valoir dans des délais raisonnables, ses observations, oralement ou par écrit.

Dans les nonante jours de la demande du rapport ou de sa réalisation d'initiative, il est envoyé aux communes concernées, au fonctionnaire technique, à l'exploitant et est publié sur le site Internet du service désigné par le Gouvernement.

Le rapport est valable pendant deux ans sauf modification des paramètres d'immission ou le déplacement ou le remplacement de l'antenne émettrice stationnaire.

En cas de violation de la limite d'immission visée à l'article 4, l'exploitant se met en conformité au plus tard dans les soixante jours à dater de la réception du rapport.

§ 2. Nonobstant l'application du § 1^{er}, dans les trente jours de la mise en service d'antennes émettrices stationnaires situées à proximité d'écoles, de crèches, d'hôpitaux, de homes pour personnes âgées, l'exploitant de l'antenne émettrice stationnaire fait réaliser, par l'ISSEP ou par un service désigné par le Gouvernement, un rapport attestant du respect de la limite d'immission conformément à l'article 4.

Le Gouvernement arrête les périmètres de proximité. L'exploitant communique le rapport visé à l'alinéa précédent à la ou aux communes concernées et au fonctionnaire technique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dans les nonante jours de la mise en service.

En cas de violation de la limite d'immission visée à l'article 4, l'exploitant se met en conformité au plus tard dans les nonante jours à dater de la réception du rapport. »

Art. 100. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 101. A l'article 12 du même décret, alinéa 2, sont supprimés les mots « ou à l'article 11 ».

Section 6. — Modification apportée au décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne

Art. 102. A l'article 70, alinéa 1^{er}, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, les mots « 2008 et 2009 » sont remplacés par les mots « 2008, 2009, 2010 et 2011 ».

Section 7. — Modification apportée à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables

Art. 103. L'article 17, alinéa 2, 3^o, de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables est remplacé par ce qui suit :

« 3^o celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture et que la partie de la clôture située en bordure du cours d'eau se trouve à une distance de 0,75 mètre à 1 mètre mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres et n'ait pas une hauteur supérieure à 1,5 mètre au dessus du sol, sans créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation des cours d'eau, sous réserve de l'existence d'un arrêté du Gouvernement wallon soustrayant l'ensemble ou partie du territoire d'une commune à l'application de cette mesure; ».

CHAPITRE VI. — Modifications apportées au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

Art. 104. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, à l'article 23, entre les alinéas 1^{er} et 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut définir le réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o. »

Art. 105. L'article 109, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, est remplacé par la disposition suivante :

« Toute demande de permis d'urbanisme dont l'accusé de réception est antérieur à l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction sur la base des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret. Toute demande de permis de lotir ou de modification de permis de lotir dont l'accusé de réception est antérieur à la date fixée par le Gouvernement wallon pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives au permis d'urbanisation poursuit son instruction sur la base des dispositions applicables avant cette date. Tout permis d'urbanisme, de lotir ou de modification du permis de lotir octroyés, le cas échéant, se périmet sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret. Lorsqu'il a été procédé à l'envoi de l'avis visé à l'article D. 29-5, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, conformément à l'alinéa 2 de cet article avant la date fixée par le Gouvernement wallon pour l'entrée en vigueur du permis d'urbanisation, la demande de permis de lotir ou de modification du permis de lotir poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à la date de l'envoi précité. »

Art. 106. A l'article 167, 2^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les termes « 2^o : « réaménager un site » : mettre en œuvre des actes et travaux de réhabilitation, d'assainissement du terrain au sens de l'article 2, 10^o, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols du site visé au point 1^o, de construction ou de reconstruction sur le site en ce compris les études y relatives » sont remplacés par les termes « 2^o : « réaménager un site » : y réaliser des actes et travaux de réhabilitation, de rénovation, d'assainissement du terrain au sens de l'article 2, 10^o, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, de construction ou de reconstruction, en ce compris les études y relatives ».

Art. 107. Dans le même Code, à l'article 169, § 4, alinéa 2, les mots « et au Journal officiel des Communautés européennes. » sont supprimés.

Art. 108. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, Livre I^{er}, Titre 5, chapitre III, section 10, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'article 129, un nouveau § 1^{er} est inséré et les §§ 1^{er} à 4 sont renumérotés en conséquence :

« § 1^{er}. La présente section ne s'applique pas aux voiries communales à régime spécifique que sont les voiries vicinales. »;

2^o dans l'article 129, § 2, les mots « ou innomées » sont supprimés.

CHAPITRE VII. — Mesures en matière d'économie

Art. 109. L'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques est modifié comme suit :

1^o les mots « et l'extension » sont ajoutés entre les mots « création » et « d'incubateurs »;

2^o les mots « , l'extension » sont ajoutés entre les mots « l'implantation » et « ou le développement ».

Art. 110. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques est complété par les mots suivants : « , la Société wallonne des Aéroports, en abrégé la SOWAER ».

Art. 111. 1^o A l'article 2 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, les termes « ainsi que la SOWAER » sont insérés après les termes « intercommunales »;

2^o Aux articles 16 et 18, § 1^{er}, du même décret, les termes « ainsi qu'à la SOWAER » sont insérés après les termes « aux intercommunales ».

CHAPITRE VIII. — *Mesure en matière de politique aéroportuaire*

Art. 112. 1^o L'article 1^{er} bis, § 4, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, inséré par le décret du 29 avril 2004, est complété comme suit :

« En ce qui concerne les projets d'amélioration du cadre de vie, la Société wallonne des Aéroports, en abrégé « SOWAER », en son nom et pour son compte, peut procéder à l'expropriation de biens immeubles pour cause d'utilité publique. La société anonyme « SLF IMMO » ou la société coopérative à responsabilité limitée « Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économique « IGRETEC » qui contribuent conventionnellement à la réalisation des missions de la SOWAER, peuvent également procéder à l'expropriation des biens immeubles pour causes d'utilité publique. »

2^o L'article 4 bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, inséré par le décret du 3 février 2005, est complété comme suit :

« Pour ce faire, la personne morale de droit public dont question ci-avant peut procéder à l'expropriation de biens immeubles pour cause d'utilité publique, en son nom et pour son compte ou pour le compte d'autres personnes morales contribuant à la réalisation de ses missions. »

CHAPITRE IX. — *Soutien aux filières de commercialisation des produits agricoles*

Art. 113. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions d'investissement aux opérateurs visés à l'article 18, § 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques ou aux associations sans but lucratif dont l'objet social principal est la promotion ou la valorisation des produits issus de l'agriculture wallonne.

Sont éligibles à l'aide visée à l'alinéa précédent, les investissements suivants :

- l'achat, la construction ou l'aménagement d'immeubles destinés à accueillir des activités de transformation ou de commercialisation de produits agricoles, y compris de stockage, par des agriculteurs ou des sociétés coopératives de transformation et de commercialisation;

- l'équipement mobilier ou technique de ces immeubles destinés à développer des circuits-courts de valorisation des produits agricoles. Le taux de l'aide visée à l'alinéa 1^{er} ne peut dépasser 90 % du coût total des investissements éligibles et il est fixé par le Gouvernement wallon en fonction des paramètres suivants :

a) localisation dans l'une des zones franches visées à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

b) nombre d'emplois directs générés;

c) nombre d'agriculteurs concernés par le projet.

Lors du lancement de l'appel à projets, le Gouvernement détermine les modalités d'instruction du dossier ainsi que les critères de recevabilité et de sélection du projet.

La sélection des projets est notamment effectuée sur base des critères suivants :

a) ratio entre le nombre d'emplois directs créés et le montant des investissements éligibles;

b) nombre potentiel de producteurs agricoles et d'exploitants qui pourraient être hébergés au sein de l'infrastructure;

c) caractère innovant du projet;

d) état d'avancement du projet.

Le Gouvernement fixe les conditions de mise à disposition.

CHAPITRE X. — *Mesure en matière de pouvoirs locaux*

Art. 114. Un article L 3133-3/1 rédigé comme suit est inséré dans le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation :

« Art. L 3133-3/1. L'article L 3133-3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est interprété dans ce sens que le recours qu'il prévoit est un recours en annulation. »

Art. 115. A l'article L 3321-12, alinéa 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les termes « chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 » sont remplacés par les termes « chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10, ainsi que les articles 355, 356 et 357 ».

CHAPITRE XI. — *Domaine public régional*

Art. 116. Le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques est complété par un chapitre VIbis libellé comme suit :

« Chapitre VIbis. – Subventions

Art. 9bis. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer des subventions pour contribuer à la réalisation du but visé à l'article 1^{er}, en ce compris par des activités d'éducation et de sensibilisation, aux catégories de bénéficiaires suivants :

1° les communes;

2° les associations de communes;

3° les associations sans but lucratif dont l'objet social principal correspond en tout ou en partie au but des subventions;

4° toute autre personne morale désignée par le Gouvernement.

Aucune rémunération ne peut être exigée pour la réalisation de ces activités.

Dans les limites fixées par l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine les priorités annuelles ou pluriannuelles.

Le Gouvernement arrête :

1° le type des dépenses éligibles;

2° les conditions particulières d'octroi de subventions, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir;

3° les taux et modalités de calcul des subventions applicables pendant une période de maximum trois ans.

Les taux de subventions ne peuvent être supérieurs à 80 %.

Le projet est approuvé par le Gouvernement. Sa décision d'approbation totale ou partielle prend en considération, l'adéquation du projet présenté au regard des priorités déterminées par le Gouvernement, la valeur technique des projets ainsi que la capacité financière du demandeur et de la Région.

Le projet peut être modifié par le demandeur, à condition que cette modification soit dûment justifiée et approuvée préalablement par le Gouvernement.

Les dispositions relatives à l'élaboration du projet sont applicables à sa modification.

Des avances sur le montant des subventions peuvent être accordées aux conditions fixées par le Gouvernement. »

CHAPITRE XII. — *Fiscalité : droits de donation*

Art. 117. A l'article 131bis, § 3, du Code des Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par le décret du 15 décembre 2005, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° aux donations entre vifs de biens meubles qui sont affectées d'une condition suspensive qui se réalise par suite du décès du donateur, autre que celles visées à l'article 17, à moins que :

- soit cette condition ne soit réalisée au moment de la présentation à l'enregistrement;

- soit la donation n'ait pour objet la donation du bénéfice à la prestation d'un contrat d'assurance vie, par la désignation du donataire en tant que bénéficiaire de ce contrat d'assurance vie en cas de pré-décès de l'assuré de ce contrat, telle que prévue aux articles 106 à 111 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre; dans ce cas, le capital stipulé dans le contrat comme étant à verser au bénéficiaire en cas de pré-décès de l'assuré, tel qu'existant au jour de la donation, est réputée constituer le bien meuble donné assujéti au droit prévu par le présent article; par dérogation à l'article 16, le droit prévu au présent article est dû sur ce capital, dès l'acte de notaire, visé à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°, contenant la donation ou dès la présentation à l'enregistrement de la donation, selon le cas, et toute augmentation postérieure du capital effectivement payé au bénéficiaire en cas de pré-décès de l'assuré par rapport au capital sur lequel le droit de donation a été acquitté, est réputée n'avoir pas été assujéti au droit de donation pour l'application du droit de succession;

- soit la donation n'ait pour objet la donation directe d'un droit d'usufruit ou de tout autre droit temporaire ou viager, sous la condition du prédécès du donateur;

- soit la donation n'ait pour objet l'accroissement ou la réversion d'un droit d'usufruit ou de tout autre droit temporaire ou viager, provenant d'une clause de réserve de ce droit au profit d'une personne et, à son décès, au profit d'un tiers acceptant, lorsque cette clause est contenue dans une convention principale ayant pour objet la vente ou la donation des biens grevés de l'usufruit ou du droit temporaire ou viager, et que cette clause opère sous la condition suspensive que le bénéficiaire de l'accroissement ou de la réversion survive au donateur et, le cas échéant, à d'autres bénéficiaires stipulés. »

CHAPITRE XIII. — *Eco-bonus*

Art. 118. A l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 2008, portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Il est octroyé en Région wallonne un « éco-bonus » sur la mise en usage d'un véhicule automobile sur le territoire de la Région wallonne par une personne physique domiciliée en Région wallonne, lorsque les émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage ne dépassent pas un certain niveau défini par le présent décret. »

Art. 119. A l'article 3 du même décret, les mots « lorsque les différences visées à l'article 1^{er} sont produites par la mise en usage sur le territoire de la Région wallonne des véhicules automobiles suivants » sont remplacés par les mots « lorsqu'est mis en usage sur le territoire de la Région wallonne un des véhicules automobiles suivants ».

Art. 120. Le chapitre IV du même décret est remplacé de la manière suivante :

« Chapitre IV. — *Mode de calcul et montant de l'éco-bonus*

« Art. 4. Lorsqu'un véhicule automobile, neuf ou usagé, est nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, qu'il remplace ou non un autre véhicule automobile neuf ou usagé lors de sa mise en usage, l'éco-bonus est appliqué en fonction de la catégorie des émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

« Art. 5. § 1^{er}. Les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé « catégorie d'émissions du véhicule automobile » :

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile	Catégorie d'émissions du véhicule automobile
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé au service chargé de la gestion de l'éco-bonus.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est également diminué de 1.

§ 2. Le Gouvernement wallon peut modifier la classification des fourchettes d'émissions de CO₂ du § 1^{er}, alinéas 2 à 4. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

« Art. 6. § 1^{er}. Le montant de l'éco-bonus est égal à 600 euros, lorsque la catégorie du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, le cas échéant diminuée conformément à l'article 5, § 1^{er}, est inférieure à 2.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant de l'éco-bonus est égal à 0 euro, lorsque le véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne est un véhicule automobile neuf dont le prix catalogue est supérieur à 20.000 euros, hors T.V.A. et hors options, ce montant étant majoré de 5.000 euros lorsque le bénéficiaire a au moins trois enfants à charge, ou lorsque le bénéficiaire a au moins un enfant handicapé à charge, ou lorsque le bénéficiaire est lui-même un handicapé; par dérogation, le prix catalogue précité de 20.000 euros est de 30.000 euros, lorsque le véhicule en cause est :

- soit un véhicule électrique hybride, au sens de l'article 1^{er}, § 2, 43°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

- soit un véhicule dont la seule source d'énergie est l'électricité.

Le prix catalogue est le prix qui était fixé par le constructeur ou son mandataire dans l'état d'achat du véhicule, au moment de sa mise en usage, pour la vente à l'usager de voitures neuves et de voitures mixtes neuves de même type, multiplié par le coefficient qui est obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de l'année 2007 par la moyenne des indices des prix de l'année précédant la mise en usage du véhicule en cause.

Est considérée comme handicapée, au sens de la présente disposition, toute personne atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou plusieurs affections, au jour de la mise en usage du véhicule; sont présumées être de telles personnes handicapées au jour de la mise en usage du véhicule, sauf preuve contraire à administrer par le service assurant la gestion de l'éco-bonus, les personnes :

- pour lesquelles le bénéficiaire peut prétendre aux allocations familiales ou aux prestations familiales garanties, avec octroi d'un supplément au montant de ces allocations familiales et prestations familiales garanties, en application, selon le cas, de l'article 20, § 2, § 2bis et § 3, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, ou de l'article 47 de l'arrêté royal du 19 décembre 1939 portant coordination des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, au jour de la mise en usage du véhicule;

- ou dont le handicap donne droit à l'exonération de la redevance télévision, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3^o à 6^o, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radi° et télévision.

§ 2. Le Gouvernement wallon peut modifier les montants de l'éco-bonus tel que spécifié dans le § 1^{er}. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris.

« Art. 7. Le montant de l'éco-bonus, résultant de l'article 6, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire. »

Art. 121. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} septembre 2010.

Toutefois, le présent chapitre ne s'applique pas au véhicule qui est immatriculé à partir du 1^{er} septembre 2010 mais dont l'immatriculation aurait donné lieu à un éco-bonus, si elle était intervenue au plus tard le 31 août 2010 en application des articles 1^{er} à 7 du décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, tels qu'en vigueur jusqu'au 31 août 2010, à la condition que le bénéficiaire adresse une demande au service en charge de l'éco-bonus établissant que le véhicule a fait l'objet de la facturation et du paiement total du prix de vente au plus tard le jour précédant la publication du présent chapitre du présent décret au *Moniteur belge*. »

CHAPITRE XIV. — Dispositions diverses, transitoires et finales

Art. 122. L'article 5, § 3, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand est complété par les alinéas qui suivent :

« Si les employeurs visés au § 1^{er} en font la demande motivée, le Gouvernement peut déroger à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 8^o, s'il s'avère que le niveau de l'emploi existant ne peut être augmenté d'autant d'unités que de travailleurs faisant l'objet de l'aide en raison d'un cas fortuit ou de difficultés économiques jugées importantes pour la survie de l'entreprise.

Cette dérogation est applicable jusqu'au 31 décembre 2011. Elle est octroyée pour un an et peut être, le cas échéant, renouvelée jusqu'à cette date. »

Art. 123. Le présent décret-programme entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* sauf pour :

1° les articles 2 à 5 et 7 et 8, qui entrent en vigueur lors du prochain renouvellement intégral des organes de gestion visés;

2° l'article 6bis, qui entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral ou partiel de l'organe de gestion;

3° l'article 1^{er}, qui entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral ou partiel des organes de gestion visés et, au plus tôt, le 1^{er} novembre 2012;

4° les articles 16, 19, 20 et 21, qui produisent leurs effets le 7 août 2008;

5° l'article 23, qui produit ses effets le 1^{er} mai 2010;

6° les articles 35 et 36, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2010;

7° l'article 64, 3° qui produit ses effets le 6 juin 2009;

8° les articles 113 et 116, qui entrent en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement;

9° les articles 84 à 98 qui produisent leurs effets au 6 juin 2009.

Art. 124. § 1^{er}. Les rapports établis conformément aux articles 6 et 11 du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires, dans leur rédaction initiale, sont assimilés aux rapports établis par l'article 6 tel que modifié par le présent décret.

§ 2. Les demandes des communes visées à l'article 11 du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires, dans sa rédaction initiale, sont assimilées aux demandes visées à l'article 6 tel que modifié par le présent décret.

§ 3. Les demandes de permis d'environnement et de permis unique introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande, à l'exception de l'article 82 du présent décret.

Art. 125. L'article 107 produit ses effets à dater du 1^{er} janvier 2006.

Art. 126. Les articles 142, 143 et 144 du décret du 10 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2010 sont abrogés.

Art. 127. L'article 71 entre en vigueur le même jour que l'article D. 408 du Livre 2 du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Art. 128. Dans le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, sont abrogés :

1° l'article 49, 1°;

2° l'article 51, 1°.

Art. 129. Le permis unique délivré le 12 mai 2010 par arrêté ministériel à la Direction des voies hydrauliques de Liège pour un complexe d'écluses reliant le canal Albert à la Meuse néerlandaise et au canal Juliana via le canal de Lanaye à 4600 Visé (4^e écluse de Lanaye) est ratifié.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 203 (2009-2010) N^{os} 1, 1bis à 38.

Compte rendu intégral, séance publique du 20 juillet 2010.

Discussion. - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

N. 2010 — 2899

[C - 2010/27184]

22. JULI 2010 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Maßnahmen im Bereich der verantwortungsvollen Staatsführung und der administrativen Vereinfachung*

Artikel 1 - In Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird der folgende § 5 eingefügt:

«§ 5. Der Verwaltungsrat eines autonomen Hafens besteht aus höchstens fünfzehn Mitgliedern.»

Art. 2 - In Artikel 4, § 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Punkt 5° wird das Wort «ausübt.» durch das Wort «ausübt» ersetzt;

b) die Bestimmung wird durch nachstehenden Punkt 6° ergänzt:

«6° dass der Bewerber das Alter von siebenzig Jahren zum Zeitpunkt seiner Bezeichnung nicht erreicht hat;»;

c) die Bestimmung wird durch nachstehende Nr. 7° ergänzt:

«7° dass der Bewerber seinen Wohnsitz in der Europäischen Union hat.»

Art. 3 - Der zweite Absatz von Artikel 100 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 4 - Der § 3 von Artikel 175.5 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 5 - Der letzte Absatz von Artikel 184 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 6 - Im Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird der Wortlaut «Regionalexekutive» durch den Wortlaut «Wallonische Regierung» und das Wort «Exekutive» durch das Wort «Regierung» ersetzt.

In Artikel 5, § 4 desselben Dekrets wird der Wortlaut «Generaldirektor der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen» durch den Wortlaut «der leitende Beamte im öffentlichen Dienst der Wallonie, der mit dem Transportwesen beauftragt ist» ersetzt.

Art. 6bis - In Artikel 5, § 2, erster Strich des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2007, wird das Wort «neun» durch das Wort «sieben» ersetzt.

In § 2, 2. Gedankenstrich desselben Artikels wird der Wortlaut «unter den in Artikel 21, Absatz 3 erwähnten Mitgliedern» nach dem Wortlaut «dieser Gesellschaften» hinzugefügt.

Art. 7 - In Absatz 1 von Artikel 21 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2007, wird die Zahl «18» durch die Zahl «14» ersetzt.

In Absatz 3 desselben Artikels wird der Wortlaut «die Regionale Gesellschaft» durch den Wortlaut «die Regierung» ersetzt.

In Absatz 4 desselben Artikels wird der Wortlaut «der Regionalen Gesellschaft» durch den Wortlaut «der Regierung» ersetzt.

Art. 8 - In § 1 von Artikel D.366 des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- in Absatz 1 wird das Wort «siebzehn» durch das Wort «fünfzehn» ersetzt;
- in Absatz 4 wird das Wort «acht» durch das Wort «sechs» ersetzt.

Art. 9 - Der letzte Satz von § 2 von Artikel D. 367 des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 11 des Dekrets vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest wird das Wort «achtzehn» durch das Wort «fünfzehn» und das Wort «acht» durch das Wort «fünf» ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 5.2, Absatz 1 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der «Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures» wird die Zahl «vier» durch die Zahl «fünf» ersetzt;

Art. 12 - § 1. Die Regierung ist befugt, alle Gesetzesbestimmungen betreffend die öffentlichen Verwalter, die Geschäftsführungsverträge und die Regierungskommissare zu kodifizieren; dies betrifft ebenfalls die Änderungen, die an diesen Bestimmungen zum Zeitpunkt ihrer Kodifikation gebracht worden sind.

§ 2. Zu diesem Zweck kann sie, ohne jedoch die zu kodifizierenden Gesetzesbestimmungen inhaltlich abzuändern,

1° die Form, insbesondere die Syntax und die Terminologie, die Vorlage, die Reihenfolge und die Nummerierung der zu kodifizierenden Bestimmungen ändern;

2° die Nummerierung, die Reihenfolge und die Überschriften der Teile, Bücher, Kapitel, Abschnitte und Unterabschnitte abändern, unter denen die zu kodifizierenden Bestimmungen geordnet sind, und falls notwendig neue Einteilungen schaffen;

3° eine zu kodifizierende Bestimmung spalten, um deren Inhalt auf zwei oder mehrere Artikel zu verteilen;

4° eine zu kodifizierende Bestimmung in einem oder mehreren Artikeln teilweise oder ganz übernehmen;

5° die in den zu kodifizierenden Bestimmungen enthaltenen Referenzen mit der neuen Nummerierung und den geltenden Vorschriften in Übereinstimmung bringen.

Art. 13 - Die Kodifikation wird folgende Überschrift tragen: «Wallonisches Gesetzbuch für die Transparenz, Autonomie und Kontrolle der Einrichtungen öffentlichen Interesses».

Art. 14 - Der Erlass zur Kodifikation wird Gegenstand eines Entwurfs eines Bestätigungsdekrets sein, der unverzüglich dem Wallonischen Parlament unterbreitet wird.

Die Kodifikation hat nur ab dem Tag Wirkung, der in dem Bestätigungsdekret für das Inkrafttreten des Wallonischen Gesetzbuches für die Transparenz, Autonomie und Kontrolle der Einrichtungen öffentlichen Interesses festgelegt wird.

Art. 15 - Kapitel 1, der die Artikel 1 und 2 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung umfasst, wird aufgehoben.

KAPITEL II — Maßnahmen im Bereich der Energie

Art. 16 - Artikel 7, § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

«Die von den Gemeinden und Provinzen in Anwendung des vorliegenden Paragraphen gehaltenen Anteile können entweder direkt oder über eine reine Finanzierungsinterkommunale gehalten werden.»

Art. 17 - Artikel 45 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Absatz 4 wird der Satz «Bei Rücktritt, Todesfall oder Absetzung des Vorsitzenden oder eines Direktors ernennt die Wallonische Region einen Nachfolger, der das Mandat seines Vorgängers zu Ende führt.» gestrichen;

2° in § 1 wird Absatz 5 durch den nachstehenden Absatz ersetzt:

«Die Mandate des Vorsitzenden und der Direktoren des Direktionsausschusses der CWaPE sind vollzeitige Ämter. Sie enden, wenn sie das fünfundsiebzehnte Jahr vollendet haben. Die Regierung kann jedoch einem Mandatsinhaber für einen von ihr bestimmten Zeitraum erlauben, das laufende Mandat zu verlängern, ohne dass diese Verlängerung die Dauer des laufenden Mandats überschreiten kann.» ;

3° ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut wird am Ende von § 1 hinzugefügt:

«Bei Vakanz eines Amtes als Vorsitzender oder Direktor während des Mandats ernennt die Regierung einen Stellvertreter auf der Grundlage des in § 3 erwähnten Verfahrens.

In Abweichung vom ersten Absatz führt dieser das Mandat seines Vorgängers zu Ende. Dieses Mandat wird im Rahmen der Erneuerung nicht berücksichtigt.

Bis zu dieser Ernennung kann der Vorsitzende oder, wenn dessen Amt vakant ist, ein durch Gleichrangige gewählter Direktor die mit dem vakanten Amt verbundenen Zuständigkeiten ausüben.»;

4° In § 2 wird der Wortlaut «sowie der Eigenschaft des Mitglieds des Personals der CWaPE, das den Bedingungen eines Arbeitsvertrags verpflichtet ist» gestrichen.

Art. 18 - In Artikel 46 desselben Dekrets, wird der durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 aufgehobene § 3 in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

«§ 3. Am Ende des Mandats eines Direktors oder des Vorsitzenden kann keine Anstellung als Mitglied des Personals der CWaPE durch einen Direktionsausschuss beschlossen werden, in dem die betroffene Person noch im Amt ist.»

Art. 19 - In Artikel 84, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 17. Juli 2008 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird der Wortlaut «innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Monaten nach Inkrafttreten des genannten Erlasses» durch den Wortlaut «innerhalb einer von der Wallonischen Regierung festgesetzten Frist und spätestens am 3. März 2011» ersetzt.

Art. 20 - Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

«Die von den Gemeinden und Provinzen in Anwendung des vorliegenden § gehaltenen Anteile können entweder direkt oder über eine reine Finanzierungsinterkommunale gehalten werden.»

Art. 21 - In Artikel 62, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 17. Juli 2008 zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird der Wortlaut «innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Monaten nach Inkrafttreten des genannten Dekrets »innerhalb einer von der Wallonischen Regierung festgesetzten Frist und spätestens am 3. März 2011» ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 237/7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, eingefügt durch das Dekret vom 19. April 2007, wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Regierung legt das Verfahren und die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels fest.»

Art. 23 - Artikel 237/33 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie zwecks der Förderung der Energieeffizienz von Gebäuden, eingefügt durch das Dekret vom 19. April 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut «, wenn deren Installation vom technischen Standpunkt her gerechtfertigt und ein minimaler Leistungsgrad gesichert ist.» wird nach dem Wortlaut «von solchen Kollektoren ermöglicht» hinzugefügt;

2° ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird am Ende hinzugefügt: «Die Regierung bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels».

KAPITEL III — Maßnahmen im Bereich des Wohnungswesens

Art. 24 - In Artikel 200bis des Wallonischen Wohngesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der letzte Absatz vom § 1 wird gestrichen;

2° in § 4, Absatz 3 und in § 8 wird der Wortlaut «Untersuchungsbericht» durch den Wortlaut «Feststellungsprotokoll» ersetzt;

3° § 7 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 7. Wenn der Zuwiderhandelnde es unterläßt, die Geldbuße zu zahlen, kann der von der Regierung bezeichnete Beamte einen Zahlungsbefehl erlassen.

Der Zahlungsbefehl wird von dem durch die Regierung bezeichneten Beamten mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt.

Der Zahlungsbefehl wird dem Schuldner mittels Zustellung durch Gerichtsvollzieher mitgeteilt, mit der Aufforderung zu zahlen, bei Strafe von Zwangsvollstreckung durch Pfändung.

Die Pfändung erfolgt in der Weise, die in dem fünftel Teil des Gerichtsgesetzbuchs über die Sicherungspfändung und die Vollstreckungswege vorgesehen ist.»

Art. 25 - In Artikel 30 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird zwischen den Wörtern «Anlagen gemeinschaftlichen Interesses,» und «die Bestandteil einer Gruppe von Wohnungen sind,» der Wortlaut «einschließlich der Elemente eines Fernwärmenetzes,» eingefügt.

Art. 26 - In Artikel 44, § 1 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird der folgende Punkt 4° hinzugefügt:

«4° die Kosten der Elemente eines Fernwärmenetzes, die die Gruppe von Wohnungen versorgt».

Art. 27 - In Artikel 55 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird zwischen den Wörtern «Anlagen gemeinschaftlichen Interesses,» und «die Bestandteil einer Gruppe von Wohnungen sind,» der Wortlaut «einschließlich der Elemente eines Fernwärmenetzes,» eingefügt.

Art. 28 - In Artikel 69, § 1 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird der folgende Punkt 4° hinzugefügt:

«4° die Kosten der Elemente eines Fernwärmenetzes, die die Gruppe von Wohnungen versorgt».

Art. 29 - Absatz 1 von Artikel 9 des Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Der vorliegende Abschnitt findet Anwendung auf Gemeinschaftswohnungen und auf kleine Einzelwohnungen, die als Hauptwohnsitz oder zur Unterbringung von Studenten als Hauptbestimmung vermietet bzw. zur Vermietung freigegeben werden.»

Art. 30 - In Artikel 10 des Wallonischen Wohngesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der folgende Punkt 1°bis wird nach Punkt 1° eingefügt:

«1° bis dass die Verpflichtung der Ausstattung mit Feuermeldeanlagen erfüllt wird;»

2° Punkt 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3° dass die Unverletzbarkeit des Wohnsitzes und die Achtung des Privatlebens garantiert werden, insbesondere:

- a) durch das Anbringen verschließbarer Türen an den zur individuellen Benutzung bestimmten Räumen;
- b) durch das Anbringen verschließbarer Briefkästen, mit Ausnahme der Wohnungen, deren Hauptbestimmung die Unterbringung von Studenten ist.»

Art. 31 - Der Absatz 1 von Artikel 11 des Wallonischen Wohngesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Mietgenehmigung wird dem Vermieter innerhalb fünfzehn Tagen nach Einreichung seiner Mietfreigabeerklärung erteilt, vorausgesetzt, dass dieser Erklärung eine Bescheinigung beigefügt wird, zur Bestätigung, dass die durch den Mietgenehmigungsantrag betroffene Wohnung nach erfolgter Untersuchung die durch Artikel 10 festgelegten Bedingungen erfüllt.

Diese Bescheinigung:

- wird für die in den Punkten 1°, 1° bis und 3° von Artikel 10 erwähnten Bedingungen von einer durch die Regierung zu diesem Zweck zugelassene Person ausgestellt;

- wird für die in den Punkten 2° und 4° von Artikel 10 erwähnten Bedingungen von der Gemeinde ausgestellt.»

Art. 32 - Es wird ein Fonds für die Energieverwaltung im Wohnungswesen gegründet, der ein Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates bildet.

Dem Fonds werden die Einnahmen zugewiesen, die sich aus in durch den öffentlichen Dienst der Wallonie verwalteten Gebäuden getätigten Immobilieninvestitionen und aus Rückzahlungen durch Drittpersonen, die für eventuelle Schäden an diesen Investitionen verantwortlich sind, ergeben.

Den Haushaltsmitteln für den in Absatz 1 erwähnten Fonds werden die Einnahmen im Rahmen der Verwaltung der Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie, bezüglich der Studien, Immobilieninvestitionen, die Einnahmen oder Energieeinsparungen erzeugen, und deren Instandhaltung, Wartung und Reparatur der aufgetretenen Schäden angerechnet.

Art. 33 - Der letzte Absatz von Artikel 200 des Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

Der «Conseil supérieur du Logement» besteht aus zwei Vertretern der «Société wallonne du Logement», zwei Vertretern der «Société wallonne du Crédit social», zwei Vertretern des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie», zwei Vertretern der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, zwei Vertretern der «Guichets du Crédit social», drei Vertretern der zugelassenen Einrichtungen mit sozialem Zweck, fünf Vertretern der lokalen Behörden, drei Vertretern der Universitäten, zwei Vertretern der Eigentümer und Mieter, zwei Vertretern aus dem Bereich der gemeinnützigen Vereine, zwei Vertretern der sozialen Partnern, zwei Vertretern der Notare, zwei Vertretern der Architekten, zwei Vertretern der im Bereich der Senioren tätigen Vereine, die auf Vorschlag der in Artikel 63 des Rahmendeckrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion für die Angelegenheiten, die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelt werden, erwähnten «Commission wallonne des aînés» bezeichnet werden, sowie einem Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der auf Vorschlag der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezeichnet wird.»

KAPITEL IV — Maßnahmen im Bereich der Beschäftigung

Abschnitt 1 — Abänderungen des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors

Art. 34 - Artikel 3, § 2, 7° des Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«7° les employeurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, qui ne tiennent pas une comptabilité simplifiée conformément aux articles 17, §§ 2 et 3, 37 et 53 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, ou qui n'ont pas une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, alors que celle-ci leur est imposée;».

Art. 35 - In Artikel 15, § 3, Absatz 1, 2° des Dekrets werden die Wörter «six ans» durch die Wörter «huit ans» ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 15, § 4, Absatz 1 des Dekrets wird der Wortlaut «les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale» zwischen den Wortlaut «centre public d'aide sociale,» und der Wortlaut «en fonction:» eingefügt.

Art. 37 - § 1. In Artikel 15, § 1, Absatz 1, 7° und 8° und Absatz 3 wird der Wortlaut «centre public d'aide sociale» durch den Wortlaut «centre public d'action sociale» ersetzt.

§ 2. In den Artikeln 2, § 1, 1° und § 4, 15, § 1, Absatz 1, 5°, 9° und 10°, § 2, 3°, 5° bis 10°, § 3, Absatz 1, 1° und Absatz 2, § 4, Absatz 1, § 6, 22, § 1 und 42, Absatz 1 und 2 wird der Wortlaut «centre public d'aide sociale» durch den Wortlaut «centre public d'action sociale» ersetzt.

Art. 38 - Artikel 19 desselben Dekrets wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Par année reconduite, un système dégressif pour l'attribution de points peut être institué.

Le Gouvernement établit les modalités d'application du système dégressif, notamment selon les critères suivants:

- a) la taille de l'entreprise;
- b) la localisation du siège principal en zone de développement ou non;
- c) les types de fonctions demandées visées à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°;
- d) le nombre d'années pendant lesquelles l'employeur a bénéficié de l'aide prévue par le présent décret pour un ou plusieurs postes dans l'une des fonctions demandées visées à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°;
- e) le nombre de postes déjà subventionnés au sens du présent décret;
- f) le cumul avec d'autres aides publiques.

Le Gouvernement peut compléter la liste des critères et préciser le champ d'application de ceux-ci.»

Art. 39 - Artikel 32, Absatz 4, 13° des Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«13° le cas échéant, le rapport du réviseur d'entreprise ou d'un expert comptable ou d'un consultant agréé par la Région wallonne lorsque le chiffre d'affaire, déduction faite des subventions de pouvoirs publics de l'employeur, est d'au moins 247.893,52 euros ou du collége des commissaires aux comptes lorsque ce chiffre est inférieur à 247.893,52 euros.»

Abschnitt 2 — Abänderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999
über das «Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi»

Art. 40 - In Artikel 6, Absatz 3 des Dekrets wird der Wortlaut «pour cinq ans. » durch den Wortlaut «pour une durée de trois ans au moins et cinq ans au plus.» ersetzt.

Art. 41 - Absatz 5 desselben Artikels wird gestrichen.

Art. 42 - In Artikel 34, Absatz 1, 4° des Dekrets wird der Wortlaut «de l'Association wallonne des régies de quartier» durch den Wortlaut «du Fonds du Logement wallon» ersetzt.

KAPITEL V — Maßnahmen im Bereich der Umwelt

Abschnitt 1 — Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 43 - In Artikel D. 6, 13° des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Satz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die im vorliegenden Dekret erwähnten Pläne und Programme enthalten ebenfalls diejenigen, die durch die Europäische Gemeinschaft mitfinanziert werden.»

Art. 44 - In dasselbe Buch wird ein neuer Artikel D. 51/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Das vorliegende Dekret setzt die Richtlinie 2001/42/EG vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme teilweise um.»

Art. 45 - In Artikel D. 59 desselben Buches werden folgende Änderungen angebracht:

1° in Absatz 1

a) wird der Wortlaut «der öffentlichen Untersuchung » zwischen das Wort «Ergebnisse» und die Wörter «der aufgrund» eingefügt;

b) der Wortlaut «des Artikels D. 58» wird durch den Wortlaut «des Artikels D. 29-11» ersetzt;

2° Artikel D. 59 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Auf der Grundlage dieser Elemente wird der Plan oder das Programm zur Genehmigung vorgelegt.»

Art. 46 - In Artikel D. 60 desselben Buches wird der Wortlaut «Bei der Annahme des Plans oder Programms legt der Autor des Plans oder Programms eine zusammenfassende Erklärung vor» durch den Wortlaut «Bei der Annahme des Plans oder Programms verfasst der Autor des Plans oder Programms eine zusammenfassende Erklärung» und die Zahl «58» durch «D. 29-11» ersetzt.

Art. 47 - In Artikel D. 68 desselben Buches wird der Wortlaut «Artikel D. 49, 1°» durch den Wortlaut «Artikel D. 6, 2°» und der Wortlaut «D. 49, 4» durch den Wortlaut «D. 49» ersetzt.

Art. 48 - In Artikel D. 131, Absatz 2 desselben Buches wird der Wortlaut «im Sinne von Absatz 1» durch den Wortlaut «im Sinne von Absatz 1, 2°» ersetzt.

Art. 49 - In Artikel D. 134 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der letzte Absatz wie folgt ergänzt:

«Wenn die zuständige Behörde ihren Beschluss bezüglich der Aufforderung zum Tätigwerden nicht innerhalb der im vorigen Absatz vorgesehenen Frist zustellt, gilt der Antrag als verworfen.» »;

2° in § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut «in den Artikeln D. 127 und D. 128.» durch den Wortlaut «in Artikel D. 134, § 1, Absatz 2» ersetzt.

Art. 50 - In Artikel D. 138 desselben Buches wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Der vorliegende Teil enthält ebenfalls die Bestimmungen in Sachen Überwachung, Verpflichtung und Strafmaßnahmen, die für die Anwendung der durch oder gemäß Titel 3, Kapitel II des vorliegenden Teils betroffenen europäischen Verordnungen und Entscheidungen notwendig sind.»

Art. 51 - In Artikel D. 139, 5° desselben Buches wird der Wortlaut «den in Artikel D.138 erwähnten Gesetzen und Dekreten» durch den Wortlaut «den in Artikel D. 138 erwähnten Bestimmungen» ersetzt.

Art. 52 - In Artikel D. 140, § 1 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut «in Artikel D.138 erwähnten Gesetze und Dekrete und der kraft dieser verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen» wird durch den Wortlaut «in Artikel D. 138 erwähnten Bestimmungen und der kraft dieser verabschiedeten Bestimmungen» ersetzt.

2° Artikel D. 140, § 1 wird wie folgt ergänzt:

«Die Regierung kann außerdem unter diesen statutarischen oder vertraglichen Bediensteten diejenigen bezeichnen, die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besitzen, um die Einhaltung der in Artikel D. 138 des Forstgesetzbuches, des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd und des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei zu kontrollieren. Nur die Bediensteten, die aufgrund ihrer spezifischen Zuständigkeiten Handlungen vornehmen können, für die diese Eigenschaft notwendig ist, werden als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs benannt. Diese Gerichtspolizeioffiziere, Hilfsbeamten des Prokurators des Königs, müssen die Ausbildung, deren Inhalt durch die Regierung bestimmt wird, erfolgreich abschließen.

Sie legen ihren Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes ab. Der Hauptgerichtsschreiber übermittelt seinen Kollegen der Gerichte erster Instanz, die im Bezirk tätig sind, wo der Offizier sein Amt ausüben soll, eine Kopie des Ernennungsschreibens und der Eidesleistungsurkunde.» ;

3° in Artikel D. 140, §§ 2 und 3, Absatz 1 wird der Wortlaut «Gesetze und Dekrete und der kraft dieser verabschiedeten verordnungsrechtlichen Bestimmungen» durch den Wortlaut «in Artikel D. 138, Absätze 1 und 3 erwähnten Bestimmungen und der kraft dieser verabschiedeten Bestimmungen» ersetzt;

4° in Artikel D. 140, § 3, Absatz 2 wird der Wortlaut «in Artikel D.138, Absatz 1 erwähnten Gesetze und Dekrete» durch den Wortlaut «in Artikel D.138, Absätze 1 und 3 erwähnten Bestimmungen» ersetzt.

Art. 53 - In Artikel D. 142 desselben Buches wird der Wortlaut «in Artikel D.138, Absatz 1 erwähnten Gesetze und Dekrete» durch den Wortlaut «in Artikel D.138, Absätze 1 und 3 erwähnten Bestimmungen» ersetzt.

Art. 54 - In Artikel D. 146, 1° und 6° desselben Buches wird der Wortlaut «Artikel D. 138, Absatz 1» durch den Wortlaut «Artikel D. 138, Absätze 1 und 3» ersetzt.

Art. 55 - In Artikel D. 149, § 1 desselben Buches wird der Wortlaut «in Artikel D. 138, Absatz 1 erwähnten Dekrete und Gesetze, unbeschadet der in diesen Dekreten und Gesetzen vorgesehenen Aktionen» durch den Wortlaut «die in Artikel D. 138, Absätze 1 und 3 erwähnten Bestimmungen, unbeschadet der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Aktionen» ersetzt.

Art. 56 - In Artikel D. 150 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt:

«Der Einspruch setzt die Durchführung des angefochtenen Beschlusses nicht aus.» ;

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

«Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem ersten auf den Eingang des Einspruchs folgenden Tag zu.» ;

3° ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Die Regierung kann die Modalitäten für den Einspruch bestimmen.»

Art. 57 - Unter Titel 3 - «Strafrechtliche Bestimmungen» und vor Artikel D. 151 wird ein Kapitel I mit der Überschrift «Allgemeine Bestimmungen» eingefügt.

Unter demselben Titel und nach Artikel D. 155 wird ein Kapitel II mit der Überschrift «Verstöße gegen die europäischen Verordnungen und Entscheidungen» eingefügt.

Art. 58 - In Artikel D. 151, § 1 desselben Buches wird der Wortlaut «in Artikel D.138, Absatz 1 erwähnten Gesetze und Dekrete» durch den Wortlaut «in Artikel D.138, Absätze 1 und 3 erwähnten Bestimmungen» ersetzt.

In Artikel D. 151, § 2 desselben Buches wird der Wortlaut «in Artikel D. 138 erwähnten Gesetze und Dekrete» durch den Wortlaut «in Artikel D. 138 erwähnten Bestimmungen» ersetzt».

Art. 59 - In Artikel D. 152 desselben Buches wird der Wortlaut «dasselbe Gesetz oder Dekret erneut ein in Artikel D. 138, Absatz 1» durch den Wortlaut «dieselbe Bestimmung erneut ein in Artikel D. 138, Absätze 1 und 3» ersetzt.

Art. 60 - In Artikel D. 154 desselben Buches wird der Wortlaut «Artikel D. 138, Absatz 1» durch den Wortlaut «Artikel D. 138, Absätze 1 und 3» ersetzt.

Art. 61 - In das neue Kapitel II von Titel 3, eingefügt durch das vorliegende Dekret, wird ein Artikel D. 155*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D. 155*bis* - § 1. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung 1907/2006 des Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe sowie zu den auf diese Stoffe anwendbaren Beschränkungen (REACH), zur Schaffung einer Europäischen Agentur für chemische Stoffe, zur Änderung der Richtlinie 1999/45/EG und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 793/93 des Rates und der Verordnung 1488/94 der Kommission sowie der Richtlinie 76/769/EWG des Rates und der Richtlinien 91/155/EWG, 93/67/EWG, 93/105/EG und 2000/21/EG der Kommission (weiter unten die «REACH-Verordnung») zuwiderhandelt:

- Artikel 5;
- Artikel 6, § 1 und § 3;
- Artikel 7, § 1;
- Artikel 9, § 5 oder § 6;
- Artikel 14, § 1, § 6 oder § 7;
- Artikel 37, § 4, § 5 oder § 7;
- Artikel 38, § 1, § 3 oder § 4;
- Artikel 39, § 1 oder § 2;
- Artikel 40, § 4;
- Artikel 50, § 4;
- Artikel 56, § 1 oder § 2;
- Artikel 60, § 10;
- Artikel 67.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der Bestimmungen der im ersten Absatz erwähnten Verordnung.

§ 2. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der REACH-Verordnung zuwiderhandelt:

- Artikel 6, § 4;
- Artikel 7, § 2;
- Artikel 9, § 2;
- Artikel 12, § 2 oder § 3;
- Artikel 17, § 1;
- Artikel 18, § 1;
- Artikel 22, § 1, § 2 oder § 4;
- Artikel 24, § 2;
- Artikel 36, § 1 und § 2;
- Artikel 41, § 4;
- Artikel 46, § 2;
- Artikel 49;
- Artikel 50, § 2;
- Artikel 61, § 1 oder § 3;
- Artikel 63, § 3;
- Artikel 66, § 1;
- Artikel 105.

Dasselbe gilt für die Verstöße gegen eine Entscheidung der Europäischen Agentur für chemische Stoffe oder der Europäischen Kommission bezüglich einer der im ersten Absatz erwähnten Bestimmungen.

§ 3. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der den folgenden Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 über bestimmte fluorierte Treibhausgase zuwiderhandelt:

- Artikel 3, § 1, § 2, § 3, § 4, § 5 oder § 6;
- Artikel 4;
- Artikel 5, § 3 oder § 4;
- Artikel 8.

§ 4. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie derjenige, der dem Artikel 6, § 1 und § 2 der Verordnung (EG) 842/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2007 über bestimmte fluorierte Treibhausgase oder aufgrund des Letzteren verabschiedeten Bestimmungen zuwiderhandelt.»

Art. 62 - In Artikel D. 159, § 2, 4° desselben Buches wird der Wortlaut «Artikel D. 138, Absatz 1» durch den Wortlaut «Artikel D. 138, Absätze 1 und 3» ersetzt.

Art. 63 - In Artikel D. 167, § 1, 3° desselben Buches wird der Wortlaut «in Artikel D.138, Absatz 1 erwähnten Gesetze und Dekrete» durch den Wortlaut «in Artikel D. 138, Absätze 1 und 3 erwähnten Bestimmungen».

Art. 64 - In Artikel D. 170 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Artikel D. 170, § 2, 3° wird der Wortlaut «in Artikel D. 138 erwähnten Gesetze und Dekrete» durch den Wortlaut «in Artikel D. 138 erwähnten Bestimmungen»;

2° Artikel D. 170, 2, 5° wird aufgehoben;

3° Artikel D. 170, § 3, Absatz 2 wird durch einen Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«5° die durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung vorgesehenen Bearbeitungsgebühren.»

Art. 65 - In demselben Buch wird der Wortlaut «Bürgermeister- und Schöffenkollegium» durch den Wortlaut «Gemeindekollegium» ersetzt.

Abschnitt 2 - Abänderungen des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 66 - In Artikel D. 2, 71° des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird nach dem Wortlaut «jede Person» der Wortlaut «einschließlich der Interkommunalen, mit Ausnahme der mit dem Statut als zugelassene Sanierungseinrichtung verbundenen Aufträge,» eingefügt.»

Art. 67 - In Artikel D. 276, 1°, 3° und 4° desselben Buches wird nach dem Wortlaut «natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts» der Wortlaut «einschließlich der Interkommunalen, mit Ausnahme der mit dem Statut als zugelassene Sanierungseinrichtung verbundenen Aufträge» eingefügt.

Art. 68 - In Artikel D. 192, § 1, Absatz 2 desselben Buches wird nach dem Wortlaut «Die Regierung kann eine zweite Abweichung für eine Dauer von drei Jahren gewähren.» der Wortlaut «Diese wird gewährt, nachdem diese Bilanz und die Gründe, die diese zweite Abweichung rechtfertigen, der Europäischen Kommission mitgeteilt worden sind.» eingefügt.»

Art. 69 - Absatz 3 von Artikel D.228 des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch das Folgende ersetzt:

«Der TKV wird durch den Versorger auf der Grundlage einer mehrjährigen und vorausschauenden Vorausberechnung bestimmt, die ab einem bekannten und unter Einhaltung der im durch die Regierung festgesetzten einheitlichen Buchungsplan festgesetzten Bewertungsregeln erstellten Stand der Rechnungsführung erarbeitet wird. Die Regierung kann die Methode und die Form für die Berechnung des TKV bestimmen.»

Art. 70 - Artikel D. 379 desselben Gesetzbuches wird durch das Folgende ersetzt:

«§ 1. Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit im Hinblick auf die Regelung und die Satzungen der in dem Jahresabschluss festzustellenden Verrichtungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Kommissare anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Regierung und der Generalversammlung übermittelt.

Zwei der Mitglieder des Kollegiums der Kommissare werden durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften benannt. Sie besitzen die Eigenschaft eines Kommissars-Revisors.

Das dritte Mitglied wird durch die Regierung benannt.

Der Vorsitzende des Kollegiums wird durch die Generalversammlung unter den drei Mitgliedern des Kollegiums benannt.

Die Kommissare werden für einen Zeitraum von drei Jahren benannt.

§ 2. Die Generalversammlung setzt die Entlohnung der durch sie benannten Kommissare-Revisoren fest. Die Entlohnung des durch die Regierung benannten Mitglieds des Kollegiums der Kommissare entspricht der Entlohnung der in Artikel D. 377 erwähnten Kommissare der Regierung.

Diese Beträge gehen zu Lasten der Gesellschaft.»

Art. 71 - Artikel D. 408 desselben Gesetzbuches wird durch das Folgende ersetzt:

«2° derjenige, der keinen Zaun um seine Ländereien errichtet, die am Rande eines nicht überdeckten Wasserlaufs liegen und als Weideland dienen, so dass das Vieh auf der Weide bleiben muss und so dass der am Rande des Wasserlaufes stehende Teil des Zaunes sich in einer Entfernung von 0,75 Meter bis 1 Meter befindet, die ab dem oberen Rand des Ufers des Wasserlaufes nach dem Inneren der Ländereien gemessen wird, wobei dieser Zaun nicht höher als 1,5 Meter über dem Boden sein darf und das Vorbeifahren des Materials, das zur Durchführung der gewöhnlichen Arbeiten in Bezug auf das Ausschlämmen, das Warten und die Reparatur der Wasserläufe, nicht verhindern darf, dies vorbehaltlich des Bestehens eines Erlasses der Wallonischen Regierung, der das ganze Gebiet einer Gemeinde oder einen Teil davon von der Durchführung dieser Maßnahme befreit;»

Abschnitt 3 — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 72 - In Artikel 10, § 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 wird der Wortlaut «und von Absatz 4 und Absatz 5» zwischen das Wort «Regelungen» und den Wortlaut «wird das Verfahren» eingefügt;

2° in Absatz 3 wird folgender Satz am Ende hinzugefügt:

«Wenn es jedoch um eine Veränderung oder eine Erweiterung geht, die Gefahren, Belästigungen oder Unannehmlichkeit für den Menschen oder die Umwelt direkt oder indirekt verschlimmern kann, ist das Verfahren zur Untersuchung der Genehmigung dasjenige, das auf die Betriebe der Klasse 2 anwendbar ist.» ;

3° ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«In Abweichung von dem vorigen Absatz und wenn es sich um eine Veränderung oder eine Erweiterung eines Betriebs handelt, in dem sich gefährliche Stoffe in Mengen befinden, die so hoch wie bzw. höher als die Schwellenwerte sind, die in den Spalten 2 und 3 der Teile 1 und 2 der Anlage I zum Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen stehen, sind die Fristen für das Verfahren zur Untersuchung der Genehmigung diejenigen, die auf die Betriebe der Klasse 1 anwendbar sind.» ;

4° ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Falls eine Umweltverträglichkeitsprüfung in Anwendung der Artikel D. 66, § 2 und D. 68 des Buches I des Umweltgesetzbuches auferlegt worden ist, ist das Verfahren zur Untersuchung des Antrags dasjenige, das auf die Betriebe der Klasse 1 anwendbar ist.»

Art. 73 - In Artikel 37 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut «, den der technische Beamte an den Antragsteller gerichtet hat,» gestrichen;

2° ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«In Ermangelung des Versands des Beschlusses innerhalb der in Artikel 35 vorgesehenen Frist und wenn der zusammenfassende Bericht gemäß Artikel 32 zugeschickt worden ist, wird dieser durch den technischen Beamten an den Antragsteller geschickt.»

Art. 74 - In Artikel 40, § 2, Absatz 1, 1° desselben Dekrets wird der Wortlaut «oder des diesen Beschluss ersetzenden Dokuments» durch den Wortlaut «oder des dem Antragsteller in Anwendung von Artikel 37, Absatz 4 zugeschickten zusammenfassenden Berichts» ersetzt.»

Art. 75 - In Artikel 58, § 2, 3° desselben Dekrets wird der Wortlaut «61, § 1, 3°, 4° und 5°» durch den Wortlaut «D. 146, 1°, 2° und 3° des Umweltgesetzbuches» ersetzt.

Art. 76 - In Artikel 65, § 1, Absatz 6 desselben Dekrets wird der Wortlaut «der Beendigung der öffentlichen Untersuchung» durch den Wortlaut «dem Eingang des Abschlussprotokolls der öffentlichen Untersuchung» ersetzt.

Art. 77 - In Artikel 70 desselben Dekrets wird die Zahl «38» durch den Wortlaut «D. 29-22, § 2 des Umweltgesetzbuches» ersetzt.

Art. 78 - In Artikel 71, § 3 desselben Dekrets wird der Wortlaut «74, § 4» durch den Wortlaut «D. 149, § 5 des Umweltgesetzbuches» ersetzt.

Art. 79 - In Artikel 94 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der letzte Satz gestrichen;

2° ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«In Ermangelung des Versands des Beschlusses innerhalb der in Artikel 93 vorgesehenen Frist und wenn der zusammenfassende Bericht gemäß Artikel 92 zugeschickt worden ist, wird dieser durch den technischen Beamten an den Antragsteller zugeschickt.»

Art. 80 - Artikel 95, § 2, Absatz 1, 1° desselben Dekrets lautet nun wird folgt:

«1° entweder für den Antragsteller, den technischen Beamten, den beauftragten Beamten und, wenn Artikel 81, § 2, Absätze 2 und 3 angewandt wurden, jedes Gemeindegremium der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die Handlungen und Arbeiten befinden, ab dem Eingang des Beschlusses der zuständigen Behörde, wenn dieser binnen der in Artikel 93 genannten Fristen geschickt worden ist, oder des zusammenfassenden Berichts, der dem Antragsteller in Anwendung von Artikel 94, Absatz 4 zugeschickt wird»;

Art. 81 - Artikel 96 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 96 - § 1. Wenn das gemischte Projekt u.a. das Anlegen, die Veränderung oder die Abschaffung einer kommunalen Straße oder eines kommunalen Weges im Sinne von Artikel 129bis, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie betrifft, erwähnen der technische Beamte und der beauftragte Beamte diese Tatsache in dem Beschluss, durch den der vollständige und zulässige Charakter des Antrags gemäß Artikel 86 anerkannt wird, oder in jedem anderen gemeinsamen Beschluss, der vor dem Ablauf der in Artikel 93 erwähnten Fristen gefasst wird. Am selben Tag unterwerfen sie den Antrag bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges dem in Artikel 129bis, § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahren.

Wenn das gemischte Projekt u.a. das Anlegen, die Veränderung oder die Abschaffung einer kommunalen Straße oder eines kommunalen Weges im Sinne von Artikel 129bis, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie betrifft, die eine Abänderung des Fluchtlinienplans notwendig machen, erwähnen der technische Beamte und der beauftragte Beamte diese Tatsache in dem Beschluss, durch den der vollständige und zulässige Charakter des Antrags gemäß Artikel 86 anerkannt wird oder in jedem anderen gemeinsamen Beschluss, der vor dem Ablauf der in Artikel 93 erwähnten Fristen gefasst wird. Am selben Tag schicken sie den Antrag bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und den durch den Antragsteller erstellten Entwurf des Fluchtlinienplans gemäß Artikel 129ter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie.

Der Versand des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges an das Gemeindegremium bewirkt eine Unterbrechung der Fristen des Verfahrens.

Das Verfahren läuft gemäß den in Artikel 86, § 3, Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten wieder ab dem Eingang des endgültigen Beschlusses bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans beim technischen Beamten. Wenn ein zusammenfassender Bericht gemäß Artikel 92 vor der Durchführung des in den Absätzen 1 oder 2 erwähnten Verfahrens zugeschickt worden ist, kann dieser Bericht die in den Artikeln 93, § 1, Absatz 2, 94 und 95, § 8 erwähnten Auswirkungen nicht bewirken.

Wenn die Regierung mit einem Widerspruch befasst wird, der ein in Absatz 1 oder Absatz 2 erwähntes gemischtes Projekt betrifft, und feststellt, dass das in diesen Absätzen vorgesehene Verfahren nicht eingeleitet worden ist, unterziehen die Regierung oder die mit dem Verfassen des zusammenfassenden Berichts beauftragten Verwaltungen zusammen den Antrag bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges dem in Artikel 129bis, § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahren oder ggf. dem in Artikel 129ter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahren.

Der Versand des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges an das Gemeindegremium bewirkt eine Unterbrechung der in Artikel 95, § 3 und § 7 erwähnten Fristen.

Das Verfahren läuft gemäß den in Artikel 95, § 3 vorgesehenen Modalitäten wieder ab dem Eingang des endgültigen Beschlusses bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans bei der Umweltverwaltung. Wenn ein zusammenfassender Bericht gemäß Artikel 95, § 3 vor der Durchführung des in Absatz 5 erwähnten Verfahrens zugeschickt worden ist, kann dieser Bericht die in den Artikeln 95, § 7, Absatz 3 und 95, § 8 erwähnten Auswirkungen nicht bewirken.

In Abweichung von den Artikeln 87, Absatz 1, 3° und 90 betrifft die im Rahmen des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Projekts eines Fluchtlinienplans organisierte öffentliche Untersuchung ebenfalls das in Absatz 1 erwähnte gemischte Projekt. In Abweichung von Artikel 129bis, § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie und ggf. von Artikel 129ter, Absatz 2 wird die im Rahmen des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Projekts eines Fluchtlinienplans organisierte öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmten Modalitäten organisiert. Die Dauer der damit verbundenen öffentlichen Untersuchung entspricht der Maximaldauer, die die verschiedenen betroffenen Verfahren erforderlich machen.

§ 2. Wenn das gemischte Projekt am Rande einer Straße oder eines Weges der Region oder der Provinz befindlich ist, wird die betroffene Verwaltung um ihr Gutachten gebeten.»

Art. 82 - In Artikel 97, Absatz 3, dritter Strich desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Zahl «86» wird gestrichen;

2° die Zahlen «89, 94, 95, 96» werden zwischen die Zahl «87» und die Zahlen «110 bis 114» eingefügt;

3° die Zahl «126» wird gestrichen;

4° die Zahl «128» wird zwischen die Zahl «127, § 3» und die Zahl «129bis,» eingefügt;

5° der Wortlaut «129bis, § 1 und § 3» wird durch den Wortlaut «129, 129bis, § 1 bis § 3, 129ter» ersetzt.

Art. 83 - In Artikel 177 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut «bezüglich eines Betriebs» wird durch den Wortlaut «bezüglich Anlagen und Tätigkeiten» ersetzt;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

«Wenn ein und derselbe Antrag mehrere Anlagen und Tätigkeiten betrifft, besteht für die Bearbeitungsgebühr nur ein Betrag, der nach der höchsten Klasse berechnet wird.»

Abschnitt 4 — Abänderungen des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung

Art. 84 - § 1. Artikel 2 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird wie folgt ergänzt:

«28° «Labor»: das für die Durchführung der in vorliegendem Dekret vorgesehenen Analysen zugelassene Labor;»

§ 2. In demselben Artikel, in Absatz 27, wird der am Ende des Satzes stehende Punkt durch ein Semikolon ersetzt.

Art. 85 - In Artikel 19, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut «Artikel 39» durch den Wortlaut «Artikel 38» ersetzt.

Art. 86 - In Artikel 34, § 2 desselben Dekrets wird der letzte Absatz gestrichen.

Art. 87 - Im letzten Absatz von Artikel 45 desselben Dekrets wird der Wortlaut «Orientierungsstudie» durch den Wortlaut «Charakterisierungsstudie» ersetzt.

Art. 88 - In Artikel 53, Absatz 2, 10° desselben Dekrets wird in der französischen Fassung der Wortlaut «d'évaluation» zwischen das Wort «notice» und den Wortlaut «des incidences» eingefügt.

Art. 89 - Artikel 58 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Zeichen «§ 1» wird am Anfang von Absatz 1 hinzugefügt;

2° ein § 2 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 2. Das Gemeindekollegium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt der Verwaltung innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, einschließlich des Protokolls, das in Artikel D. 29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnt wird.»

Art. 90 - In Artikel 62, § 1, 2°, c) desselben Dekrets wird der Wortlaut «Artikel 40» durch den Wortlaut «Artikel 39» ersetzt.

Art. 91 - Artikel 69, § 4 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Wort «oder», das zwischen dem Wort «Umweltverträglichkeitsprüfung» und dem Wort «einer» steht, wird durch ein Komma ersetzt

2° der Wortlaut «oder im Rahmen jeder anderen Bodenqualitätsuntersuchung» wird zwischen das Wort «Nachweisstudie» und das Wort «erlangten» eingefügt;

3° der Wortlaut «in die Orientierungsstudie» wird durch den Wortlaut «in die Orientierungsstudie oder in die Charakterisierungsstudie» eingefügt.

Art. 92 - In dasselbe Dekret über die Bodenbewirtschaftung wird ein neuer Artikel 92*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 92*bis* § 1. Bis zur Veröffentlichung des in Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Wallonischen Kodex der guten fachlichen Praxis durch die Verwaltung und spätestens am 31. Dezember 2010, und in Abweichung der Artikel 37 bis 46 und 53 reicht die natürliche oder juristische Person, die vorhat, Sanierungshandlungen und -arbeiten auf einem mit einer historischen Verschmutzung belasteten Gelände freiwillig durchzuführen, direkt ein Sanierungsprojekt, dessen Inhalt in § 2 bestimmt wird, durch Zustellung an die Verwaltung ein. In Abweichung von Artikel 62, § 1, 2°, c) wird keine Sicherheit angelegt.

§ 2. In diesem Fall enthält das Sanierungsprojekt:

1° die Identität des Antragstellers, des(der) Eigentümer(s) und ggf. des(der) Betreiber(s);

2° einen Ortsbefund des Geländes, für welches die Genehmigung des Projekts beantragt wird, einschließlich:

a) der Beschreibung und der Identifizierung der vorhandenen Abfälle und der vermuteten Schadstoffe;

b) der Beschreibung des Geländes, seiner Geschichte und der Ursache der Verschmutzung;

c) des Berichts über die Beobachtungs- und Analysearbeiten sowie einer die Analyse der Proben enthaltenden zusammenfassenden Tabelle;

d) der Abgrenzung der Abfälle und Schadstoffzonen, insbesondere auf der Grundlage von Plänen, in denen die Lokalisierung der Aufzeichnungen, die Schadstoffkonzentrationen im Boden, die durch diese Verschmutzungen erreichte Tiefe sowie die erwarteten Schadstoffzonen angegeben werden;

e) des gesamten Volumens und der jeweiligen Anteile der Abfälle und verschmutzten Böden;

f) der neuesten und präzisen, von jedem Kardinalpunkt oder von den empfindlichsten Standpunkten aus aufgenommenen Fotos des Geländes;

g) der aktuellen Besetzung des Geländes und der nahen Umgebung (Siedlungswesen, Art der Vegetation, usw.) und ggf. der genauen Beschreibung des kurz-, mittel- und langfristigen Wiederverwendungs- und Wiederbelebungsprojekts;

3° die Lokalisierung des Geländes:

a) die Anschrift, die Ortslage und die Fläche;

b) ein Katasterplan und die Liste der Eigentümer der in einem Umkreis von 100 Metern um die von dem Projekt betroffenen Parzellen gelegenen Parzellen;

c) die Bezeichnung der von dem Projekt betroffenen Katasterparzellen und die Angabe der von einer jeden betroffenen Fläche;

d) die raumplanerische Zweckbestimmung im Sektorenplan und/oder im kommunalen Raumordnungsplan, wobei das Gelände auf Farbfotokopie gekennzeichnet ist;

e) ein Lageplan, in dem die vom Projekt betroffenen Parzellen auf einer im Maßstab 1/10.000 erstellten topographischen Karte sowie deren georeferenzierte Lambert-Koordinaten angegeben werden;

f) ein Plan zur Lokalisierung besonderer oder empfindlicher Gebiete, worunter insbesondere die in der Nähe (300 m vom Gelände) vorhandenen Natura 2000-Gebiete;

4° die Bewertung der Auswirkungen der Abfälle und Verschmutzungen:

I. auf der Grundlage einer einschlägigen pedologischen, geologischen, hydrogeologischen, geomorphologischen und hydrographischen Untersuchung, die Bewertung der Auswirkungen auf die Grundwasservorkommen und die eventuellen Wasserentnahmestellen sowie auf das Oberflächenwasser;

II. die Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt, worunter die umliegende Tier- und Pflanzenwelt sowie die Natura 2000-Gebiete;

Wenn das Projekt bedeutende Auswirkungen auf ein Natura 2000-Gebiet haben kann, enthält es ebenfalls eine angemessene Bewertung der Umweltverträglichkeit, die insbesondere folgende Punkte anspricht:

- a) potenzielle Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse;
- b) potenzielle Auswirkungen des Projekts auf die vorrangigen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse.

Für a) und b) werden insbesondere die unmittelbare Zerstörung der Lebensräume oder Arten, der Lärm, die Störung, die Gefahr einer Kontaminierung der Gewässer, der Böden usw. in Erwägung gezogen;

c) falls die Auswirkungen dieses Projekts auf das Natura 2000-Gebiet für die Wahrung des Erhaltungszustands der natürlichen Lebensräume und/oder Arten von gemeinschaftlichem Interesse schädlich sind, muss der Antragsteller dieser Bewertung eine zusätzliche Unterlage beifügen, in der Folgendes angegeben wird:

c1. die Tatsache, dass keine Alternative zu diesem Projekt besteht;

c2. die zwingenden Gründe überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer oder wirtschaftlicher Art, zugunsten seiner Durchführung trotz der negativen Auswirkungen auf den Standort, da bekanntlich im Falle, dass der betroffene Standort eine vorrangige natürliche Lebensraumart beherbergt, nur Erwägungen in Verbindung mit der menschlichen Gesundheit und der öffentlichen Sicherheit oder mit wesentlichen günstigen Auswirkungen für die Umwelt oder, nach Begutachtung durch die Kommission der Europäischen Gemeinschaft, mit anderen zwingenden Gründen überwiegenden öffentlichen Interesses geltend gemacht werden können;

c3. die Maßnahmen, die ergriffen werden, um diese negativen Auswirkungen zu begrenzen:

- auf das Projekt selbst;
- bei der Durchführungsphase;
- bei der Betriebsphase;

5° das Sanierungsverfahren:

1° eine Beschreibung der verschiedenen relevanten technischen Sanierungsverfahren, wobei für jedes Verfahren Folgendes beigefügt wird:

- a) eine Schätzung der in Bezug auf die Artikel 51 bis 52 erwarteten Ergebnisse;
- b) eine Schätzung seiner Kosten, einschließlich der eventuellen Folgemaßnahmen;

II. eine Rechtfertigung des Sanierungsverfahrens, oder ggf. der Verfahrenskombination, die vom Sachverständigen befürwortet wird, und der eventuellen Varianten;

III. eine Beschreibung der Arbeiten, ihrer eventuellen Phaseneinteilung, der Fristen, innerhalb deren sie durchgeführt werden, einschließlich der Behandlungs- oder Verarbeitungsweisen der Stoffe oder Bodenteile oder Gebäude, die zeitweilig oder endgültig zu entfernen sind;

Wenn das Projekt eine Veränderung des Bodenreliefs zur Folge hat, muss es u.a. Folgendes enthalten:

a) einen Grundriss der Reliefveränderung im geeignetsten Maßstab. Die Draufsicht umfasst einen Teil der umliegenden Parzellen;

b) Quer- oder Längsschnitte, idealerweise im selben Maßstab wie die Draufsicht (gegebenenfalls können die vertikalen Maßstäbe leicht übertrieben werden im Verhältnis zu den horizontalen Maßstäben), die im Verhältnis zu Vermessungspunkten gekennzeichnet sind, die Querschnitte sind auf einer Draufsicht lokalisiert;

c) Skizzen oder Computergraphiken der Eingliederung oder «Kennzeichnung» im Landschaftsbild des sanierten Geländes;

d) das Volumen, die Art und die Herkunft der strikt für die Sanierung verwendeten Schüttstoffe;

Wenn das Verfahren das Einrichten von Bepflanzungen enthält, wird Folgendes beizufügen sein:

- a) ein Grundriss der Vegetationsmassen im geeignetsten Maßstab;
- b) ein Grundriss der (mit spezifischen Baumarten bepflanzten) spezifischeren Gebiete im geeignetsten Maßstab;
- c) auf der Grundlage der unter 5°, I. erwähnten Skizze(n) Skizzen oder eine Computergraphik, die den Beitrag von Bepflanzungen an der Eingliederung oder der Kennzeichnung der Deponie in der Landschaft unterstreichen;

In den Grundrissen der Bepflanzungen müssen die Pflanzenreihen, die Vegetationsmassen, die Pflanzengesellschaften, die Gleichabstände zwischen den Pflanzungen, die Art der Pflanzen, deren Wuchskraft und Dichte, sowie die Stellen, Arten und Methoden der Rasenansaat angegeben werden.

IV. die Beschreibung der ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten;

V. die Auswirkungen der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Grundstücks auf die Nachbarparzellen;

VI. eine Beschreibung der Restrisiken und gegebenenfalls der Verwendungsbeschränkungen für die zukünftige Nutzung des Grundstücks, das Gegenstand der Handlungen und Arbeiten ist;

VII. die nach erfolgter Sanierung des Grundstücks zu ergreifenden Folgemaßnahmen, die Frist, während deren sie beibehalten werden, und eine Schätzung ihrer Kosten;

VIII. eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit gemäß den Bestimmungen des Buches I des Umweltgesetzbuches;

IX. eine nichttechnische Zusammenfassung der oben erwähnten Angaben;

X. gegebenenfalls beinhaltet das Projekt:

1° die Sicherheitsmaßnahmen, denen das Grundstück nach der Sanierung unterworfen wird;

2° die durch oder aufgrund des Artikels 115, Absatz 2 des CWATUPe, der Artikel 17 und 83, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Artikels 3, § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich gemachten, von der Regierung angegebenen Vermerke;

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden ebenfalls gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten auf Datenträger zur Verfügung gestellt.

§ 3. In Abweichung von Artikel 55 wird die Frist für die Erklärung des vollständigen und zulässigen Charakters des Sanierungsprojektes auf 45 Tage verlängert.

In Abweichung von den Artikeln 61 und 62, § 3 wird die Frist für die Genehmigung des Sanierungsprojektes auf 180 Tage verlängert.

Art. 93 - In Artikel 93 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird der Wortlaut «Für einen Zeitraum von einem Jahr ab dem Inkrafttreten des auf dem Artikel 27, § 2, fußenden Erlasses der Wallonischen Regierung» durch «Bis zum 31. März 2011» ersetzt.

Art. 94 - In Artikel 99 desselben Dekrets wird der Wortlaut «drei Monate nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt» durch «am 6. Juni 2009 ersetzt».

Art. 95 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 93*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 93*bis* - Die Zulassung als zugelassenes Labor für die Analyse der Abfälle, die kraft des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle und kraft Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches gewährt wird, wird der Zulassung als zugelassenes Labor im Sinne der Artikel 27 bis 35 zwecks der Durchführung bis zum 31. März 2011 der in vorliegendem Dekret vorgesehenen Analysen gleichgestellt.

Die Analysen, die von Labors durchgeführt werden, die für die Analyse der Abfälle kraft des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle und kraft Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassen sind, und die Probenahmen gelten als mit vorliegendem Dekret übereinstimmend.»

Art. 96 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 96*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 96*bis* - Die in Artikel 39, Absatz 1, genannte Frist wird für die vor dem 31. März 2011 eingereichten Orientierungsstudien auf 60 Tage gebracht.

Die in Artikel 45, Absatz 1, genannte Frist wird für die vor dem 30. Juni 2011 eingereichten Charakterisierungsstudien auf 90 Tage gebracht.»

Art. 97 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 98*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 98*bis* - Die Fristen für die amtliche Zustellung, die in den Artikeln 29, 30, 39, 40, 45, 55, 58, 59, 61, 65, und 67 genannt sind, werden vom 16. Juli bis zum 15. August einschließlich und vom 24. Dezember bis zum 1. Januar einschließlich ausgesetzt.»

Art. 98 - In der Anlage 1 des Dekrets werden folgende Änderungen in der Tabelle «Anlage 1 - Normen» vorgenommen:

1° In der Rubrik «Cyanide», Parameter «freie Cyanide»

- wird der Wert BW für den Boden «0,05» durch «1» ersetzt, dies für die fünf Benutzungsarten;

- wird der Wert SW für den Boden «1» durch «2» ersetzt, dies für die fünf Benutzungsarten;

- wird der Wert EW für den Boden «2» durch «5» ersetzt, dies für die Benutzungsarten I, II und III;

- wird für die Benutzungsart V der Wert EW für den Boden «5» durch «10» ersetzt;

2° in der Rubrik «Mineralölkohlenwasserstoffe»

- wird der Wortlaut «Fraktion>5-8» durch «Fraktion EC>5-8» ersetzt;

- wird für den Parameter «Fraktion EC>10-12» der Eingriffswert VI von «160», der der Bodenbenutzungsart V (industrielle Benutzung) entspricht, durch den Wert «260» ersetzt.

Abschnitt 5 — Abänderungen des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen die etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden

Art. 99 - Artikel 6 des Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. Auf eigene Initiative oder auf Antrag der betroffenen Gemeinde(n) oder des technischen Beamten verfasst das ISSEP oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle zu Lasten des Betreibers einen Bericht, in dem festgestellt wird, ob die in Art. 4 genannte Immissionsgrenze beachtet wird.

Bevor der Bericht verfasst wird, gibt das ISSEP oder die von der Regierung bestimmte Dienststelle dem Betreiber die Möglichkeit, seine Bemerkungen binnen vernünftiger Fristen mündlich oder schriftlich gelten zu lassen.

Binnen neunzig Tagen nach dem Antrag auf den Bericht oder seiner Verfassung auf eigene Initiative wird dieser Bericht den betroffenen Gemeinden, dem technischen Beamten, und dem Betreiber zugesandt und auf der Webseite der von der Regierung bestimmten Dienststelle veröffentlicht.

Der Bericht hat eine Gültigkeit von zwei Jahren, außer wenn die Immissionsparameter abgeändert werden, oder die ortsfeste Sendeantenne verlegt oder ersetzt wird.

Beim Überschreiten der in Artikel 4 erwähnten Immissionsgrenze bringt der Betreiber seine Anlage spätestens innerhalb sechzig Tagen ab dem Eingang des Berichts mit den Auflagen in Übereinstimmung.

§ 2. Binnen dreißig Tagen nach der Inbetriebnahme von ortsfesten Sendeantennen in der Nähe von Schulen, Kinderkrippen, Krankenhäusern, Heimen für Senioren lässt der Betreiber der ortsfesten Sendeantenne ungeachtet der Anwendung von § 1 durch das ISSEP oder eine von der Regierung bestimmten Dienststelle einen Bericht ausfertigen, in dem festgelegt wird, dass die Immissionsgrenze nach Artikel 4 beachtet wird.

Die Regierung bestimmt die Nahbereiche. Der Betreiber übermittelt den im vorigen Absatz genannten Bericht binnen 90 Tagen ab der Inbetriebnahme der betroffenen Gemeinde(n) und dem technischen Beamten im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Beim Überschreiten der in Artikel 4 erwähnten Immissionsgrenze bringt der Betreiber seine Anlage spätestens innerhalb neunzig Tagen ab dem Eingang des Berichts mit den Auflagen in Übereinstimmung.»

Art. 100 - Artikel 11 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 101 - In Artikel 12, Absatz 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge «oder Artikel 11» gestrichen.

Abschnitt 6 — Abänderungen des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region

Art. 102 - In Artikel 70, Absatz 1 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben werden die Wortfolge «2008 und 2009» durch «2008, 2009, 2010 und 2011» ersetzt.

Abschnitt 7 — Abänderung des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe

Art. 103 - Artikel 17, Absatz 2, Nr. 3° des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

3° derjenige, der sein entlang eines offenen Wasserlaufs gelegenes und als Weideland genutztes Land nicht so einfriedet, dass das Vieh auf dem Weideland gehalten wird, und dass der Teil der Einfriedung entlang des Wasserlaufs sich auf einem Abstand von 0,75 bis 1 Meter landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufs befindet und nicht höher als 1,50 Meter ab dem Boden ist, ohne ein Hindernis für den Verkehr der bei der Ausführung der ordentlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten an den Wasserläufen benutzten Werkzeuge darzustellen, vorbehaltlich des Bestehens eines Erlasses, durch den das gesamte Gebiet einer Gemeinde von der Durchführung dieser Maßnahme befreit ist;».

KAPITEL VI — Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie

Art. 104 - In das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird in Artikel 23, zwischen die Absätze 1° und 2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Regierung kann das in Absatz 1, 2° erwähnte Netz der Hauptinfrastrukturen für den Verkehr und für den Transport von Energie und Flüssigkeiten bestimmen.»

Art. 105 - Artikel 109, Absatz 1 des Dekrets vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Jeder Antrag auf eine Städtebaugenehmigung, dessen Empfangsbestätigung ein Datum vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets trägt, wird auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbaren Bestimmungen weiter geprüft. Jeder Antrag auf eine Parzellierungsgehemigung oder auf eine Abänderung der Parzellierungsgehemigung, dessen Empfangsbestätigung vor dem von der Wallonischen Regierung für das Inkrafttreten der Bestimmungen bezüglich der Verstädterungsgenehmigung festgelegten Datum erfolgte, wird auf der Grundlage der vor diesem Datum anwendbaren Bestimmungen weiter geprüft. Jede ggf. erteilte Städtebau-, Parzellierungsgehemigung oder Genehmigung zur Abänderung der Parzellierungsgehemigung verfällt aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbaren Bestimmungen. Wenn der Versand der in Artikel D. 29-5, § 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bekanntmachung gemäß Absatz 2 dieses Artikels vor dem von der Regierung für das Inkrafttreten der Verstädterungsgenehmigung festgelegten Datum erfolgte, wird der Antrag auf eine Parzellierungsgehemigung oder auf eine Abänderung der Parzellierungsgehemigung nach den vor dem Datum des vorerwähnten Versands geltenden Bestimmungen weiter geprüft.»

Art. 106 - In Artikel 167, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, wird der Wortlaut «2°: «ein Gelände neugestalten»: Sanierungs- bzw. Reinigungshandlungen und -arbeiten auf dem Grundstück im Sinne von Artikel 2, 10° des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung am unter Punkt 1° erwähnten Gelände, Bau- oder Wiederaufbauarbeiten auf dem Gelände, einschließlich der damit verbundenen Studien unternehmen» durch den Wortlaut «2°: «ein Gelände neugestalten»: auf diesem Gelände Sanierungs-, Renovierungs- bzw. Reinigungshandlungen und -arbeiten im Sinne von Artikel 2, 10° des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung, Bau- oder Wiederaufbauarbeiten, einschließlich der damit verbundenen Studien unternehmen» ersetzt.

Art. 107 - In demselben Gesetzbuch wird in Artikel 169, § 4, Absatz 2 der Wortlaut «und im Amtsblatt der Europäischen Union» gestrichen.

Art. 108 - In dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, Buch I, Titel 5, Kapitel III, Abschnitt 10 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 129 wird ein neuer § 1 eingefügt und werden die §§ 1 bis 4 entsprechend unnummeriert:

«§ 1 - Der vorliegende Abschnitt findet keine Anwendung auf die Vicinalwege, die einer Sonderregelung unterworfenen Gemeindegewege sind.» ;

2° in Artikel 129, § 2 wird der Wortlaut «oder unbenannten» gestrichen.

KAPITEL VII — Maßnahmen im Bereich der Wirtschaft

Art. 109 - Artikel 18, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge «und Erweiterung » wird zwischen «Schaffung» und «von Inkubatoren» eingefügt;

2° die Wortfolge «, Erweiterung» wird zwischen «Ansiedlung» und «oder Entwicklung» eingefügt.

Art. 110 - Artikel 1, Absatz 1, 4° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird durch folgende Wortfolge ergänzt: «, die «Société wallonne des Aéroports» (Wallonische Flughafengesellschaft), abgekürzt SOWAER».

Art. 111 - 1° In Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird die Wortfolge «sowie die SOWAER» nach dem Wort «Interkommunalen» eingefügt;

2° In den Artikeln 16 und 18, § 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge «sowie der SOWAER» nach dem Wort «Interkommunalen» eingefügt.

KAPITEL VIII - Maßnahme im Bereich der Flughafenpolitik

Art. 112 - 1° Artikel 1*bis*, § 4, Absatz 1, 5° des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, eingefügt durch das Dekret vom 29. April 2004, wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Was die Projekte zur Verbesserung des Lebensumfelds betrifft, kann die «Société wallonne des Aéroports», abgekürzt SOWAER, in ihrem Namen und für eigene Rechnung Immobiliengüter zu gemeinnützigen Zwecken enteignen. Die Aktiengesellschaft «SLF IMMO» oder die Genossenschaft mit beschränkter Haftung «Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économique» («IGRETEC»), die aufgrund einer Vereinbarung zur Durchführung der Aufgaben der SOWAER beitragen, können ebenfalls die Enteignung von Immobiliengütern zu gemeinnützigen Zwecken vornehmen.»

2° Artikel 4*bis*, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eingefügt durch das Dekret vom 3. Februar 2005, wird wie folgt ergänzt:

«Zu diesem Zweck kann die oben genannte juristische Person öffentlichen Rechts in ihrem Namen und für eigene Rechnung oder für die Rechnung von anderen juristischen Personen, die zur Ausübung ihrer Aufgaben beitragen, die Enteignung von Immobiliengütern zu gemeinnützigen Zwecken vornehmen.»

KAPITEL IX — Unterstützung an die Strukturen zur Vermarktung von Agrarprodukten

Art. 113 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den in Artikel 18, § 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten genannten Operatoren oder den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, deren hauptsächlichlicher Gesellschaftszweck die Förderung oder Verwertung der Erzeugnisse aus der wallonischen Landwirtschaft ist, Investitionszuschüsse gewähren.

Die in vorigem Absatz genannte Beihilfe kann für folgende Investitionen gewährt werden:

- den Kauf, den Bau oder die Einrichtung von Immobilien für die Niederlassung von Aktivitäten zur Verarbeitung oder Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, einschließlich der Lagerung durch Landwirte oder im Bereich der Verarbeitung und Vermarktung tätige Genossenschaften;

- die Mobiliarausstattung oder technische Ausrüstung dieser Immobilien zur Entwicklung von sgt. «kurzen Kreisen» zur Verwertung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse. Der Satz der in Absatz 1 genannten Beihilfe darf 90% der Gesamtkosten für die beihilfefähigen Investitionen nicht überschreiten, und wird von der Wallonischen Regierung auf der Grundlage folgender Parameter festgelegt:

a) Standort in einer der Freizonen im Sinne von Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

b) Anzahl direkt geschaffener Arbeitsstellen;

c) Anzahl vom Projekt betroffener Landwirte.

Beim Erlassen des Projektaufrufs bestimmt die Regierung die Modalitäten für die Untersuchung der Akte sowie die Kriterien für die Zulässigkeit und Auswahl des Projektes.

Die Auswahl der Projekte erfolgt u.a. auf der Grundlage folgender Kriterien:

a) Verhältnis zwischen der Anzahl der direkt geschaffenen Arbeitsstellen und dem Betrag der zulässigen Investitionen;

b) potentielle Anzahl der landwirtschaftlichen Erzeuger und Betreiber, die sich innerhalb der Infrastruktur niederlassen könnten;

c) innovativer Charakter des Projektes;

d) Fortschrittsstand des Projektes.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Zurverfügungstellung.

KAPITEL X — Maßnahme im Bereich der lokalen Behörden

Art. 114 - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird ein Artikel L 3133-3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. L 3133-3/1 - Artikel L 3133-3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird in diesem Sinne ausgelegt, dass der dort vorgesehene Einspruch eine Nichtigkeitsklage ist.»

Art. 115 - In Artikel L 3321-12, Absatz 1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird der Wortlaut «Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10» durch den Wortlaut «Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10, sowie die Artikel 355, 356 und 357 ersetzt».

KAPITEL XI — Regionales öffentliches Eigentum

Art. 116 - Das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird durch ein Kapitel VI*bis* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Kapitel VI*bis* - Zuschüsse

Art. 9*bis*. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den unten genannten Kategorien von Anspruchsberechtigten Zuschüsse gewähren, um zur Umsetzung des in Artikel 1 genannten Ziels beizutragen, einschließlich durch Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und Sensibilisierung:

1° den Gemeinden;

2° den Gemeindevereinigungen;

3° den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, deren hauptsächlichlicher Gesellschaftszweck dem Zweck der Zuschüsse ganz oder teilweise entspricht;

4° jeder anderen von der Regierung bestimmten juristischen Person.

Für die Durchführung dieser Aktivitäten kann keine Entlohnung verlangt werden.

Im Rahmen der in Absatz 1 genannten Grenzen bestimmt die Regierung die jährlichen oder mehrjährigen Prioritäten.

Die Regierung bestimmt:

1° die Art der zulässigen Ausgaben;

2° die Sonderbedingungen für die Gewährung der Zuschüsse, das Verfahren für die Einreichung der Anträge und die Liste der zu liefernden Dokumente;

3° die während eines Zeitraums von höchstens drei Jahren anwendbaren Sätze und Modalitäten zur Berechnung der Zuschüsse.

Die Sätze der Zuschüsse dürfen 80% nicht überschreiten.

Das Projekt wird von der Regierung genehmigt. Ihr Beschluss zur gesamten oder teilweisen Genehmigung des Zuschusses berücksichtigt die Übereinstimmung des vorgestellten Projekts mit den von der Regierung festgelegten Prioritäten, den technischen Wert der Projekte und die Finanzkraft des Antragstellers und der Region.

Das Projekt kann vom Antragsteller abgeändert werden, unter der Bedingung, dass diese Änderung ordnungsgemäß berücksichtigt und von der Regierung im Voraus genehmigt wird.

Die Bestimmungen in Zusammenhang mit der Ausarbeitung des Projekts sind auf seine Abänderung anwendbar.

Zu den von der Regierung festgelegten Bedingungen können Vorschüsse auf den Betrag der Zuschüsse gewährt werden.»

KAPITEL XII — Steuerwesen: Schenkungssteuern

Art. 117 - In dem durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 eingefügten Artikel 131*bis* § 3 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren wird die Nr. 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern, die mit einer aufhebenden Bedingung verbunden sind, die durch den Tod des Schenkers erfüllt wird, mit Ausnahme der in Artikel 17 genannten Schenkungen, es sei denn:

- entweder diese Bedingung ist zum Zeitpunkt der Vorlage zur Einregistrierung erfüllt;

- oder die Schenkung hat die Schenkung des Anspruchs auf die Leistung eines Lebensversicherungsvertrags zum Gegenstand, und zwar durch die Bezeichnung des Beschenkten als Anspruchsberechtigter dieses Lebensversicherungsvertrags im Falle eines Vorversterbens der durch diesen Vertrag versicherten Person, im Sinne von Artikeln 106 bis 111 des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag; in diesem Fall gilt das Kapital, so wie es am Tage der Schenkung besteht, und das laut Vertrag im Falle eines Vorversterbens des Versicherten dem Anspruchsberechtigten zu überweisen ist, als das geschenkte bewegliche Gut, das der in vorliegendem Artikel vorgesehenen Steuer unterliegt; in Abweichung von Artikel 16 ist die in vorliegendem Artikel vorgesehene Steuer für dieses Kapital geschuldet, dies je nach Fall ab der Urkunde des Notars, im Sinne von Artikel 19, Absatz 1, Nr. 1°, die die Schenkung beinhaltet, oder ab der Vorlage der Schenkung zur Einregistrierung, und jede nachträgliche Erhöhung des tatsächlich dem Anspruchsberechtigten im Falle des Vorversterbens des Versicherten gezahlten Kapitals im Verhältnis zum Kapital, für das die Schenkungssteuer entrichtet worden ist, gilt für die Anwendung der Erbschaftssteuer als nicht der Schenkungssteuer unterworfen worden zu sein;

- oder die Schenkung betrifft die direkte Schenkung eines Nießbrauchsrechts oder jedes anderen zeitweiligen oder lebenslänglichen Rechts, unter der Bedingung des Vorversterbens des Schenkers;

- oder die Schenkung betrifft den Zuwachs oder den Heimfall eines Nießbrauchsrechts oder jedes anderen zeitweiligen oder lebenslänglichen Rechts, im Anschluss an eine Klausel zum Vorbehalt dieses Rechts zugunsten einer Person und bei ihrem Tod zugunsten einer annehmenden Drittperson, wenn diese Klausel in einer Hauptvereinbarung steht, die den Verkauf oder die Schenkung der mit dem Nießbrauch oder dem zeitweiligen oder lebenslänglichen Recht belasteten Güter zum Gegenstand hat, und diese Klausel unter der aufhebenden Bedingung, dass der Anspruchsberechtigte des Zuwachses oder des Heimfalls dem Schenker, oder gegebenenfalls anderen genannten Anspruchsberechtigten überlebt, wirksam ist.»

KAPITEL XIII — Ökobonus

Art. 118 - Artikel 1, Absatz 1 des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«In der Wallonischen Region wird ein «Ökobonus» für die Ingebrauchnahme eines Kraftfahrzeuges auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch eine natürliche Person gewährt, die ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region hat, wenn die CO₂-Emissionen dieses neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs einen bestimmten Wert, der in diesem Dekret definiert wird, nicht übertreffen.»

Art. 119 - In Artikel 3 dieses Dekrets wird die Wortfolge «wenn die in Artikel 1 erwähnten Differenzen durch die Ingebrauchnahme auf dem Gebiet der Wallonischen Region folgender Kraftfahrzeuge entstehen» durch die Wortfolge «wenn eins der folgenden Kraftfahrzeuge auf dem Gebiet der Wallonischen Region» in Gebrauch genommen wird» ersetzt.

Art. 120 - Kapitel IV desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

KAPITEL IV — *Berechnungsmodus und Betrag des Ökobonus*

«Art. 4 Wenn auf dem Gebiet der Wallonischen Region ein neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug neu in Gebrauch genommen wird, ob es ein anderes, bei seiner Ingebrauchnahme neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug ersetzt oder nicht, wird der Ökobonus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

«Art. 5 § 1. Die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird «Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs» genannt:

I	II
CO ₂ -Emissionen des Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs
von 0 bis 98	1
von 99 bis 104	2
von 105 bis 115	3
von 116 bis 125	4
von 126 bis 135	5
von 136 bis 145	6
von 146 bis 155	7
von 156 bis 165	8
von 166 bis 175	9
von 176 bis 185	10
von 186 bis 195	11
von 196 bis 205	12
von 206 bis 215	13
von 216 bis 225	14
von 226 bis 235	15
von 236 bis 245	16
von 246 bis 255	17
Ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat; der Minister für Haushalt und Finanzen der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person, der an die mit der Verwaltung des Ökobonus beauftragten Dienststelle gerichtet ist.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, ebenfalls um 1 herabgesetzt.

§ 2. Die Wallonische Regierung kann die Einstufung der CO₂-Emissionsspannen nach § 1, Abs. 2 bis 4 abändern. Sie wird das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse befassen.

Art. 6 § 1. Der Betrag des Ökobonus entspricht 600 €, wenn die eventuell gemäß Artikel 5, § 1 herabgesetzte Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs unter 2 liegt.

In Abweichung von Abs. 1 entspricht der Betrag des Ökobonus jedoch 0 €, wenn das auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommene Kraftfahrzeug ein neues Kraftfahrzeug ist, dessen Katalogpreis über 20.000 € exkl. MwSt. und ohne Optionen liegt, wobei dieser Betrag um 5.000 € erhöht wird, wenn der Empfangsberechtigte mindestens drei unterhaltsberechtigte Kinder hat oder wenn der Empfangsberechtigte mindestens ein unterhaltsberechtigtes behindertes Kind hat oder wenn der Empfangsberechtigte selbst behindert ist; in Abweichung davon entspricht der vorerwähnte Katalogpreis von 20.000 € einem Betrag von 30.000 €, wenn das betreffende Fahrzeug:

- entweder ein Hybrid-Elektrofahrzeug im Sinne des Artikels 1, § 2, 43° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör ist;

- oder ein Fahrzeug ist, dessen einzige Energiequelle die Elektrizität ist.

Der Katalogpreis ist der Preis, der vom Hersteller oder dessen Bevollmächtigten im Staat, wo das Fahrzeug gekauft wird und zum Zeitpunkt seiner Ingebrauchnahme, für den Verkauf an den Benutzer neuer Personenkraftwagen und neuer Kombiwagen gleichen Typs festgelegt wurde, multipliziert mit dem Koeffizienten, der durch die Teilung der durchschnittlichen Preisindexe des Jahres 2007 durch die durchschnittlichen Preisindexe des Jahres, das der Ingebrauchnahme des betreffenden Kraftfahrzeugs vorhergeht, erreicht wird.

Als behindert im Sinne der vorliegenden Bestimmung wird jede Person betrachtet, die am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs mindestens zu 66 % durch einen Mangel oder einer Verminderung der körperlichen oder geistigen Fähigkeiten wegen einer oder mehrerer Beschwerden geschädigt ist; außer bei Beweis des Gegenteils, der von der Dienststelle zu erbringen ist, die die Verwaltung des Ökobonus übernimmt, gelten als solche behinderte Personen am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs diejenigen Personen:

- für die der Empfangsberechtigte am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs Anspruch auf Familienzulagen oder garantierte Familienleistungen mit Gewährung eines Zuschlags zum Betrag dieser Familienzulagen oder garantierten Familienleistungen in Anwendung je nach Fall des Artikels 20, § 2, § 2bis und § 3 des Königlichen Erlasses vom 8. April 1976 zur Festlegung der Regelung der Familienleistungen für Selbstständige oder des Artikels 47 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1939 über die koordinierten Gesetze bezüglich der Familienbeihilfen für Lohnempfänger erheben kann;

- oder deren Behinderung Anspruch auf die Befreiung von der Fernsehgebühr gemäß Artikel 19, Absatz 1, Nrn. 3° bis 6° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren gibt.

§ 2. Die Wallonische Regierung kann die Beträge des wie in § 1 angeführten Ökobonus ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

Art. 121 - Den Betrag des Ökobonus, der sich aus dem Artikel 6 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen.»

Art. 7 Das vorliegende Kapitel tritt am 1. September 2010 in Kraft.

Das vorliegende Kapitel ist jedoch nicht auf das Fahrzeug anwendbar, das ab dem 1. September 2010 zugelassen wird, dessen Zulassung jedoch einen Ökobonus veranlasst hätte, wenn sie spätestens am 31. August 2010 in Anwendung der Artikel 1 bis 7 des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, so wie diese Artikel bis zum 31. August 2010 in Kraft sind, stattgefunden hätte, unter der Bedingung, dass der Anspruchsberechtigte bei der Dienststelle, die mit dem Ökobonus beauftragt ist, einen Antrag stellt, in dem festgelegt wird, dass die Inrechnungstellung für dieses Fahrzeug und die komplette Zahlung des Verkaufspreises spätestens am Tage vor der Veröffentlichung vorliegenden Kapitels vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* stattgefunden haben.»

KAPITEL XIV — Verschiedene, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 122 - Artikel 5, § 3 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors wird durch folgende Absätze ergänzt:

«Si les employeurs visés au § 1^{er} en font la demande motivée, le Gouvernement peut déroger à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 8°, s'il s'avère que le niveau de l'emploi existant ne peut être augmenté d'autant d'unités que de travailleurs faisant l'objet de l'aide en raison d'un cas fortuit ou de difficultés économiques jugées importantes pour la survie de l'entreprise.

Cette dérogation est applicable jusqu'au 31 décembre 2011. Elle est octroyée pour un an et peut être, le cas échéant, renouvelée jusqu'à cette date.»

Art. 123 - Das vorliegende Programmdekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, außer:

1° Artikel 2 bis 5 und 7 und 8, die bei der nächsten vollständigen Erneuerung der betreffenden Verwaltungsinstanzen in Kraft treten;

2° Artikel 6bis, der bei der nächsten vollständigen oder teilweisen Erneuerung der Verwaltungsinstanz in Kraft tritt;

3° Artikel 1, der bei der nächsten vollständigen oder teilweisen Erneuerung der betreffenden Verwaltungsinstanzen und frühestens am 1. November 2012 in Kraft tritt;

4° Artikel 16, 19, 20 und 21, die am 7. August 2008 wirksam werden.

5° Artikel 23, der am 1. Mai 2010 wirksam wird;

4° Artikel 35 und 36, die am 1. Januar 2010 wirksam werden;

7° Artikel 64, 3° der am 6. Juni 2009 wirksam wird;

8° Artikel 113 und 116, die an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft treten;

9° Artikel 84 bis 98, die am 6. Juni 2009 wirksam werden.

Art. 124 - § 1. Die gemäß Artikel 6 und 11 des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, aufgestellten Berichte, in ihrer ursprünglichen Fassung, werden den Berichten gleichgestellt, die nach Artikel 6 in der durch vorliegenden Dekret abgeänderten Fassung aufgestellt werden.

§ 2. Die gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, aufgestellten Anträge, in ihrer ursprünglichen Fassung, werden den Anträgen gleichgestellt, die nach Artikel 6 in der durch vorliegenden Dekret abgeänderten Fassung aufgestellt werden.

§ 3. Die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf Umweltgenehmigung und Globalgenehmigung, sowie die damit verbundenen administrativen Beschwerden, werden nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind, mit Ausnahme von Artikel 82 vorliegenden Dekrets.

Art. 125 - Artikel 107 wird ab dem 1. Januar 2006 wirksam.

Art. 126 - Die Artikel 142, 143 und 144 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Festlegung des allgemeinen Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2010 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 127 - Artikel 71 tritt in Kraft am selben Tag wie Artikel D.408 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

Art. 128 - In dem Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen werden folgende Artikel außer Kraft gesetzt:

1° Artikel 49, 1°;

2° Artikel 51, 1°.

Art. 129 - Die am 12. Mai 2010 durch Ministerialerlass zugunsten der Direktion der Wasserwege Lüttich ausgestellte Globalgenehmigung für einen Komplex von Schleusen zur Verbindung des Albert-Kanals mit der niederländischen Maas und dem Juliana-Kanal über den Kanal von Lanaye in 4600 Visé (4. Schleuse von Lanaye) wird ratifiziert.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

Nota

(1) *Sitzungsperiode 2009-2010.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 203 (2009-2010) Nrn. 1, 1bis bis 38.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 20. Juli 2010

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2899

[C — 2010/27184]

22 JULI 2010. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Maatregelen inzake goed bestuur en bestuurlijke vereenvoudiging*

Artikel 1. Artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De raad van bestuur van een autonome haven bestaat uit maximum vijftien leden. »

Art. 2. In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 5° (in de Franse versie) worden de woorden « l'organisme. » vervangen door de woorden « l'organisme »;

b) de bepaling wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° of de kandidaat de leeftijd van 70 jaar niet heeft bereikt op de datum van zijn aanwijzing; »;

b) de bepaling wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° of de kandidaat binnen de Europese Unie woonachtig is. »

Art. 3. Het tweede lid van artikel 100 van de Waalse huisvestingscode wordt opgeheven.

Art. 4. § 3 van artikel 175.5 van de Waalse huisvestingscode wordt opgeheven.

Art. 5. Het laatste lid van artikel 184 van de Waalse huisvestingscode wordt opgeheven.

Art. 6. In het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest wordt het woord « Gewestexecutieve » vervangen door de woorden « Waalse Regering » en wordt het woord « Executieve » vervangen door het woord « Regering ».

In artikel 5, § 4, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen « directeur-generaal van de algemene directie van vervoer van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer » vervangen door de bewoordingen « leidend ambtenaar binnen de Waalse Overheidsdienst belast met vervoer ».

Art. 6bis. In artikel 5, § 2, eerste streepje, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2007, wordt het woord « negen » vervangen door het woord « zeven ».

In hetzelfde artikel, § 2, tweede streepje, worden na de woorden « van die maatschappijen » de woorden « onder de leden bedoeld in artikel 21, derde lid, » ingevoegd.

Art. 7. In artikel 21, eerste lid, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2007, wordt het aantal « 18 » vervangen door het aantal « 14 ».

In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « de Regionale Maatschappij » vervangen door de woorden « de Regering ».

In het vierde lid van hetzelfde artikel worden de woorden « de Regionale Maatschappij » vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 8. In artikel D. 366, § 1, van Boek 2 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het eerste lid wordt het woord « zeventien » vervangen door het woord « vijftien ».
- in het vierde lid wordt het woord « acht » vervangen door het woord « zes ».

Art. 9. In artikel D. 367, § 2, van Boek 2 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt de laatste zin geschrapt.

Art. 10. In artikel 11 van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven « du Centre et de l'Ouest » wordt het woord « achttien » vervangen door het woord « vijftien » en wordt het woord « acht » vervangen door het woord « vijf ».

Art. 11. In artikel 5.2, eerste lid, van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures » (Waalse maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructures) wordt het woord « vier » vervangen door het woord « vijf ».

Art. 12. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd alle wetgevende bepalingen over de openbare bestuurders, de beheerscontracten en de Regeringscommissarissen evenals de wijzigingen die in die bepalingen worden aangebracht bij de codificatie ervan, te codificeren.

§ 2. Daartoe kan de Regering, zonder de te codificeren wetgevingen inhoudelijk te wijzigen, :

1° de vorm wijzigen, meer bepaald de zinsbouw en de terminologie, de voorstelling, de volgorde en de nummering van de te codificeren bepalingen;

2° de nummering, de volgorde en de opschriften van de delen, boeken, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen waarbij de te codificeren bepalingen zijn ingedeeld, wijzigen en, indien nodig, in nieuwe indelingen voorzien;

3° een te codificeren bepaling splitsen om er de inhoud van over twee of meerdere artikelen te verdelen;

4° een te codificeren bepaling geheel of gedeeltelijk in twee of meerdere artikelen weergeven;

5° de verwijzingen die in de te codificeren bepalingen vervat zijn in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering en de vigerende regelgeving.

Art. 13. Het opschrift van de codificatie zal luiden als volgt : « Waals Wetboek van doorzichtigheid, autonomie en controle van de instellingen van openbaar nut ».

Art. 14. Het codificatiebesluit zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp van bekrachtigingsdecreet dat onverwijld aan het Waals Parlement zal worden overgelegd.

De codificatie zal pas uitwerking hebben op de bij het bekrachtigingsdecreet vastgestelde datum van inwerkingtreding van het Waals Wetboek van doorzichtigheid, autonomie en controle van de instellingen van openbaar nut.

Art. 15. Hoofdstuk I, dat de artikelen 1 en 2 van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging inhoudt, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen inzake energie*

Art. 16. Artikel 7, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, wordt aangevuld met volgend lid :

« De aandelen die overeenkomstig deze paragraaf in handen zijn van de gemeenten en de provincies, kunnen ofwel rechtstreeks of via de zuivere financieringsintercommunale bezeten worden. »

Art. 17. Artikel 45 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, vierde lid, wordt de zin « Bij vrijwillig of gedwongen ontslag of bij overlijden van de voorzitter of een directeur, benoemt de Regering zijn plaatsvervanger die het mandaat van zijn voorganger voltooit » geschrapt.

2° in § 1 wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« De mandaten van de voorzitter en de directeurs van het directiecomité van de « CWaPE » zijn voltijdse functies. Ze eindigen wanneer ze de volle leeftijd van vijfenzeftig jaar bereikt hebben. De Regering kan voor een door haar bepaalde duur evenwel toestaan dat een titularis zijn lopend mandaat verlengt, voor zover de verlenging de duur van het lopende mandaat niet overschrijdt. »;

3° § 1 wordt aangevuld met een zesde lid, luidend als volgt :

« In geval van vacature van een post van voorzitter of directeur in de loop van het mandaat benoemt de Regering een vervanger overeenkomstig de procedure bedoeld in § 3.

In afwijking van het eerste lid, voltooit laatstgenoemde het mandaat van zijn voorganger. Dat mandaat wordt niet in aanmerking genomen in het kader van de hernieuwing.

In afwachting van die benoeming kan de voorzitter, of wanneer zijn post vacant is, een door zijn gelijken gekozen directeur, de vaardigheden i.v.m. de vacante betrekking voorlopig uitoefenen. »;

4° In § 2 worden de woorden « alsook de hoedanigheid van personeelslid van de CWaPE, aangeworven krachtens een arbeidsovereenkomst » geschrapt.

Art. 18. In artikel 46 van hetzelfde decreet wordt § 3, opgeheven bij het decreet van 19 december 2002, opnieuw opgenomen als volgt :

« § 3. Na afloop van het mandaat van een directeur of van de voorzitter mag de indienstneming als personeelslid van de CWaPE niet besloten worden door een directiecomité waarin betrokken persoon nog in functie is. »

Art. 19. In artikel 84, § 1, eerste lid, van het decreet van 17 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, worden de woorden « binnen een termijn van vierentwintig maanden na de inwerkingtreding van dit decreet » vervangen door de woorden « binnen een door de Waalse Regering bepaalde termijn en, uiterlijk, op 3 maart 2011 ».

Art. 20. Artikel 6, § 1, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, wordt aangevuld met volgend lid :

« De aandelen die overeenkomstig deze paragraaf in handen zijn van de gemeenten en de provincies, kunnen ofwel rechtstreeks of via de zuivere financieringsintercommunale bezeten worden. »

Art. 21. In artikel 62, § 1, eerste lid, van het decreet van 17 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, worden de woorden « binnen een termijn van vierentwintig maanden na de inwerkingtreding van dit decreet. » vervangen door de woorden « binnen een door de Waalse Regering bepaalde termijn en, uiterlijk, op 3 maart 2011 ».

Art. 22. In artikel 237/7 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, ingevoegd bij het decreet van 19 april 2007, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel. »

Art. 23. Artikel 237/33 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie met het oog op het bevorderen van de energieprestatie van de gebouwen, ingevoegd bij het decreet van 19 april 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « , indien hun plaatsing technisch verantwoord is en een minimaal rendement wordt gewaarborgd » worden na de woorden « door de plaatsing van die zonnecollectoren wordt gerealiseerd » toegevoegd;

2° in fine wordt het tweede lid vervangen als volgt : « De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel. »

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen inzake huisvesting*

Art. 24. In artikel 200bis van de Waalse huisvestingscode worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het laatste lid van § 1 wordt geschrapt;

2° in § 4, derde lid, en in § 8 van de Franse versie, worden de woorden « rapport d'enquête » vervangen door het woord « constat »;

3° § 7 wordt vervangen als volgt :

« § 7. Als de overtreder nalaat de boete te betalen, kan het door de Regering aangewezen personeelslid een dwangbevel uitvaardigen.

Het dwangbevel wordt geïssueerd en uitvoerbaar verklaard door het personeelslid dat door de Regering is aangewezen.

Het dwangbevel wordt aan de schuldenaar betekend bij deurwaardersexploot. De betekening bevat bevel tot betalen op straffe van uitvoering bij beslag.

Het beslag wordt uitgevoerd zoals bedoeld in deel V van het Gerechtelijk Wetboek houdende bewarend beslag en middelen tot tenuitvoerlegging. »

Art. 25. In artikel 30 van de Waalse huisvestingscode worden tussen de woorden « gemeenschappelijke voorzieningen » en « die noodzakelijk deel uitmaken van » de woorden « met inbegrip van de bestanddelen van een warmtenetwerk » ingevoegd.

Art. 26. Artikel 44, § 1, van de Waalse huisvestingscode wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4. de kosten van de bestanddelen van een warmtenetwerk dat het geheel van de woningen bedient. »

Art. 27. In artikel 55 van de Waalse huisvestingscode worden tussen de woorden « gemeenschappelijke voorzieningen » en « die noodzakelijk deel uitmaken van » de woorden « met inbegrip van de bestanddelen van een warmtenetwerk » ingevoegd.

Art. 28. Artikel 69, § 1, van de Waalse huisvestingscode wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4. de kosten van de bestanddelen van een warmtenetwerk dat het geheel van de woningen bedient. »

Art. 29. Het eerste lid van artikel 9 van de Waalse huisvestingscode, zoals gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, wordt vervangen door volgend lid :

« Deze afdeling is van toepassing op gemeenschappelijke woningen en op kleine eengezinswoningen die als hoofdverblijfplaats worden verhuurd of die hoofdzakelijk voor de huisvesting van studenten bestemd zijn. »

Art. 30. In artikel 10 van de Waalse huisvestingscode worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na 1° wordt een punt 1°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°bis aan de verplichting tot plaatsing van branddetectors worden voldaan; »,

2° 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de onschendbaarheid van de woning en de bescherming van het privé-leven worden gewaarborgd, met name :

a) d.m.v. een systeem waarmee de lokalen voor individueel gebruik op slot kunnen worden gedaan;

b) d.m.v. brievenbussen die op slot kunnen worden gedaan, met uitzondering van de woningen die hoofdzakelijk voor de huisvesting van studenten bestemd zijn. »

Art. 31. Het eerste lid van artikel 11 van de Waalse huisvestingscode wordt vervangen als volgt :

« De verhuurvergunning wordt binnen vijftien dagen na indiening van de aangifte voor een te huur aangeboden woning aan de verhuurder afgeleverd, voor zover deze aangifte vergezeld gaat van een attest waaruit blijkt dat de woning waarvoor een verhuurvergunning wordt aangevraagd na onderzoek de bij artikel 10 gestelde voorwaarden vervult.

Dat attest :

- wordt afgegeven door een persoon die daartoe door de Regering erkend is wat betreft de voorwaarden bedoeld in 1°, 1°bis en 3° van artikel 10;

- wordt afgegeven door de gemeente wat betreft de voorwaarden bedoeld in 2° en 4° van artikel 10. »

Art. 32. Er wordt een Fonds voor het energiebeheer van onroerende goederen opgericht, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Het Fonds wordt gespijsd met de ontvangsten uit de onroerende investeringen verricht in de gebouwen beheerd door de Waalse overheidsdienst en uit de terugbetalingen verricht door derden die aansprakelijk zijn voor eventuele schade toegebracht aan die investeringen.

Op het krediet betreffende het Fonds waarvan sprake in het eerste lid worden de uitgaven aangerekend die in het kader van het beheer van de gebouwen van de Waalse Overheidsdienst gedaan worden voor onderzoeken, onroerende investeringen die energieontvangsten of -besparingen teweegbrengen, voor het onderhoud en de instandhouding van die gebouwen, alsmede schadeherstel.

Art. 33. Het laatste lid van artikel 200 van de Waalse huisvestingscode, zoals gewijzigd, wordt vervangen door volgend lid :

« De Hoge huisvestingsraad bestaat uit twee vertegenwoordigers van de « Société wallonne du Logement », twee vertegenwoordigers van de « Société wallonne du Crédit social », twee vertegenwoordigers van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie », twee vertegenwoordigers van de openbare huisvestingsmaatschappijen, twee vertegenwoordigers van de « Guichets du Crédit social », drie vertegenwoordigers van de erkende sociale instellingen, vijf vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen, drie vertegenwoordigers van de universiteiten, twee vertegenwoordigers van de eigenaars en huurders, twee vertegenwoordigers van het verenigingsleven en twee vertegenwoordigers van de sociale partners, twee vertegenwoordigers van de notarissen, twee vertegenwoordigers van de architecten, twee vertegenwoordigers van de verenigingen die actief zijn in de bejaardensector, aangewezen op de voordracht van de « Commission wallonne des aînés » (Waalse commissie voor senioren) bedoeld in artikel 63 van het programmadecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, alsmede een vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap, aangewezen op de voordracht van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap. »

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen inzake werkgelegenheid*

Afdeling 1. — Wijzigingen in het decreet van 25 april 2003 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector

Art. 34. Artikel 3, § 2, 7°, van het decreet wordt vervangen als volgt :

« 7° de werkgevers bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, die geen vereenvoudigde boekhouding voeren overeenkomstig de artikelen 17, §§ 2 en 3, 37 en 53 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen, waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, of die geen boekhouding hebben die overeenstemt met het minimaal boekhoudplan van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, terwijl die boekhouding hen opgelegd is; »

Art. 35. In artikel 15, § 3, eerste lid, 2°, van het decreet worden de woorden « zes jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

Art. 36. In artikel 15, § 4, eerste lid, van het decreet worden de woorden « , de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn » ingevoegd tussen de woorden « de openbare centra voor maatschappelijk welzijn » en de woorden « worden toegekend, al naargelang van : ».

Art. 37. § 1. In artikel 15, § 1, eerste lid, 7° en 8°, en derde lid, (Franse versie) worden de woorden « centre public d'aide sociale » vervangen door de woorden « centre public d'action sociale ».

§ 2. In de artikelen 2, § 1, 1°, en § 4, 15, § 1, eerste lid, 5°, 9° en 10°, § 2, 3°, 5° tot 10°, § 3, eerste lid, 1°, en tweede lid, § 4, eerste lid, § 6, 22, § 1 en 42, eerste lid en 2, (Franse versie) worden de woorden « centres publics d'aide sociale » vervangen door de woorden « centres publics d'action sociale ».

Art. 38. Artikel 19 van het decreet wordt aangevuld als volgt :

« Per verlengd jaar kan een degressief systeem ingevoerd worden voor de toekenning van punten.

De Regering bepaalt de modaliteiten tot toepassing van het degressieve systeem, met name op grond van de volgende criteria :

a) de omvang van de onderneming;

b) het feit of de hoofdzetel al dan niet in een ontwikkelingsgebied ligt;

c) de types van gevraagde functies bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°;

d) het aantal jaren ged de werkgever in aanmerking is gekomen voor de bij dit decreet bepaalde tegemoetkoming voor één of verschillende posten in één van de gevraagde functies bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°;

e) het aantal posten die al gesubsidieerd zijn in de zin van dit decreet;

f) de cumulatie met andere overheidstegemoetkomingen.

De Regering kan de lijst van de criteria aanvullen en het toepassingsgebied ervan nader bepalen. »

Art. 39. Artikel 32, vierde lid, 13°, van het decreet wordt vervangen als volgt :

« 13° in voorkomend geval, het verslag van de bedrijfsrevisor of van een accountant of van een consultant die erkend is door het Waalse Gewest indien de omzet, na aftrek van de subsidies die de werkgever van overheidswege krijgt, minstens 247.893,52 euro bedraagt of van het college van financiële commissarissen indien de omzet minder dan 247.893,52 euro bedraagt. »

Afdeling 2. — Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)

Art. 40. In artikel 6, derde lid, van het decreet, worden de woorden « voor vijf jaar » vervangen door de woorden « voor een duur van minstens drie en hoogstens vijf jaar. »

Art. 41. Het vijfde lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel 34, eerste lid, 4°, van het decreet worden de woorden « van de Association wallonne des régies de quartier » (Waalse vereniging van buurtregieën) vervangen door de woorden « van het Fonds du Logement wallon » (Waaals woningfonds) ».

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen inzake leefmilieu*

Afdeling 1. — Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek

Art. 43. Artikel D. 6, 13°, van Boek I, van het Milieuwetboek wordt aangevuld met volgende zin :

« De plannen en programma's bedoeld in dit decreet omvatten ook die welke door de Europese Gemeenschap medegefinancierd worden. »

Art. 44. Hetzelfde Boek wordt aangevuld met een nieuw artikel D. 51/1, luidend als volgt :

« Richtlijn 2001/42/EG van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet. »

Art. 45. In artikel D. 59 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid

a) worden de woorden « van het openbaar onderzoek en » ingevoegd tussen de woorden « met de resultaten » en de woorden « van de krachtens artikel 57 uitgebrachte adviezen »;

b) worden de woorden « artikel D. 58 » vervangen door de woorden « artikel D. 29-11 »;

2° artikel D. 59 wordt aangevuld met volgend lid :

« Op grond van die elementen wordt het plan of programma ter aanneming voorgelegd ».

Art. 46. In artikel D. 60 van hetzelfde Boek worden de woorden « Als de opsteller een plan of een programma aanneemt, bezorgt hij een milieuverklaring » vervangen door de woorden « Bij de aanneming van het plan of van het programma stelt de auteur van het plan of van het programma een milieuverklaring op » en wordt « 58 » vervangen door « D. 29-11 ».

Art. 47. In artikel D. 68 van hetzelfde Boek wordt « artikel D. 49, 1° » vervangen door « artikel D. 6, 2° » en wordt « D. 49, 4° » vervangen door « D. 49 ».

Art. 48. In artikel D. 131, tweede lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden « in de zin van het eerste lid, 1° » vervangen door de woorden « in de zin van het eerste lid, 2° ».

Art. 49. In artikel D. 134 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het laatste lid aangevuld als volgt :

« Als de bevoegde instantie haar beslissing over het verzoek om maatregelen niet mededeelt binnen de daartoe voorgescreven termijnen, zoals bedoeld in het vorige lid, wordt het verzoek geacht verworpen te zijn. »;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden « in de artikelen D. 127 en D. 128 » vervangen door de woorden « in artikel D. 134, § 1, tweede lid ». »

Art. 50. Artikel D. 138 van hetzelfde Boek wordt aangevuld met volgend lid :

« Dit deel bevat ook de bepalingen inzake toezicht, dwangbevel en straffen die nodig zijn voor de toepassing van de Europese verordeningen en beslissingen bedoeld in of krachtens Titel 3, Hoofdstuk II, van dit deel. »

Art. 51. In artikel D. 139, 5°, van hetzelfde Boek worden de bewoordingen « wetten en decreten bedoeld in artikel D. 138 » vervangen door « bepalingen bedoeld in artikel D. 138 ».

Art. 52. In artikel D. 140, § 1, van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D. 138 en van de regelgevende bepalingen die krachtens die wetten en decreten genomen worden » worden vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138 en de bepalingen die krachtens deze bepalingen genomen worden ».

2° Artikel D. 140, § 1, wordt aangevuld als volgt :

« De Regering kan bovendien onder die statutaire of contractuele personeelsleden degenen aanwijzen die de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, hebben om toe te zien op de naleving van de bepalingen van artikel D. 138 van het Boswetboek van de jachtwet van 28 februari 1882 en van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij. Alleen de personeelsleden die naar gelang van hun specifieke bevoegdheden, handelingen moeten uitvoeren die die hoedanigheid vereisen, worden aangewezen als officier van de gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. Die officiers van de gerechtelijke politie, hulpofficiers van de procureur des Konings, moeten met vrucht de vorming volgen waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald.

Ze leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats. De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg van het ambtsgebied waar het personeelslid zijn functies moet uitoefenen. »;

3° in artikel D. 140, §§ 2 en 3, eerste lid, worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D. 138, eerste lid, en van de regelgevende bepalingen die krachtens die wetten en decreten genomen worden » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid, en de bepalingen die krachtens deze bepalingen genomen worden »;

4° in artikel D. 140, § 3, tweede lid, worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 53. In artikel D. 142 van hetzelfde Boek worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 54. In artikel D. 146, 1° en 6°, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel D. 138, eerste lid » vervangen door de woorden « artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 55. In artikel D. 149, § 1, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel D.138, eerste lid, kan de burgemeester, onverminderd de acties waarin genoemde decreten en wetten voorzien » vervangen door de woorden « de bepalingen bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid, kan de burgemeester, onverminderd de handelingen waarin genoemde bepalingen voorzien ».

Art. 56. In artikel D. 150 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met volgende zin :

« Het beroep schorst de betwiste beslissing niet. »;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De Regering stuurt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de eerste dag na ontvangst van het beroep. »;

3° er wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan de modaliteiten van het beroep bepalen. »

Art. 57. Onder Titel 3 - « Strafbepalingen » en voor artikel D. 151 wordt een hoofdstuk I met het opschrift « Algemene bepalingen » ingevoegd.

Onder dezelfde Titel en na artikel D. 155 wordt een hoofdstuk II met het opschrift « Overtredingen van de Europese verordeningen en beschikkingen » ingevoegd.

Art. 58. In artikel D. 151, § 1, van hetzelfde Boek worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid ».

In artikel D. 151, § 2, van hetzelfde Boek worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D.138 » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138 ».

Art. 59. In artikel D. 152 van hetzelfde Boek worden de woorden « van dezelfde wet of hetzelfde decreet, zoals bedoeld in artikel D.138, eerste lid, » vervangen door de woorden « van dezelfde bepaling zoals bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 60. In artikel D. 154 van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel D. 138, eerste lid » vervangen door de woorden « artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 61. In het nieuwe Hoofdstuk II van Titel 3, ingevoegd bij dit decreet, wordt een artikel D. 155*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D. 155*bis*. § 1. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie de volgende bepalingen van Verordening 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie (hierna REACH-Verordening) overtreedt :

- artikel 5;
- artikel 6, §§ 1 en 3;
- artikel 7, § 1;
- artikel 9, §§ 5 of 6;
- artikel 14, §§ 1, 6 of 7;
- artikel 37, §§ 4, 5, 6 of 7;
- artikel 38, §§ 1, 3 of 4;
- artikel 39, §§ 1 of 2;
- artikel 40, § 4;
- artikel 50, § 4;
- artikel 56, §§ 1 of 2;
- artikel 60, § 10;
- artikel 67.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen van de verordening bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Er wordt een overtreding van derde categorie begaan door al wie de volgende bepalingen van REACH-verordening overtreedt :

- artikel 6, § 4;
- artikel 7, § 2;
- artikel 9, § 2;

- artikel 12, §§ 2 of 3;
- artikel 17, § 1;
- artikel 18, § 1;
- artikel 22, §§ 1, 2 of 4;
- artikel 24, § 2;
- artikel 36, §§ 1 en 2;
- artikel 41, § 4;
- artikel 46, § 2;
- artikel 49;
- artikel 50, § 2;
- artikel 61, § 1 of 3;
- artikel 63, § 3;
- artikel 66, § 1;
- artikel 105.

Hetzelfde geldt voor overtredingen van een beschikking van het Europees Agentschap van chemische stoffen of van de Europese Commissie betreffende één van de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

§ 3. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie de volgende bepalingen van Verordening (EG) 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen overtreedt :

- artikel 3, §§ 1, 2, 3, 4, 5 of 6;
- artikel 4;
- artikel 5, §§ 3 of 4;
- artikel 8.

§ 4. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door al wie artikel 6, §§ 1 en 2 van Verordening (EG) 842/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 inzake bepaalde gefluoreerde broeikasgassen of krachtens die Verordening aangenomen bepalingen overtreedt.

Art. 62. In artikel D. 159, § 2, 4°, van hetzelfde Boek worden de woorden « artikel D. 138, eerste lid » vervangen door de woorden « artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 63. In artikel D. 167, § 1, 3°, van hetzelfde Boek worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D. 138, eerste lid » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138, eerste en derde lid ».

Art. 64. In artikel D. 170 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel D. 170, § 2, 3°, worden de woorden « wetten en decreten bedoeld in artikel D.138 » vervangen door de woorden « bepalingen bedoeld in artikel D. 138 »;

2° artikel D. 170, § 2, 5°, wordt opgeheven;

3° artikel D. 170, § 3, tweede lid, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° de dossiersrechten bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer. »

Art. 65. In hetzelfde Boek worden de woorden « college van burgemeester en schepenen » vervangen door het woord « gemeentecollege ».

Afdeling 2. — Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Art. 66. In artikel D. 2, 71°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden na de woorden « iedere persoon » de woorden « met inbegrip van de intercommunales, met uitzondering van de opdrachten i.v.m. het statuut van erkende saneringsinstelling. » ingevoegd.

Art. 67. In artikel D. 276, 1°, 3° en 4°, van hetzelfde Boek worden na de woorden « alle publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen » de woorden « met inbegrip van de intercommunales, met uitzondering van de opdrachten i.v.m. het statuut van erkende saneringsinstelling, ».

Art. 68. In artikel D. 192, § 1, tweede lid, van hetzelfde Boek worden na de woorden « De Regering kan een tweede afwijking voor een periode van drie jaar toekennen. » De woorden « Die afwijking wordt verleend nadat die balans en de gronden die de tweede afwijking rechtvaardigen, aan de Europese Gemeenschap zijn medegedeeld. » ingevoegd.

Art. 69. Artikel D. 228, derde lid, van Boek 2 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

« De C.V.D. wordt door de verdeler bepaald op grond van een meerjarige en toekomstgerichte projectie uitgewerkt op basis van een gekende boekhoudtoestand en vastgesteld met inachtneming van de evaluatieregels bepaald in het geuniformiseerde boekhoudplan dat door de Regering is vastgelegd. De Regering kan de methode en de vorm van berekening van de C.V.D. bepalen ».

Art. 70. Artikel D. 379 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid, ten opzichte van de regelgeving en de statuten, van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen wordt opgedragen aan een College van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal.

Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Regering en aan de algemene Vergadering.

Twee leden van het college van commissarissen worden door de algemene vergadering benoemd onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Ze hebben de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

Het derde lid wordt door de Regering benoemd.

De voorzitter van het college wordt benoemd door de algemene vergadering onder de drie leden van het college.

De commissarissen worden benoemd voor drie jaar.

§ 2. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de commissarissen-revisoren die ze aanwijst. De bezoldiging van het door de Regering benoemde lid van het college van de commissarissen is gelijk aan de bezoldiging van de Regeringscommissarissen bedoeld in artikel D. 377.

Die bedragen zijn voor rekening van de maatschappij. »

Art. 71. Artikel D. 408, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 2° degene die niet zorgt voor de afsluiting van zijn gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen opdat het vee binnen de weide gehouden zou worden, en die zich niet houdt aan de voorschriften op grond waarvan het gedeelte van de langs de waterloop gelegen omheining zich op 0,75 meter tot 1 meter, landinwaarts gemeten vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop, moet bevinden en niet hoger mag zijn dan 1,5 meter boven de grond, zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot ruiming, onderhoud of herstelling van de waterlopen, onder voorbehoud van het bestaan van een besluit van de Waalse Regering waarbij het hele grondgebied van een gemeente aan de toepassing van deze maatregel onttrokken wordt; ».

Afdeling 3. — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 72. In artikel 10, § 1, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « en het vierde en het vijfde lid » toegevoegd na de woorden « onverminderd andere wet- en regelgevingen »;

2° in het derde lid wordt in fine de volgende zin toegevoegd :

« Als het evenwel gaat om een verbouwing of een uitbreiding die van dien aard is dat ze de risico's, hinder of ongemakken voor de mens of het leefmilieu rechtstreeks of onrechtstreeks kan vergroten, is de procedure tot onderzoek van de vergunning van toepassing op de inrichtingen van klasse 2. »;

3° er wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, zijn de termijnen van de procedure tot onderzoek van de vergunning die welke van toepassing zijn op de inrichtingen van klasse 1, wanneer het gaat om een verbouwing of uitbreiding van een inrichting waar gevaarlijke stoffen aan te treffen zijn in hoeveelheden gelijk aan of groter dan de drempels vermeld in de kolommen 2 en 3 van de delen 1 en 2 van bijlage I bij het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken. »;

4° er wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Als een milieueffectonderzoek vereist wordt overeenkomstig de artikelen D. 66, § 2 en D. 68 van Boek I van het Milieuwetboek, is de procedure tot onderzoek van de aanvraag die welke van toepassing is op de inrichtingen van klasse 1. »

Art. 73. In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « dat de technisch ambtenaar aan de aanvrager stuurt. » geschrapt.

2° er wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bij gebrek aan verzending van de beslissing binnen de termijn bedoeld in artikel 35 en wanneer het syntheserapport overeenkomstig artikel 32 is overgemaakt, wordt het door de technisch ambtenaar aan de aanvrager overgemaakt. »

Art. 74. In artikel 40, § 2, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « het daarmee gelijkgestelde stuk » vervangen door de woorden « het syntheserapport dat overeenkomstig artikel 37, vierde lid, aan de aanvrager wordt overgemaakt. »

Art. 75. In artikel 58, § 2, 3°, van hetzelfde decreet wordt « 61, § 1, 3°, 4° en 5° » vervangen door « D. 146, 1°, 2° en 3° van het Milieuwetboek ».

Art. 76. In artikel 65, § 1, zesde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « afloop van het openbaar onderzoek » vervangen door de woorden « ontvangst van het proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek ».

Art. 77. In artikel 70 van hetzelfde decreet wordt het « 38 » vervangen door « D. 29-22, § 2, van het Milieuwetboek ».

Art. 78. In artikel 71, § 3, van hetzelfde decreet wordt « 74, § 4 » vervangen door « D. 149, § 5, van het Milieuwetboek ».

Art. 79. In artikel 94 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de laatste zin geschrapt;

2° er wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bij gebrek aan verzending van de beslissing binnen de termijn bedoeld in artikel 93 en wanneer het syntheserapport overeenkomstig artikel 92 is overgemaakt, wordt het door de technisch ambtenaar aan de aanvrager overgemaakt. »

Art. 80. In artikel 95, § 2, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « als beslissing geldende » worden geschrapt;

2° de woorden « eerste lid » worden vervangen door de woorden « vierde lid ».

Art. 81. Artikel 96 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 96. § 1. Indien het gemengde ontwerp meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg in de zin van artikel 129*bis*, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, wordt zulks door de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar vermeld in de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag overeenkomstig artikel 86 erkend worden of in elke andere gezamenlijke beslissing genomen voor het vervallen van de termijnen bedoeld in artikel 93. Ze onderwerpen op dezelfde dag de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan de procedure zoals bepaald in artikel 129*bis*, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

Indien het gemengde ontwerp meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg in de zin van artikel 129*bis*, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, wordt zulks door de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar vermeld in de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag overeenkomstig artikel 86 erkend worden of in elke andere gezamenlijke beslissing genomen voor het vervallen van de termijnen bedoeld in artikel 93. Ze verzenden op dezelfde dag de aanvraag betreffende de gemeenteweg en het door de aanvrager uitgewerkte ontwerp-rooiplan, overeenkomstig artikel 129*ter*, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

De verzending van de aanvraag betreffende de gemeenteweg heeft de onderbreking van de proceduretermijnen tot gevolg.

De procedure begint opnieuw te lopen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 86, § 3, eerste lid, na ontvangst door de technisch ambtenaar van de definitieve beslissing betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, van het besluit betreffende het rooiplan. Als een syntheserapport overeenkomstig artikel 92 en voor de uitvoering van de procedure bedoeld in het eerste of het tweede lid werd verzonden, mag het niet de in de artikelen 93, § 1, tweede lid, 94 en 95, § 8, bedoelde gevolgen teweegbrengen.

Indien een beroep bij de Regering aanhangig wordt gemaakt betreffende een gemengd ontwerp zoals bedoeld in het eerste of het tweede lid en de Regering vaststelt dat de procedure waarin in deze leden wordt voorzien niet is uitgevoerd, onderwerpen de Regering of, gezamenlijk, de besturen die ermee belast zijn het syntheserapport op te stellen, de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan de procedure bepaald bij artikel 129*bis*, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie of, in voorkomend geval, aan de procedure bepaald bij artikel 129*ter* van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

De verzending van de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan het gemeentecollege heeft de onderbreking van de in artikel 95, §§ 3 en 7, bedoelde termijnen tot gevolg.

De procedure begint opnieuw te lopen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 95, § 3, na ontvangst door de Administratie Leefmilieu van de definitieve beslissing betreffende het gemeenteweg en, in voorkomend geval, van het besluit betreffende het rooiplan. Als een syntheserapport overeenkomstig artikel 95, § 3, is verzonden voor de uitvoering van de procedure bedoeld in het vijfde lid, mag het niet de in de artikel 95, § 7, derde lid, en 95, § 8 bedoelde gevolgen teweegbrengen.

In afwijking van de artikelen 87, eerste lid, 3°, en 90, heeft het openbaar onderzoek ingericht in het kader van de aanvraag betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, betreffende het rooiplan eveneens betrekking op het gemengde project zoals bedoeld in het eerste lid. In afwijking van artikel 129*bis*, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en, in voorkomend geval, van artikel 129*ter*, tweede lid, wordt het openbaar onderzoek dat georganiseerd wordt in het kader van de aanvraag betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, betreffende het rooiplan, georganiseerd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek. De duur van het gezamenlijk openbaar onderzoek stemt overeen met de maximumduur vereist voor de verschillende procedures.

§ 2. Als het gemengd project langs een gewestelijke weg of een provincieweg moet worden uitgevoerd, wordt het betrokken bestuur om advies gevraagd. »

Art. 82. In artikel 97, derde lid, derde streepje, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het getal « 86 » wordt weggelaten;
- 2° de getallen « 89, 94, 95, 96 » worden ingevoegd tussen de getallen « 87 » en « 110 tot 114 »;
- 3° het getal « 126 » wordt weggelaten;
- 4° « , 128 » wordt ingevoegd tussen « 127, § 3 » en « , 129*bis* »;
- 5° « 129*bis*, §§ 1 en 3 » wordt vervangen door « 129, 129*bis*, §§ 1 tot 3, 129*ter*.

Art. 83. In artikel 177 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « betreffende een inrichting » worden vervangen door de woorden « betreffende installaties en activiteiten »;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Als een aanvraag betrekking heeft op verschillende installaties en activiteiten is het bedrag van de dossiersrechten eenmalig en is het afhankelijk van de hoogste klasse. »

Afdeling 4. — Wijzigingen in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer

Art. 84. § 1. Artikel 2 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer wordt aangevuld als volgt :

« 28° « laboratorium » : het laboratorium erkend om de in dit decreet bedoelde analyses te verrichten; »

§ 2. In hetzelfde artikel, in punt 27°, wordt het punt aan het einde van de zin vervangen door een puntkomma.

Art. 85. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt « artikel 39 » vervangen door « artikel 38 ».

Art. 86. In artikel 34, § 2, van hetzelfde decreet wordt het laatste lid.

Art. 87. In het laatste lid van artikel 45 van hetzelfde decreet wordt het woord « oriënteringsonderzoek » vervangen door het woord « karakteriseringsonderzoek ».

Art. 88. In artikel 53, tweede lid, 10°, van hetzelfde decreet worden de woorden « een beschrijving van de milieueffecten » vervangen door de woorden « een evaluatienota inzake milieueffecten ».

Art. 89. Artikel 58 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° aan het begin van het eerste lid wordt « § 1 » toegevoegd;

2° er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt het bestuur binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek de schriftelijke en mondelinge bezwaren en opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek zijn geformuleerd, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D. 29-19 van Boek I van het Milieuwetboek. »

Art. 90. In artikel 62, § 1, 2°, c), van hetzelfde decreet wordt « artikel 40 » vervangen door « artikel 39 ».

Art. 91. Artikel 69, § 4, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse versie wordt het woord « ou » tussen de woorden « d'incidences » en « d'une » geschrapt en door een komma vervangen;

2° de woorden « die tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie of indicatieve studie ingezameld werden » worden vervangen door de woorden « die ingezameld werden tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie, een indicatieve studie of in het kader van elk ander onderzoek naar de kwaliteit van de bodem »;

3° de woorden « in het oriënteringsonderzoek » worden vervangen door de woorden « in het oriënteringsonderzoek of in het karakteriseringsonderzoek ».

Art. 92. Hetzelfde decreet betreffende het bodembeheer wordt aangevuld met een nieuw artikel D. 92bis, luidend als volgt :

« Art. 92bis. – § 1. Tot de bekendmaking door het bestuur van de Waalse code van goede praktijken bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende het bodembeheer, uiterlijk 31 december 2010, en in afwijking van de artikelen 37 tot 46 en 53, dient de natuurlijke of rechtspersoon die van plan is de handelingen en werken tot sanering van een terrein dat door een historische verontreiniging getroffen is, vrijwillig uit te voeren, een saneringsproject, waarvan de inhoud in § 2 bepaald wordt, rechtstreeks per kennisgeving bij het bestuur in. In afwijking van artikel 62, § 1, 2°, c) wordt geen zekerheid gesteld.

§ 2. In dit geval omvat het saneringsproject :

1° de identiteit van de aanvrager, de eigenaar(aren) en, in voorkomend geval, van de exploitant(en);

2° een beschrijving van het terrein waarvoor de goedkeuring van het project wordt aangevraagd, met inbegrip van :

a) de beschrijving en de identificatie van de aanwezige afvalstoffen en van de vermoedelijke polluenten;

b) de beschrijving van het terrein, zijn geschiedenis, de oorsprong van de verontreiniging;

c) het rapport over de waarnemings- en analysewerken alsmede een overzichtstabel van de analyses van de monsters;

d) de afbakening van de afvalstoffen en de vervuilende lagen, meer bepaald op grond van plannen die de plaats van de opmetingen aangeven, de concentraties aan vervuilende stoffen in de bodem, de ondergrond en het water, de diepte van die vervuilingen, evenals de vermoedelijke vervuilende lagen;

e) het totale volume en de respectievelijke percentages van de afvalstoffen en van de vervuilde bodems;

f) recente en nauwkeurige foto's van de locatie, genomen vanuit elke windstreek of de meest gevoelige gezichtspunten;

g) de huidige bezetting van het terrein en onmiddellijke omgeving (habitat, soort plantengroei, enz.) en, in voorkomend geval, de nauwkeurige beschrijving van een herbestedings- en heroplevingsproject op korte, middellange en lange termijn;

3° de ligging van het terrein;

a) het adres, de plaatsnaam en de oppervlakte;

b) een kadastraal plan en de lijst van de eigenaars van de percelen gelegen in een straal van honderd meter rondom de percelen die bij het plan betrokken zijn;

c) de omschrijving van de kadastrale percelen betrokken bij het plan en de mededeling van de betrokken oppervlakte van elk perceel;

d) de planologische bestemming op het gewestplan en/of op het gemeentelijk plan van aanleg, met aanwijzing van de locatie op een kleurenfotokopie;

e) een situatieplan met opgave van de bij het plan betrokken percelen op een topografische kaart op schaal 1/10 000e en hun Lambert-coördinaten met georeferentie;

f) een liggingsplan van de bijzondere of gevoelige gebieden waaronder met name de Natura 2000-omtrekken die in de nabijheid liggen (300 m van de locatie);

4° de beoordeling van de impact van de afvalstoffen en van de verontreinigingen :

I. op grond van een pertinente geologische, hydrageologische, geomorfologische en hydrografische studie, de beoordeling van de impact van de afvalstoffen op de grondwaterlagen en de eventuele waterwinningen, evenals op de oppervlaktewateren;

II. de beoordeling van de gevolgen en de risico's voor de bodem, de ondergrond, de lucht, de menselijke gezondheid, de omgevingsfauna en -flora, w.o. met name de Natura 2000-gebieden;

Is het ontwerp een significante impact zou kunnen hebben op een Natura 2000-locatie, omvat het eveneens een geschikte beoordeling van de effecten waarin meer bepaald volgende punten te berde worden gebracht :

a) potentieel impact op de soorten en habitats met een gemeenschapsbelang op de locatie;

b) potentieel impact van het project op de habitats met een prioritair gemeenschapsbelang.

Voor a) en b) wordt met name rekening gehouden met de rechtstreekse vernieling van de habitats of de soorten, de geluidshinder, het risic° op vervuiling van water, bodem, enz.;

c) in de gevallen waarin de impact van dat ontwerp op de Natura 2000-locatie ongunstig is voor de staat van instandhouding van de natuurlijke habitats en/of soorten met een gemeenschapsbelang moet de aanvrager bij die beoordeling een aanvullende bijlage voegen met de melding :

c1. dat er geen alternatief is voor dat ontwerp;

c2. van de dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van hun maatschappelijke of economische aard voor de uitvoering ervan ondanks het negatieve effect in de wetenschap dat indien de betrokken locatie dient als onderkomen voor een soort prioritair natuurlijk habitat enkel overwegingen aangevoerd kunnen worden die verband houden met de menselijke gezondheid en de openbare veiligheid of met levensbelangrijke gunstige gevolgen voor het leefmilieu of, na advies van de Europese Commissie, met andere dwingende redenen van een hoger openbaar belang;

c3. van de maatregelen die getroffen worden om die negatieve impact in te perken :

- op het ontwerp zelf;

- tijdens de uitvoeringsfase;

- tijdens de uitbatingsfase;

5° het saneringsproces :

I. een omschrijving van de verschillende relevante technische saneringsmethodes, met, voor elk van hen, :

a) een raming van de verwachte resultaten t.o.v. de artikelen 51 tot 52;

b) een raming van de kostprijs ervan, inclusief die van de eventuele opvolgingsmaatregelen;

II. een rechtvaardiging van de saneringsmethode of, desgevallend, van de combinatie van door de deskundige aanbevolen methodes en eventuele varianten;

III. een omschrijving van de werken, van de eventuele fasering ervan, de termijnen waarbinnen ze uitgevoerd worden, inclusief de wijze van behandeling of verwerking van de stoffen of tijdelijk of definitief te verwijderen bodemgedeelten of gebouwen;

Als het ontwerp een wijziging van het bodemreliëf als gevolg heeft, moet het met name hetgeen volgt bevatten :

a) een bovenaanzicht van de wijziging in het reliëf op de meest geschikte schaal. Het bovenaanzicht omvat een deel van het reliëf van de omliggende percelen;

b) profielen of lengte- en dwarsdoorsneden, idealiter op dezelfde schaal als het bovenaanzicht (in voorkomend geval kunnen de verticale schalen lichtjes uitvergroot worden ten opzichte van de horizontale schalen), aangeduid tegenover vaste punten, de profielen en doorsneden worden gelokaliseerd op een bovenaanzicht;

c) schetsen of computerbeelden van de opneming of markering van de gerehabiliteerde locatie in het landschap;

d) het volume, de aard of de oorsprong van de stoffen enkel gebruikt voor het opvullen van de gerehabiliteerde locatie;

Indien er sprake is van aanplantingen in het proces, worden ook volgende bijlagen bijgevoegd :

a) een bovenaanzicht van de plantengroepen op de meest geschikte schaal;

b) een bovenaanzicht van de specifiekere gebieden (namelijk met specifieke plantensoorten) op de meest geschikte schaal;

c) op grond van de schets(en) vermeld in punt 5°, I., schetsen of computerbeelden die uitleggen welke de bijdrage is van de aanplantingen in de opneming of de markering van de stortplaats in het landschap.

In de bovenaanzichten van de aanplantingen dienen de bomenrijen, de plantengroepen, de plantenassociaties, de gelijke afstanden tussen de aanplantingen, de aard van de plantensoorten, hun kracht en dichtheid, evenals de plaatsen, de soorten en technieken voor de aanleg van grasperken duidelijk toonbaar worden gemaakt;

IV. de omschrijving van de maatregelen die genomen worden om de veiligheid te waarborgen tijdens de uitvoering van de werken;

V. de weerslag van de handelingen en werken tot sanering van het terrein op de naburige percelen;

VI. een overzicht van de residuele risico's en, desgevallend, van de gebruiksbeperkingen, wat betreft het toekomstige gebruik van het terrein dat het voorwerp van de handelingen en werken uitmaakt;

VII. de na de sanering van het terrein te nemen opvolgingsmaatregelen, de termijn waarbinnen ze toegepast worden en een raming van de prijs ervan;

VIII. een evaluatienota inzake milieueffecten overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek;

IX. een niet-technische samenvatting van bovengenoemde gegevens;

X. in voorkomend geval omvat het project :

1° de veiligheidsmaatregelen waaraan de terreinen na sanering onderworpen worden;

2° de door de Regering opgegeven vermeldingen vereist bij of krachtens artikel 115, tweede lid, van het « CWATUPe », de artikelen 17 en 83, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Het rapport en een synthese van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de modaliteiten die door de administratie bepaald worden.

§ 3. In afwijking van artikel 55 wordt de termijn voor de verklaring van de volledigheid en de ontvankelijkheid van het saneringsproject op 45 dagen gebracht.

In afwijking van de artikelen 61 en 62, § 3, wordt de termijn voor de goedkeuring van het saneringsproject op 180 dagen gebracht.

Art. 93. In artikel 93 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer worden de bewoordingen « voor een periode van één jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering genomen op grond van artikel 27, § 2, » vervangen door de bewoordingen « tot 31 maart 2011 ».

Art. 94. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen « drie maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* » vervangen door de bewoordingen « op 6 juni 2009 ».

Art. 95. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 93bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 93bis. De erkenning die voor de analyse van afvalstoffen aan een laboratorium verleend wordt krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval en krachtens artikel D. 147 van Boek I van het Milieuwetboek, wordt gelijkgesteld met de erkenning als laboratorium in de zin van de artikelen 27 tot 35 om de in dit decreet bedoelde analyses tot 31 maart 2011 uit te voeren.

De analyses uitgevoerd door laboratoria die voor de analyse van afvalstoffen erkend zijn krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval en krachtens artikel D. 147 van Boek I van het Milieuwetboek en de monsternemingen worden geacht aan dit decreet te voldoen ».

Art. 96. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 96bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 96bis. De in artikel 39, eerste lid, bedoelde termijn wordt op 60 dagen gebracht voor de oriënteringsonderzoeken die voor 31 maart 2011 worden ingediend ».

De in artikel 45, eerste lid, bedoelde termijn wordt op 90 dagen gebracht voor de karakteriseringsonderzoeken die voor 30 juni 2011 worden ingediend ».

Art. 97. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw artikel 98bis, luidend als volgt :

« Art. 98bis. De kennisgevingstermijnen waarvan sprake in de artikelen 29, 30, 39, 40, 45, 55, 58, 59, 61, 65, en 67 worden opgeschort van 16 juli tot en met 15 augustus en van 24 december tot en met 1 januari ».

Art. 98. In bijlage 1 bij het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht in tabel « Bijlage 1 – Normen » :

1° in rubriek « Cyaniden », onder parameter « Vrije cyaniden » :

- wordt RW voor de bodem van « 0,05 » vervangen door « 1 » voor alle gebruikstypes;
- wordt DW voor de bodem van « 1 » vervangen door « 2 » voor alle gebruikstypes;
- wordt IW voor de bodem van « 2 » vervangen door « 5 » voor de gebruikstypes I, II en III;
- wordt IW voor de bodem van « 5 » vervangen door « 10 » voor alle gebruikstypes;

2° in rubriek « Aardolie koolwaterstoffen » :

- worden de bewoordingen « Fractie > 5-8 » vervangen door de bewoordingen « EC-Fractie > 5-8 »;
- voor parameter « EC-Fractie > 10-12 » wordt de IW van « 160 » overeenstemmend met het gebruikstype Bodem V Industrieel vervangen door « 260 ».

Afdeling 5. — Wijzigingen in het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden

Art. 99. Artikel 6 van het decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Op initiatief of op verzoek van betrokken gemeente(n) of van de technisch ambtenaar maakt het « ISSEP » of de door de Regering aangewezen dienst voor rekening van de exploitant een rapport op waaruit blijkt dat de immissienorm bedoeld in artikel 4 nageleefd wordt.

Voordat het rapport opgemaakt wordt, biedt het « ISSEP » of de door de Regering aangewezen dienst de exploitant de mogelijkheid om zijn opmerkingen binnen redelijke termijnen mondeling of schriftelijk te laten gelden.

Binnen negentig dagen na de aanvraag van het rapport of van de uitvoering ervan op initiatief wordt het aan de betrokken gemeenten, de technisch ambtenaar en de exploitant gezonden en op de website van de door de Regering aangewezen dienst bekendgemaakt.

Het rapport is tijdens twee jaar geldig, behalve wijziging van de immissieparameters of in geval van verplaatsing of vervanging van de stationaire zendantenne.

In geval van overschrijding van de immissienorm bedoeld in artikel 4, stelt de exploitant orde op zaken uiterlijk binnen zestig dagen na ontvangst van het rapport.

§ 2. Niettegenstaande de toepassing van § 1 laat de exploitant van de stationaire zendantenne binnen dertig dagen na de inbedrijfstelling van stationaire zendantennes gelegen bij scholen, crèches, ziekenhuizen, bejaardentehuizen door het « ISSEP » of door een door de Regering aangewezen dienst een rapport opmaken waaruit blijkt dat de immissienorm overeenkomstig artikel 4 nageleefd wordt.

De Regering bepaalt de nabijheidsomtrekken. De exploitant zendt het in het eerste lid bedoelde rapport aan de betrokken gemeenten en aan de technisch ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning binnen negentig dagen na de inbedrijfstelling.

In geval van overschrijding van de immissienorm bedoeld in artikel 4, stelt de exploitant orde op zaken uiterlijk binnen zestig dagen na ontvangst van het rapport. »

Art. 100. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 101. In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet vervallen de bewoordingen « of 11 ».

Afdeling 6. — Wijziging in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest

Art. 102. In artikel 70, eerste lid, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen worden de bewoordingen « 2008 en 2009 » vervangen door de bewoordingen « 2008, 2009, 2010 en 2011 ».

Afdeling 7. — Wijzigingen in de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen

Art. 103. Artikel 17, tweede lid, 3°, van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen wordt vervangen als volgt :

« 3° degene die niet zorgt voor de afsluiting van zijn gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen opdat het vee binnen de weide gehouden zou worden en opdat de langs de waterloop gelegen omheining zich op 0,75 meter tot 1 meter, landinwaarts gemeten vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop, zou moeten bevinden en niet hoger zou zijn dan 1,5 meter boven de grond, zonder een hindernis te vormen

voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot ruiming, onderhoud of herstelling van de waterlopen, onder voorbehoud van het bestaan van een besluit waarbij het hele grondgebied van een gemeente aan de toepassing van deze maatregel onttrokken wordt; ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie*

Art. 104. In artikel 23 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het net van de voornaamste verbindings- en verkeerswegen voor het vervoer van vloeï- en brandstoffen bedoeld in het eerste lid, 2°, kan door de Regering bepaald worden. »

Art. 105. Artikel 109, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, wordt vervangen als volgt :

« Elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning waarvan het bericht van ontvangst dateert van voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt verder behandeld op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van dit decreet. Elke aanvraag voor een verkavelingsvergunning of een wijziging van de verkavelingsvergunning waarvan het bericht van ontvangst dateert van voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt verder behandeld op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor die datum. Elke toegekende stedenbouwkundige vergunning, verkavelingsvergunning of wijziging van de verkavelingsvergunning vervalt in voorkomend geval op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van dit decreet. Wanneer het bericht bedoeld in artikel D.29-5, § 2, van Boek I, van het Milieuwetboek overeenkomstig het tweede lid van dat artikel is verstuurd vóór de datum bepaald door de Waalse Regering voor de inwerkingtreding van de verkavelingsvergunning, wordt de aanvraag tot verkavelingsvergunning of tot wijziging ervan verder behandeld op grond van de bepalingen die op de datum van bovenbedoelde verzending van kracht waren. »

Art. 106. In artikel 167, 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie worden de bewoordingen : « 2° : « herinrichting van een bedrijfsruimte » : de uitvoering van handelingen en werken voor de herontwikkeling en de sanering van het terrein in de zin van artikel 2, 10°, van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer met inbegrip van de desbetreffende onderzoeken » vervangen door de bewoordingen « 2° : herinrichting van een bedrijfsruimte » : er handelingen en werken uitvoeren voor de herontwikkeling, de renovatie en de sanering van het terrein in de zin van artikel 2, 10°, van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, met inbegrip van de desbetreffende onderzoeken ».

Art. 107. In artikel 169, § 4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « en in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen » geschrapt.

Art. 108. In Boek I, Titel 5, Hoofdstuk III, afdeling 10, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 129 wordt een nieuwe § 1 ingevoegd en worden de §§ 1 tot 4 bijgevolg vernummerd :

« § 1. Deze afdeling is niet van toepassing op de gemeentewegen met een specifieke regeling, zoals de buurtwegen »;

2° in artikel 129, § 2, worden de woorden « of de onbepaalde wegen » geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen inzake economie*

Art. 109. Artikel 18, § 1, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « en de uitbreiding » worden ingevoegd tussen de woorden « oprichting » en « van incubatoren »;

2° de woorden « en de uitbreiding » worden ingevoegd tussen de woorden « de totstandkoming » en « van ondernemingen ».

Art. 110. Artikel 1, eerste lid, 4°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt aangevuld met de volgende woorden : « , de « Société wallonne des Aéroports » (Waalse Maatschappij voor Luchthavens), afgekort de « SOWAER ». »

Art. 111. 1° In artikel 2 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid worden de bewoordingen « alsmede de « SOWAER » ingevoegd na de woorden « en de intercommunales »;

2° In de artikelen 16 en 18, §§ 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « alsmede de SOWAER » ingevoegd na de woorden « de intercommunales ».

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregel inzake luchthavenbeleid*

Art. 112. 1° Artikel 1*bis*, § 4, eerste lid, 5°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingevoegd bij het decreet van 29 april 2004, wordt aangevuld als volgt :

« Wat betreft de projecten voor de verbetering van de leefomgeving, kan de « Société wallonne des Aéroports », afgekort « SOWAER », in haar naam en voor eigen rekening overgaan tot de onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen. De naamloze vennootschap « SLF IMMO » of de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économique, « IGRETEC », die bij wijze van overeenkomst bijdragen tot de uitvoering van de opdrachten van de « SOWAER », kunnen eveneens overgaan tot de onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen. »

2° Artikel 4*bis*, § 1, eerste lid, van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, ingevoegd bij het decreet van 3 februari 2005, wordt aangevuld als volgt :

« Daarvoor kan de hierboven bedoelde natuurlijke rechtspersoon in haar naam en voor eigen rekening of voor rekening van andere rechtspersonen die tot de uitvoering van haar opdrachten bijdragen, overgaan tot de onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen. »

HOOFDSTUK IX. — *Steun aan de afzetketens voor landbouwproducten*

Art. 113. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering investeringstoelagen toekennen aan de operatoren bedoeld in artikel 18, § 1, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid alsmede aan de verenigingen zonder winstoogmerk met als voornaamste maatschappelijk doel de promotie of de valorisatie van de Waalse landbouwproducten.

De volgende investeringen komen in aanmerking voor de steun bedoeld in het vorige lid :

- de aankoop, de bouw of de inrichting van gebouwen bestemd voor activiteiten inzake de verwerking of de afzet van landbouwproducten, met inbegrip van opslagactiviteiten, verricht door landbouwers of coöperatieve verwerkings- en afzetvennootschappen;

- de roerende of technische uitrusting van die gebouwen bestemd voor de ontwikkeling van « korte circuits » voor de valorisatie van landbouwproducten. Het percentage van de in het eerste lid bedoelde steun mag niet hoger zijn dan 90 % van de totale kosten van de in aanmerking komende investeringen en wordt bepaald door de Waalse Regering op grond van de volgende parameters :

a) ligging in één van de vrije zones bedoeld in artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritair acties voor de toekomst van Wallonië;

b) aantal gecreëerde rechtstreekse banen;

c) aantal landbouwers die bij het project betrokken zijn.

Bij de projectenoproep bepaalt de Regering de modaliteiten tot behandeling van het dossier, alsmede de ontvankelijkheids- en selectiecriteria voor het project.

De selectie van de projecten wordt met name uitgevoerd op grond van de volgende criteria :

a) rati° tussen het aantal gecreëerde rechtstreekse banen en het bedrag van de in aanmerking komende investeringen;

b) potentieel aantal landbouwproducenten en exploitanten die binnen de infrastructuur ondergebracht zouden kunnen worden;

c) innoverend karakter van het project;

d) stand van vordering van het project.

De Regering bepaalt de voorwaarden inzake de terbeschikkingstelling.

HOOFDSTUK X. — *Maatregel inzake plaatselijke besturen*

Art. 114. Het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met een artikel L 3133-3/1, luidend als volgt :

« Art. L 3133-3/1. Artikel L 3133-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt geïnterpreteerd in die zin dat het beroep waarin het voorziet een beroep tot nietigverklaring is ».

Art. 115. In artikel L 3321-12, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de bewoordingen « hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 » vervangen door de bewoordingen « hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10, alsmede de artikelen 355, 356 en 357 ».

HOOFDSTUK XI. — *Gewestelijk openbaar domein*

Art. 116. Het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein wordt aangevuld met een hoofdstuk *Vibis*, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *Vibis*. — Toelagen

Art. *9bis*. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering toelagen aan de volgende categorieën begunstigden toekennen om bij te dragen in de uitvoering van het in artikel 1 bedoelde doel, met inbegrip van de opleidings- en bewustmakingsactiviteiten :

1° de gemeenten;

2° de verenigingen van gemeenten;

3° de verenigingen zonder winstoogmerk waarvan het voornaamste maatschappelijk doel geheel of gedeeltelijk strookt met het doel van de toelagen;

4° elke andere rechtspersoon aangewezen door de Regering.

Er mag geen bezoldiging vereist worden voor de uitvoering van die activiteiten.

Binnen de in het eerste lid bedoelde perken stelt de Regering de jaarlijkse of meerjaarlijkse prioriteiten vast.

De Regering bepaalt :

1° het type in aanmerking komende uitgaven;

2° de bijzondere voorwaarden tot toekenning van toelagen, de procedure tot indiening van de aanvragen en de lijst van de te verstrekken documenten;

3° de percentages en de modaliteiten voor de berekening van de toelagen die maximum 3 jaar toepasselijk zijn.

De percentages van de toelagen mogen niet hoger zijn dan 80 %.

Het project wordt door de Regering goedgekeurd. Haar beslissing tot gehele of gedeeltelijke goedkeuring houdt rekening met de adequatie van het voorgestelde project ten opzichte van de door de Regering bepaalde prioriteiten, de technische waarde van de projecten, alsmede het financieel vermogen van de aanvrager en van het Gewest.

Het project kan door de aanvrager gewijzigd worden op voorwaarde dat die wijziging behoorlijk gerechtvaardigd wordt en vooraf goedgekeurd wordt door de Regering.

De bepalingen betreffende de uitwerking van het project zijn toepasselijk op de wijziging ervan.

Voorschotten op het bedrag van de toelagen kunnen toegekend worden onder de door de Regering bepaalde voorwaarden ».

HOOFDSTUK XII. — *Fiscaliteit : schenkingsrechten*

Art. 117. In artikel 131bis, § 3, van het Wetboek der registratie-, hypotheek en griffierechten, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005, wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° voor de schenkingen onder levenden van roerende goederen waarop een andere opschortende voorwaarde dan die bedoeld in artikel 17 berust, die ingevolge het overlijden van de schenker wordt vervuld, tenzij :

- ofwel die voorwaarde vervuld is op het ogenblik dat ze ter registratie aangeboden wordt;
- ofwel de schenking betrekking heeft op de schenking van de begunstiging van de prestatie van een levensverzekeringsovereenkomst, door de aanwijzing van de begiftigde als begunstigde van die levensverzekeringsovereenkomst in geval van vooroverlijden van de verzekerde van die overeenkomst, zoals bedoeld in de artikelen 106 tot 111 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst; in dat geval wordt het kapitaal, zoals het op de dag van de schenking bestaat en dat krachtens de overeenkomst gestort moet worden aan de begunstigde in geval van vooroverlijden van de verzekerde, geacht het gegeven roerend goed te constitueren dat aan het bij dit artikel bepaalde recht onderworpen is; in afwijking van artikel 16 is het in dit artikel bedoelde recht op dat kapitaal verschuldigd vanaf de in artikel 19, eerste lid, 1°, bedoelde notarisakte die de schenking bevat, of zodra de schenking ter registratie aangeboden wordt, al naar gelang van het geval, en wordt elke latere verhoging van het kapitaal dat in geval van vooroverlijden van de verzekerde werkelijk betaald is aan de begunstigde, ten opzichte van het kapitaal waarop het schenkingsrecht is betaald, geacht niet onderworpen te zijn aan het schenkingsrecht voor de toepassing van het successierecht;
- ofwel de schenking de rechtstreekse schenking van een recht van vruchtgebruik of van elk ander tijdelijk recht of lijfrenterecht betreft, onder de voorwaarde van het vooroverlijden van de schenker;
- ofwel de schenking de aanwas of de terugvalling van een recht van vruchtgebruik of van elk ander tijdelijk recht of lijfrenterecht betreft, voortvloeiend uit een beding van voorbehoud van dat recht ten gunste van een persoon en, op diens overlijden, ten gunste van een aannemende derde, wanneer dat beding vermeld staat in een hoofdovereenkomst met als voorwerp de verkoop of de schenking van goederen waarop het recht van vruchtgebruik of het tijdelijk recht of lijfrenterecht slaat en tenzij dat beding onder de opschortende voorwaarde dat de begunstigde van de aanwas of de terugbetaling de schenker en, in voorkomend geval, andere bepaalde begunstigten overleeft. »

HOOFDSTUK XIII. — *Ecobonus*

Art. 118. In artikel 1 van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Er wordt in het Waalse Gewest een "ecobonus" toegekend op de ingebruikneming van een autovoertuig op het grondgebied van het Waalse Gewest door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon wanneer de CO₂-emissies van dat onlangs in gebruik genomen autovoertuig niet hoger zijn dan een bepaald niveau waarin dit decreet voorziet. »

Art. 119. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de woorden « als de verschillen bedoeld in het eerste lid worden teweeggebracht door de ingebruikneming op het grondgebied van het Waalse Gewest van de volgende autovoertuigen » vervangen door de woorden « als één van de volgende autovoertuigen op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik wordt genomen ».

Art. 120. Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — Berekening en bedrag van de ecobonus

« Art. 4. Als een autovoertuig, nieuw of gebruikt, onlangs in gebruik is genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest en als het een ander, nieuw of gebruikt, autovoertuig al dan niet vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecobonus toegepast naar gelang van de categorie CO₂-emissies van het autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen.

« Art. 5. § 1. De CO₂-emissies van het autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, worden ingedeeld volgens de CO₂-emissioniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elke CO₂-emissioniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt « emissiecategorie van het autovoertuig » genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het autovoertuig	Emissiecategorie van het autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer van de emissie categorie van het autovoertuig dat onlangs in gebruik is genomen, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als de rechthebbende minstens vier kinderen ten laste heeft op de datum van ingebruikneming van het voertuig; de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het nieuwe autovoertuig, hetzij van ambtswege, hetzij op aanvraag van de betrokkene bij de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, ook verminderd met 1.

§ 2. De Waalse Regering kan de rangschikking van de CO₂-emissieniveaus van § 1, lid 2 tot 4 wijzigen. Ze zal het Waalse Parlement onmiddellijk, als het in vergadering is, of anders bij de opening van zijn eerstvolgende zitting, een ontwerpdecreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten voorleggen.

« Art. 6. § 1. Het bedrag van de ecobonus is gelijk aan 600 € als de categorie van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 5, § 1, lager is dan 2.

In afwijking van het eerste lid is het bedrag van de ecobonus evenwel gelijk aan 0 EUR als het autovoertuig dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen een nieuw autovoertuig is waarvan de catalogusprijs hoger is dan 20.000 EUR, excl. BTW en excl. opties, waarbij dat bedrag met 5.000 EUR verhoogd wordt wanneer de rechthebbende minstens drie kinderen ten laste heeft, of wanneer de rechthebbende minstens één gehandicapt kind ten laste heeft, of wanneer de rechthebbende zelf een gehandicapte persoon is; afwijkingshalve wordt genoemde catalogusprijs van 20.000 EUR tot 30.000 EUR verhoogd wanneer bedoeld voertuig :

- hetzij een hybride elektrisch voertuig in de zin van artikel 1, § 2, 43°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen,

- hetzij een voertuig waarvan de enige energiebron elektriciteit is.

De catalogusprijs is de prijs die door de bouwheer of diens mandataris in de Staat van aankoop van het voertuig was vastgelegd op de datum van de ingebruikneming ervan, voor de verkoop aan de gebruiker van nieuwe voertuigen en van nieuwe gemengde voertuigen van hetzelfde type, vermenigvuldigd met de coëfficiënt verkregen na opdeling van het gemiddelde van de indexprijzen van het jaar 2007 door het gemiddelde van de indexprijzen van het jaar dat voorafgaat aan de ingebruikneming van bedoeld voertuig.

Als gehandicapt in de zin van deze bepaling wordt beschouwd, elke persoon waarvan het lichamelijk of geestelijk vermogen op de datum van ingebruikneming van het voertuig wegens één of meer aandoeningen voor minstens 66 % gebrekkig of verminderd is; worden verondersteld dergelijke gehandicapte personen te zijn op de datum van ingebruikneming van het voertuig, behoudens bewijs van het tegenovergestelde te leveren door de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt, de personen :

- voor wie de rechthebbende aanspraak kan maken op de kinderbijslag of op de gegarandeerde gezinsprestaties, met toekenning van een toeslag bovenop het bedrag van die kinderbijslag of gegarandeerde gezinsprestaties, overeenkomstig, al naar gelang van het geval, artikel 20, § 2, § 2bis en § 3, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, of artikel 47 van het koninklijk besluit van 14 december 1939 houdende coördinatie van de wetten betreffende de kindertoelagen voor loonarbeiders, op de datum van ingebruikneming van het voertuig;

- of van wie de handicap recht geeft op de vrijstelling van het kijkgeld, overeenkomstig artikel 19, eerste lid, 3° tot 6°, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

§ 2. De Waalse Regering kan wijzigingen aanbrengen in de bedragen van de ecobonus zoals bepaald in § 1. Ze zal het Waalse Parlement onmiddellijk, als het in vergadering is, of anders bij de opening van zijn eerstvolgende zitting, een ontwerpdecreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten voorleggen.

« Art. 7. Het bedrag van de ecobonus, dat resulteert uit artikel 6, is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd. »

Art. 121. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 september 2010.

Dit hoofdstuk is evenwel niet van toepassing op het voertuig dat vanaf 1 september 2010 ingeschreven is maar waarvan de inschrijving aanleiding zou hebben gegeven tot een ecobonus, indien ze uiterlijk 31 augustus 2010 heeft plaatsgevonden overeenkomstig de artikelen 1 tot 7 van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen die van toepassing zijn tot 31 augustus 2010, op voorwaarde dat de rechthebbende bij de met de ecobonus belaste dienst een aanvraag indient waaruit blijkt dat het voertuig het voorwerp heeft uitgemaakt van de facturering en van de totale betaling van de verkoopprijs uiterlijk op de dag voor de bekendmaking van dit hoofdstuk van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*. »

HOOFDSTUK XIV. — *Diverse bepalingen, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 122. Artikel 5, § 3, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt aangevuld met de volgende leden :

« Als de in § 1 bedoelde werkgevers daarvoor een met redenen omklede aanvraag indienen, kan de Regering afwijken van de in het eerste lid, 8°, bedoelde voorwaarde indien de bestaande werkgelegenheid niet verhoogd kan worden met evenveel eenheden als werknemers die het voorwerp van de tegemoetkoming zijn wegens overmacht of economische moeilijkheden waarvan geacht wordt dat ze een bedreiging vormen voor het voortbestaan van de onderneming.

Die afwijking is van toepassing tot 31 december 2011. Ze kan voor één jaar toegekend worden en, in voorkomend geval, tot die datum verlengd worden. »

Art. 123. Dit programmadecreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, behalve wat betreft :

1° de artikelen 2 tot 5, 7 en 8, die in werking treden bij de eerstvolgende integrale hernieuwing van bedoelde beheersorganen;

1° artikel 6bis, dat in werking treedt bij de eerstvolgende integrale of gedeeltelijke hernieuwing van het beheersorgaan;

3° artikel 1, dat in werking treedt bij de eerstvolgende integrale of gedeeltelijke hernieuwing van bedoelde beheersorganen, ten vroegste op 1 november 2012;

4° de artikelen 16, 19, 20 en 21, die uitwerking hebben op 7 augustus 2008;

5° artikel 23, dat uitwerking heeft op 1 mei 2010;

6° de artikelen 35 en 36, die uitwerking hebben op 1 januari 2010;

7° artikel 64, 3°, dat uitwerking heeft op 6 juni 2009;

8° de artikelen 113 en 116, die in werking treden op een door de Regering bepaalde datum;

9° de artikelen 84 tot 98, die uitwerking hebben op 6 juni 2009.

Art. 124. § 1. De rapporten opgemaakt overeenkomstig de artikelen 6 en 11 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden, worden in hun oorspronkelijke opstelling gelijkgesteld met de rapporten opgemaakt krachtens artikel 6, zoals gewijzigd bij dit decreet.

§ 2. De aanvragen van de gemeenten bedoeld in artikel 11 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden, worden gelijkgesteld met de aanvragen bedoeld in artikel 6, zoals gewijzigd bij dit decreet.

§ 3. De aanvragen tot milieuvergunning en eenmalige vergunning ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, alsook de desbetreffende administratieve beroepen worden onderzocht volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag, met uitzondering van artikel 82 van dit decreet.

Art. 125. Artikel 107 heeft uitwerking op 1 januari 2006.

Art. 126. De artikelen 142, 143 en 144 van het decreet van 10 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2010 worden opgeheven.

Art. 127. Artikel 71 treedt in werking op dezelfde dag als artikel D. 408 van Boek 2 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Art. 128. In het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisaties van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen worden de volgende artikelen opgeheven :

1° artikel 49, 1°;

2° artikel 51, 1°.

Art. 129. De eenmalige vergunning die op 12 mei 2010 bij ministerieel besluit aan de Directie Waterwegen Luik is toegekend voor een complex van sluizen tot verbinding van het Albertkanaal met de Nederlandse Maas en met het Julianakanaal via het Kanaal van Lanaye in 4600 Wezet (4e sluis van Lanaye) is goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 203 (2009-2010) Nrs. 1, 1bis tot 38.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 juli 2010.

Bespreking – Stemmingen.